SPÉCIAL 32 pages 100 francs

L'EXPRESS

15 JUIN 1956 — N° 260

100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

Le document attendu

MENDES FRANCE: "Sauver l'Afrique!"

Le bloc-notes

Mauriac: "Le silence des communistes"...

Témoignage sur la Chine

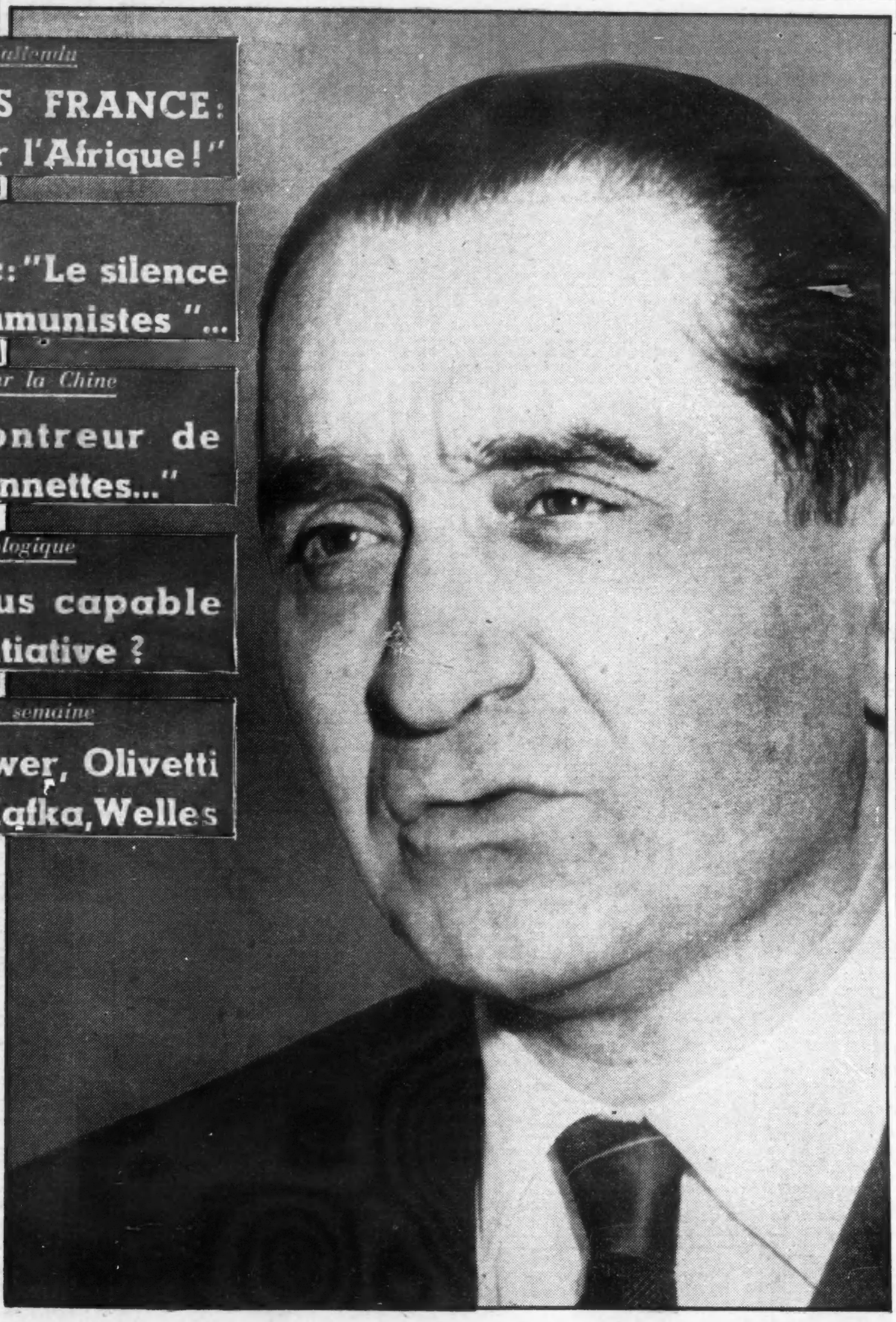
"Le montreur de marionnettes..."

Un test psychologique

Etes-vous capable d'initiative ?

Hommes de la semaine

Eisenhower, Olivetti Benda, Kafka, Welles



PIERRE MENDÈS FRANCE
« On ne perd les Etats que par timidité. » (Voltaire.)

* * * *

Rédaction de L'EXPRESS

91, Champs-Elysées, Paris (8e)
Téléphone : ELYsées 88-61

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre VIANSSON-PONTÉ, Jean DANIEL

ACTUALITES : Sylvain ZEGEL

PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET

LETTRES : François ERVAL

PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE

SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

COLLABORATEURS :
J.-L. BORY, Michel BOSQUET, Jean-Claude BRISVILLE, K.-S. KAROL J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, Jean DUVIGNAUD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, René LEIBOWITZ, Thomas LENOIR, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Gabriel VENAISSIN, Anne-Marie de VILAINE.

DIRECTEUR DE LA REDACTION : Philippe GRUMBACH

A la suite de l'éditorial du dernier numéro de* L'Express *(« Attention à la France ! »), nous avons reçu une correspondance considérable et en grande majorité défavorable. Nous reproduisons ici, comme d'habitude, des extraits significatifs de ce courrier, qui en donnent la physionomie d'ensemble.

Notre position était ainsi exprimée dans l'article :

« Aucune raison politique, aucun argument moral, rien n'est assez décisif pour justifier aujourd'hui le refus de servir. »

Voici notre courrier.

Un quelconque gouvernement

M. Servan-Schreiber a publié dans le dernier numéro de *L'Express* un éditorial « Attention à la France ! » qui semble bien mettre à nu les contradictions et les illogismes dans lesquels vous vous débattez et qu'il serait peut-être intéressant d'expliquer (...)

Pourquoi donc, critiquant ce gouvernement, prétendez-vous cependant que l'on doit lui obéir, sous peine de détruire la nation ? Pourquoi vous arrêtez-vous en route dans vos blâmes ? Pourquoi vous tirez-vous d'affaire dans vos difficultés intérieures en ôtant toute signification morale au concept de nation, en affectant de le confondre subitement avec les décrets d'un quelconque gouvernement ?

C'est qu'en allant plus loin, en suivant jusqu'au bout votre pensée, vous craindriez peut-être de perdre le confort intellectuel où, malgré tous vos reproches à la bourgeoisie, vous vous installez.

B. V.,
Paris.

Qui a donné l'exemple ?

A propos de votre éditorial « Attention à la France ! »... Il ne faudrait pas oublier que l'exemple a été donné le 6 février. Ce jour-là, M. Guy Mollet a capitulé devant l'émeute algéroise... La conclusion qui s'impose est que, pour être écouté, il faut manifester. Alors pourquoi le droit de manifester serait-il réservé aux « ultras » d'Alger et refusé aux jeunes gens qu'on envoie à la mort pour réparer les fautes de ces derniers ?

J. V.,
Caen.

Sacrifices inutiles

Votre dernier éditorial « Attention à la France » m'oblige à vous livrer les quelques réflexions — hélas ! désabusées — qu'inspirent les réalités politiques actuelles à un jeune Français disponible 52/1 en sursis... pour combien de temps encore ?

Vous parlez avec inquiétude du « refus de servir ». Belle formule, qui expédie vite le problème.

Lorsque l'on parle de « servir » il faut s'expliquer.

Servir qui ? Pour quoi ? Comment ?...

M. Servan-Schreiber, permettez-moi de vous parler comme à un ami : franc et clair.

M. Servan-Schreiber, il vous faudra écrire un jour un article qui s'intitulera : « Il ne faut pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages »...

Le drame c'est que j'ai cru en M. Mendès France. En souvenir du 20 juillet, les promesses de décembre semblaient réalisables. J'ai voté et fait voter plus de vingt voix pour donner quelques chances de plus à l'espoir qui naissait de faire « front » aux malheurs du temps...

En guise de consolation, les tristes sieurs Bidault, Laniel ou Reynaud, en leur conscience du superbe, demeurent obstinément des conseilleurs. En souvenir sans doute de Dunkerque ou de Dien Bien Phu. Les déserteurs de conscience ont encore des beaux jours devant eux...

Je crois au patriotisme quand il faut défendre une terre que l'on aime et que l'on respecte. Quand cette terre s'appelle France et qu'il y règne une liberté chèrement achetée, la justice et la paix, nécessaires au bonheur et au progrès.

Mais les sacrifices inutiles sont toujours les plus coûteux. Sacrifier des milliers de jeunes, de jeunes foyers, de jeunes espoirs, c'est se ruiner. Pour sauver quoi ?...

Si je pars après tant de camarades, aussi révoltés et aussi impuissants, je laisserai mon bébé et ma femme aux bons soins de la patrie, ou peut-être à la générosité des lecteurs du « Figaro ». Néanmoins, il me restera mes deux poches pour y enfouir mes poings bien que cela soit déjà un luxe inutile sous le kaki. Ceux qui m'attendront paieront de surcroît la facture, et vous, Monsieur, arriverez-vous peut-être à justifier qu'il y a autant d'honneur à la soumission des uns qu'à la démission des autres. C'est ainsi, Monsieur, que « l'on casse la France ».

Et c'est bien dommage.

J. PALLARD,
Colombes (Seine).

Pas des automates

J'estime que chaque homme que la nation appelle a non seulement le droit mais aussi le *« devoir »* de repenser au pourquoi de l'appel ; nous ne sommes pas des automates et l'obéissance à quelque échelon que ce soit (même religieux) n'est valable et normale que si l'on pense ce que l'on fait. Si c'est cela que vous réprouvez, laissez-moi vous dire mon désaccord, en toute simplicité.

A. MÉNARD,
Pavillons-sous-Bois.

C'est plus facile

Il y a très très loin, savez-vous, entre le moral réel de l'armée et les déclarations sereines et optimistes à ce sujet de certains ministres et journalistes...

Nous ne demandons pas l'impossible, nous, la vulgaire, taillable et corvéable à merci chair à canon... Nous voudrions simplement qu'un gouvernement se disant socialiste sache où il va, où il nous conduit, et ne fasse des promesses qu'en étant « complètement informé ». Où est l'époque heureuse où le socialisme signifiait honnêteté ? (...) Nos ministres actuels ont, une fois de plus, choisi la facilité. En France, il est plus aisé de rappeler ou maintenir 300.000 hommes que de réduire à la décence des journaux comme *L'Echo d'Alger* ou *L'Aurore*...

UN GROUPE DE MAINTENUS 54-2.

Je pars après-demain

Nous avons plus besoin de vous que jamais : rappelé, je pars pour l'Algérie après-demain. Ma femme qui reste seule, enceinte, a besoin aussi de savoir par vous que tout n'est pas si moche que ça en France, qu'il y a encore chez nous des gens intelligents et honnêtes.

M. GARNAUD,
Sarrebruck.

Payé combien ?

La voilà bien la véritable *trahison* des journalistes de gauche ! Combien Lacoste vous a-t-il payé cet article ?

Ainsi, vous aussi vous vous y mettez ? Vous qui êtes un de ceux sur qui devraient pouvoir compter au moins 50 % des Français ! Non content d'avouer que vous taisez volontairement la vérité, vous vous croyez obligé de prôner la *résignation* ?

UN GROUPE D'INTELLECTUELS,
Paris.

L'appel sonne faux

Je ne suis pas du tout d'accord avec votre éditorial.

Je ne suis pas rappelé, ni sans doute rappelable. Je ne suis plus un « jeune ». Pourtant cette histoire d'Algérie me retourne le cœur.

Et je ne peux m'empêcher de penser, avec angoisse, à ce que je ferais si j'étais mobilisé. Savez-vous qu'il n'est pas du tout sûr que j'obéisse ?

Voulez-vous savoir pourquoi ? Parce que j'ai honte. J'ai honte de mon pays, et j'en ai une tristesse infinie.

Et je comprends ces jeunes gens qui refusent de se laisser bourrer le crâne, et chahutent ces autorités incapables...

Malgré moi, je me reporte à certain automne de 1941 où les gendarmes sont venus m'arrêter, le jour de mes 21 ans, parce que là aussi j'avais eu trop honte, et que ma révolte morale s'était exprimée en actes.

Or cela reste une des grandes fiertés de ma jeunesse, qui me donne mon sens d'homme libre, que d'avoir jusqu'au bout désobéi, et de savoir que j'avais raison.

Et maintenant pas plus qu'alors je ne comprends ce concert de voix autorisées et imbéciles, dont l'appel sonne faux, et qui nous invitent vers les plus tragiques erreurs...

La France glisse dans la nuit. Ai-je le droit de consentir, même par lassitude ?

Non, il y a trop d'espérance encore, et l'enjeu est trop important. Et la terre de nos pères n'est pas brisée par ceux qui refusent de marcher, mais bien par ceux qui trahissent ses fidélités les plus profondes.

Si je vous écris, c'est que vous êtes dans l'un des rares organes de la presse qui ait gardé sa dignité. Merci. Et surtout, ne baissez pas le ton !

P. CRAPON DE CAPRONA,
Saint-Germain-en-Laye.

Vous avez raison

Militaire maintenu, actuellement en permission à Paris, je tiens à vous approuver entièrement pour votre dernier article dans *L'Express*. Encore que vous soyez nettement, peut-être volontairement, en-deçà de la réalité.

Avant que la jeunesse ne se coupe de la communauté française, vous avez tout à fait raison de lancer un cri d'alarme. Puisse-t-il être entendu !

R. B.
Metz.

L'objection de conscience

Permettez-moi de vous signaler que, dans votre bel éditorial du dernier numéro paru de *L'Express*, l'emploi que vous faites du terme d'objection de conscience nous a paru de nature à prêter à cette erreur habituelle qui fait considérer l'objection de conscience comme une attitude négative. Pour beaucoup de ceux qui tiennent cette attitude pour valable, elle n'est pas un refus de servir, mais, concurremment, une impossibilité de servir militairement et un désir très ferme de servir d'autre manière. Il s'en trouve parmi nous et c'est pourquoi je me permets de vous faire cette observation cordialement.

H. ROSER,
Président du service civil volontaire international.
(Branche française.)

Décision personnelle

Etant sursitaire, si, dans l'éventualité d'un rappel, j'avais assez de courage pour refuser de prendre les armes (vous conviendrez, j'espère, qu'il faut actuellement plus de courage pour être objecteur de conscience que pour partir en Algérie) — je n'aimerais pas pendant que je suis en prison... qu'il se trouve des gens pour dire : « Rien n'est assez fort pour justifier le refus de servir ».

C'est une décision personnelle à prendre ; ce n'est pas à vous, en tout cas, d'en juger.

M. E., *étudiant*,
(Marseille.)

Plus républicains

Dans votre article « Attention à la France », vous ne parlez que de la révolte des jeunes rappelés. Que faites-vous aussi du mouvement qui s'intensifie aussi dans toutes les classes sociales contre cette guerre de « pacification » répressive ?

Il n'y a pas que des rappelés à manifester leur mouvement d'humeur.

Ouvrez les yeux et rendez-vous compte que seule maintenant la lutte du peuple français peut influencer le gouvernement et l'amener à négocier une paix dont l'enjeu peut être l'autonomie de l'Algérie dans le cadre de l'Union française.

Alors pourquoi taire et ne pas relater les faits ?...

Ces manifestants « portant atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat » (selon la formule Bourgès et Cie) montrent qu'ils sont plus profondément républicains que certains colons, tel M. de Sérigny qui ne cesse de vomir sa haine de l'Arabe et qui a su se faire un nom et une fortune aux dépens des malheurs de la France.

D. A.,
Meudon.

[*A la suite de ce courrier, voir l'éditorial en page 3 : « Quelle France ? ».*]

S.T.O. et déportés

Nombreux sont ceux d'entre nous qui sont partis pour le S.T.O. sans valise et encadrés de gardes français armés. Nous ne réclamons aucune compensation ni aucun titre et savons les épreuves des déportés (des « pyjamas » comme nous les appelions et que nous avons ravitaillés chaque fois que la chose fut possible). Seulement nous n'apprécions pas de servir de cible, nous demandons qu'on nous laisse tranquilles et de notre côté nous ne jugerons pas la sincérité tardive de certains ralliements. Nous garderons entre nous le souvenir de nos misères et de nos morts.

D'autre part, nous n'aimons pas les sarcasmes de votre correspondante contre ceux qui sont partis sur ordre la valise à la main. Qu'on se rappelle la pression qu'exerçait sur eux le pays (ils devaient obéir, accepter l'ordre, se sacrifier pour d'autres...) ; qu'on se rappelle l'isolement où ils se trouvaient.

Sans doute, ceux qui partent maintenant par discipline pour une guerre contraire à leurs idéaux, ceux qui « ne refusent pas de servir » comme le conseille d'ailleurs votre journal trouveront-ils plus tard, après le jugement de l'histoire, une « génération » de vos correspondantes qui auront vu « la rage au cœur » partir leurs valises dociles ?

C. CHARMONT,
La Celle-Saint-Cloud.

***

Je remercie *L'Express*, au nom de mes camarades déportés, d'avoir fait paraître en deuxième page la note et l'extrait de lettre relatifs aux S.T.O.

Nous ne jetons pas la pierre aux S.T.O. Certains pouvaient avoir des raisons pour accepter le départ au travail en Allemagne.

Qu'ils restent dans l'ombre, mais ne tirent pas gloire de ce séjour en pays ennemi.

Mlle LETOURNEAU,
Angers.

Vive la grève

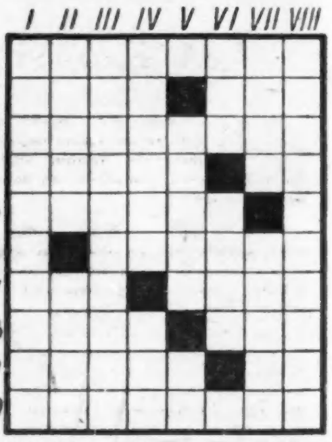
Dans votre dernier numéro, vous écrivez : « Depuis le 2 juin, les auditeurs de la R.T.F. sont placés devant une alternative : se contenter de musique enregistrée... »

Ignorez-vous qu'un nombre important d'auditeurs ont béni cette grève de la Radio qui a comblé leurs vœux : écouter de la musique, fût-elle enregistrée?

P. CHASSIN,
Golfe-Juan.

Ce numéro de « L'Express » a été tiré à 180.000 exemplaires.

Mots croisés n° 35



HORIZONTALEMENT. — 1. Temps d'une affliction, qui suit de peu l'hilarité. — 2. Utile, dans les répétitions. A laissé derrière lui mauvaise réputation et mauvais gazon. — 3. Connaissent certaines régions d'Amérique comme leur poche. — 4. N'est pas plus au milieu que le Luxembourg ou la Réunion. A droite et à gauche, si l'on veut. — 5. Passent à une teinture. — 6. Aurait fondé des jeux, dans moun païs. — 7. Se dit d'une pièce, d'une feuille, d'une nouvelle. Marque de ma part une intention de déplacement. — 8. Trouvé au berceau. Peut s'en aller s'il est faux. — 9. Fondateur présumé de Ninive, comme son nom l'indique un peu. Répété, dans le cri d'un nocturne. — 10. La seconde n'en est qu'une infime partie.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	E	S	C	A	L	I	E	R
2	M	I	L	L	I	E	M	E
3	B	L	O	C	■	N	O	S
4	O	■	U	H	L	A	N	S
5	N	A	■	I	O	■	D	A
6	P	R	E	M	I	C	E	S
7	O	A	S	I	S	■	U	S
8	I	S	■	S	I	D	R	E
9	N	E	U	T	R	E	■	U
10	T	E	■	E	S	S	O	R

Solution du n° 34

VERTICALEMENT. — I. Dans sa compagnie, on trouvait de mauvaises fréquentations. — II. Une bonne partie des Rocheuses. Lia. — III. Peut remettre d'une mauvaise nuit. — IV. Ne croyez pas que leur radical alcoolique ait quelque rapport avec les bouilleurs de cru. Désinence de métiers. — V. Ne laissai pas toute liberté. Tétravalent. — VI. Du même verbe que cherrons. Sa tête est peu respectée. — VII. Fait lever le loup. Cocktail de nos pères. — VIII. Dont l'exposition n'est pas sans attraits.

Ets PYRENEX
SANDALETTES « CONCHITA »
CAOUTCHOUC
CUIR ET CHROME
CALIFORNIA VULCANISÉ
★
SALIES - DE - BEARN
(Basses-Pyrénées)
TELEPHONE : 169

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE

Tirage des I.P.R.
(R. Séguin)
10, r. du Faub.-Montmartre,
PARIS

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER

LES AFFAIRES FRANÇAISES

ALGÉRIE

Témoignages de la semaine

POUR ceux qui vivent en Algérie il n'y a que deux questions qui se posent, brûlantes, quotidiennes.

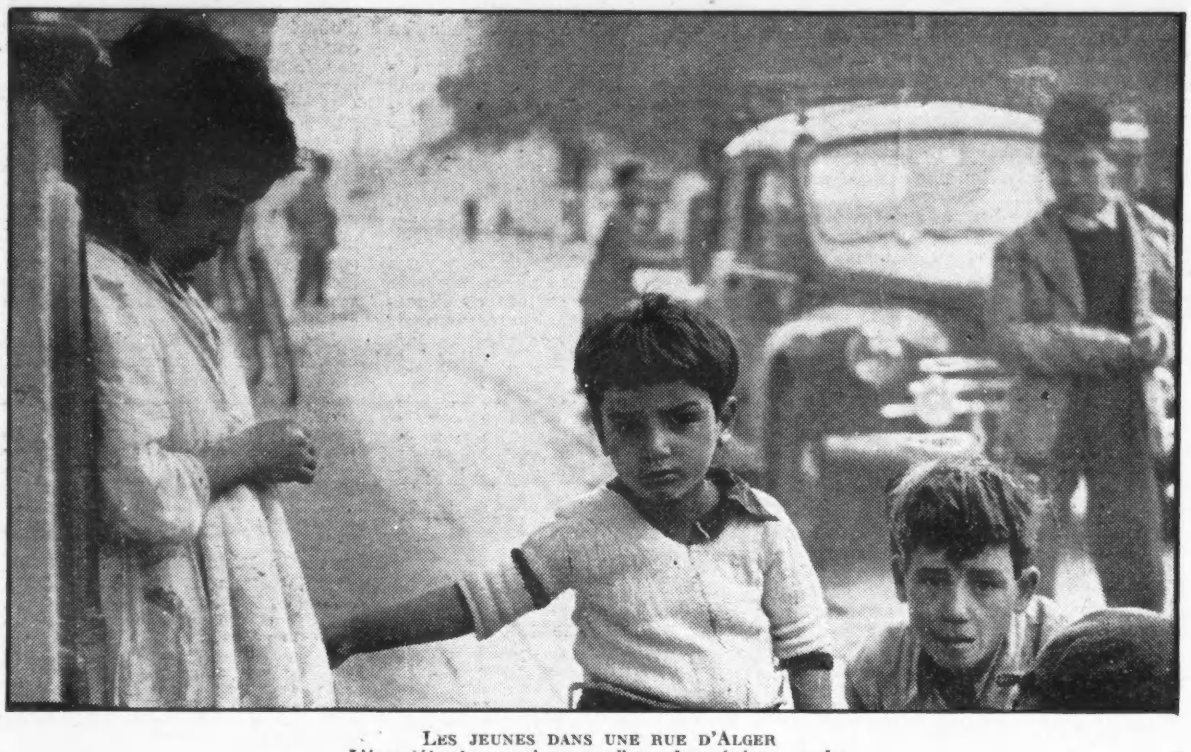
- Combien de temps va durer l'insécurité ?
- Comment les Algériens, Musulmans et Européens, vont-ils s'y prendre pour vivre ensemble ?

Et tous les événements sont vus au travers de ces deux questions, quelles que soient les passions, quelles que soient les positions politiques. Ces deux questions, bien sûr, n'en font qu'une : à mesure que se poursuit la guerre, il y a de moins en moins une « communauté franco-musulmane » — non, il y a déjà aujourd'hui deux communautés ; et qui se regardent en ennemies.

On fait grand cas à Alger, cependant, de ce qu'on appelle « l'expérience d'Orléansville ». La reconstruction de cette ville — affreusement sinistrée, on s'en souvient, il y a deux ans par des tremblements de terre — s'opère dans un esprit de coopération franco-musulmane qui ne s'est pas démenti. Il faut le dire, parce que c'est une constatation rassurante : la fraternisation à Orléansville est véritable.

Dimanche dernier encore, une manifestation d'anciens combattants a eu lieu à laquelle, fait rare en Algérie, un assez grand nombre d'éléments musulmans ont participé sans contrainte.

Pourtant la nuit précédente la mairie provisoire, logée dans des baraquements de bois, avait été incendiée par les rebelles. A Alger, on cite Orléansville en exemple. On veut voir dans ce cas, une preuve qu'il y a bien des îlots pacifiés et, somme toute, indifférents sinon hostiles aux insurgés.



Les jeunes dans une rue d'Alger
L'inquiétante renaissance d'un chauvinisme arabe.

Ces îlots existent. Et le Front de Libération Nationale le sait parfaitement, qui s'est d'abord employé à abattre tous ceux qu'il considérait comme « collaborateurs ». Toute la question est de savoir combien de temps ces îlots pourront être préservés ; en combien de temps le F.L.N. va transformer ces éléments indifférents en combattants. C'est de part et d'autre de cette ligne de démarcation que les positions se situent. Les uns pensent qu'on peut spéculer sur le manque de maturité politique, l'absence de ferveur religieuse ou la répugnance au combat de certaines masses musulmanes. Les autres éprouvent, quotidiennement, qu'il s'agit là sans doute d'un pari perdu, que l'ensemble de la population se sent représenté par les chefs de l'insurrection — et surtout que les efforts entrepris pour gagner ce pari, à savoir la guerre, contiennent en eux-mêmes l'échec.

Les gosses

A quelque vingt kilomètres d'Orléansville, les agressions se multiplient. A cent kilomètres, les combats s'engagent. Dans la plus grande partie du territoire, le climat psychologique de la guerre est plus atroce que la guerre même. On ne peut rencontrer de petits colons sans entendre le récit d'assassinats opérés dans des conditions qui soulèvent le cœur. On ne peut pas non plus rencontrer des musulmans qui ne révèlent leur lot de malheurs : répression, arrestations, exil, incendies.

Et surtout l'une des conséquences les plus tragiques du conflit, c'est la nouvelle génération qui en porte la marque. Car si l'on peut avoir encore avec les adultes musulmans assez de souvenirs communs pour que, malgré tout, le dialogue soit maintenu, ce n'est plus possible avec les très jeunes gens. Les instituteurs français témoignent de l'état d'esprit particulièrement alarmant de leurs élèves arabes: dans certaines classes, il est possible de parler de tout dans le silence, mais on ne peut évoquer l'Egypte sans déchaîner l'enthousiasme, ni citer la France sans provoquer des remous...

Ces gosses sont élevés dans le récit des tueries et des massacres, dans le désir de vengeance et finalement l'aversion pour tout ce qui est français. Les membres de l'enseignement primaire en Algérie sont atterrés : la guerre favorise la renaissance furieuse d'un chauvinisme arabe. C'est pourtant avec ces jeunes musulmans que les jeunes Français d'Algérie devront construire leur future patrie...

L'intransigeance

Oui, ce sont là les seules questions concrètes. Les seules auxquelles on ait envie de trouver des réponses.

Lorsque M. Robert Lacoste déclare, dans une interview exclusive à un journal réactionnaire, que « LES OPERATIONS MILITAIRES AURONT DANS SIX MOIS PRODUIT LEUR EFFET », on est un peu désarmé. « L'effet », M. Lacoste nous le promettait pour septembre il y a quinze jours encore !

Lorsque le F.L.N., de son côté, ne prend pas M. Guy Mollet au mot pour lui proposer des pourparlers sur les bases mêmes de ses déclarations à l'Assemblée, à savoir que « l'Algérie ne serait ni un Etat musulman, ni une →

Numéro spécial

POUR apporter à nos lecteurs un document que nous croyons important, sans rien enlever au compte rendu hebdomadaire de toute l'actualité, nous avons dû augmenter le nombre de nos pages et, exceptionnellement, le prix de vente. Bien entendu nous reviendrons au prix habituel dès le prochain numéro. Nous pensons qu'il serait utile de faire, de temps à autre, un numéro spécial de cette nature quand un document particulier le justifie. Nous aimerions connaître sur ce point l'avis de nos lecteurs.

QUELLE FRANCE ?

LE courrier, considérable, que nous avons reçu à la suite du dernier éditorial de « l'Express », constitue un fait impressionnant.

Nous avions confirmé notre opinion, simple, sur le problème douloureux du rappel des jeunes « disponibles » pour une guerre que beaucoup d'entre eux n'approuvent pas, ou même ne comprennent pas, et dont nous ne voyons nous-mêmes ni le sens ni l'issue. Nous avions dit : on peut, dans le débat politique, lutter avec la dernière violence contre le principe et les modalités de la guerre d'Algérie, mais rien ne justifie le refus de servir, le refus d'obéir au rappel sous les armes ; car la nation n'existe que si l'on obéit à ses lois et si l'on répond à son appel.

Nous n'attendions pas que cet exposé, sans originalité et sans passion, provoque beaucoup de réactions. S'il devait en provoquer, nous pensions, en tout cas, que les arguments que l'on nous opposerait auraient trait au caractère de la guerre d'Algérie, à son inefficacité, à sa bêtise — enfin à tout ce qui permet légitimement de critiquer, voire de condamner, une telle politique.

Nous avons bien reçu un certain nombre de lettres plaçant le débat sur ce terrain. Mais le fait inattendu, angoissant, ce sont toutes les autres lettres, dix fois plus nombreuses qui, ne se préoccupant même pas de discuter les aspects de la guerre d'Algérie, nous répondent nettement et violemment qu'il n'y a plus aucune raison morale d'obéir à « des gouvernements » qui, à la suite de tant d'erreurs et de mensonges, ne « représentent plus » la nation, qui sont divorcés d'elle.

★

NOUS avions dit : « Attention à ne pas casser la France ! » Des centaines de nos lecteurs, surtout les jeunes, nous répondent : « Quelle France ? Si c'est la nôtre, celle que nous aimons et que nous respectons, nous ne reconnaissons pas que ce « gouvernement », que ce « système » la représentent, ni que leur politique la serve. Si c'est la leur, la France officielle, qu'ils ne comptent pas sur nous. »

Et beaucoup évoquent le gouvernement de 1940 et Vichy pour justifier leur état d'esprit.

Bien entendu, très peu d'entre eux refusent, en fait, d'obéir aux rappels, mais, moralement, ils n'admettent pas que ce soit leur devoir patriotique.

Ainsi, il apparaît, et nous le constatons avec stupeur, que dans la jeunesse cette cassure que nous évoquions pour la redouter est déjà largement un fait acquis. Moralement, politiquement, une très grande partie, semble-t-il, de la jeunesse française ne se reconnaît pas dans la représentation officielle du pays.

★

NOUS n'aurons pas la prétention de dénombrer aujourd'hui, et en quelques lignes, les enseignements qu'il faudra, bien entendu, avoir le courage d'en tirer.

Nous ne commettrons pas non plus l'injustice grossière d'en rendre responsable le gouvernement actuel. Il est, certes, évident que, depuis le 6 février, la dégradation s'est constamment accentuée et que la déception cruelle qui a suivi l'espoir des élections a porté un nouveau coup au régime. Mais il va de soi que ce sont les hommes des dix dernières années qui sont responsables, et non pas seulement des dix dernières semaines. Ce n'est pas un simple changement d'équipe gouvernementale qui pourrait maintenant réconcilier le peuple, et sa jeunesse, avec la République, mais un changement d'une autre ampleur, et sur lequel il faut méditer.

Dans le nouveau volume, qui paraît cette semaine, des Mémoires de Charles de Gaulle, on trouve cette préface aux années qui allaient suivre la Libération : « Cette France... a maintenant des chances d'aller, sans se rompre, jusqu'au bout du drame présent... de recouvrer ses terres, sa place, sa dignité. »

Hélas ! la révolution indispensable a été manquée et, dix ans après, tout est à recommencer.

J.J. S.S.

TIBOR MENDE
conversations avec
NEHRU
SEUIL
1 vol. illustré : 600 fr.

province française », on est également inquiet : on finit par se demander si les responsables, de chaque bord, ne prennent pas leur parti du sang et de la catastrophe et si cette double intransigeance ne conduit pas à un aveuglement qui mène Français et musulmans à la folie collective.

A Alger, un journal qui porte un très beau titre — « L'Espoir — vient de paraître. Il se propose d'être un lieu de rencontre. M. Robert Lacoste, au Conseil National socialiste, s'est vanté d'en avoir autorisé la publication — désavouant ainsi, une fois de plus, ses propres services qui ont perquisitionné dans les appartements des rédacteurs de « L'Espoir ». On pourrait encore, si on le voulait, s'appuyer sur des Français et musulmans libéraux pour arrêter l'effusion de sang.

J. D.

ÉCONOMIE

A la veille du débat

La « fluidité » de la politique économique et financière du Gouvernement est extrême en ce mois de juin, milieu de l'année, et à la veille du débat parlementaire sur le financement du budget, personne ne peut encore déterminer, même approximativement, le montant des dépenses de l'Etat et du déficit pour cette année.

Le budget de 1956, présenté avec une « impasse » (déficit) théorique de plus de 900 milliards, est actuellement examiné au ralenti par le Parlement. Son approbation perd d'ailleurs chaque jour de sa signification, puisque, parallèlement, les obligations de l'Etat se trouvent, au fur et à mesure, modifiées par les événements et les projets mêmes du Gouvernement.

Le Fonds National de Solidarité (Fonds Vieillesse) fait la navette entre les deux Assemblées, le Conseil de la République ne paraissant pas vouloir se résoudre à voter les 120 milliards d'impôts supplémentaires demandés par le Gouvernement, acceptés à l'Assemblée nationale par une minorité de députés.

Le prix augmente

Les chiffres annoncés pour le coût des opérations en Algérie augmentent, d'autre part, sans cesse. « L'exposé des motifs » du budget préparé par le Gouvernement avançait prudemment un montant de 200 milliards, en précisant immédiatement « qu'une telle évaluation était particulièrement fragile puisque, arrêtée il y a quelques semaines, elle ne tenait pas compte des dernières décisions du Gouvernement, et notamment du rappel des disponibles dont un chiffrage ne pouvait être opéré avec une suffisante approximation ».

Il faudra ajouter maintenant près de 100 milliards aux 200 milliards inscrits dans le budget pour la couverture des opérations d'Algérie, ce qui correspond justement au montant des impôts nouveaux que M. Ramadier vient de laisser prévoir, en restant imprécis sur leur nature.

Enfin les charges de l'Etat sont chaque semaine lentement accrues par les subventions ou les détaxations que le Gouvernement accorde pour juguler la montée des prix vers l'indice fatidique de 149,1 qui déclencherait l'échelle mobile des salaires.

La politique de contrôle de l'économie revêt ainsi la forme d'un émondage permanent de l'indice des prix des 213 articles de consommation courante à Paris.

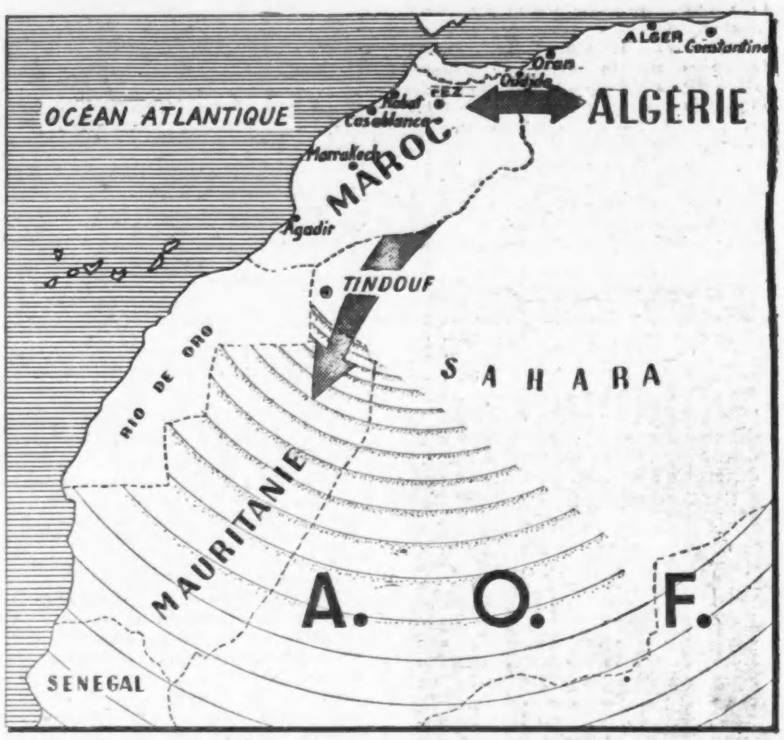
En six semaines

Or les conditions classiques d'une situation d'inflation sont en train de s'assembler sous nos yeux.

Ces conditions, pourtant, n'apparaissaient pas clairement il y a six semaines encore. On pouvait alors noter : « Rien jusqu'ici ne vient confirmer que l'économie soit entraînée à nouveau dans un de ces tourbillons inflationnistes comme ceux qu'elle a connus de 1946 à 1949, puis en 1951. » (1)

On pouvait prévoir, bien sûr que la demande des produits, entraînée à la hausse par les augmentations de salaires de 1955, serait accrue par l'institution du Fonds Vieillesse. Mais la production n'inspirait cependant pas, alors, trop d'inquiétudes.

Or voici que, pour répondre à l'élévation de la demande, la production risque aujourd'hui d'être insuffisante. Le marché des produits alimentaires a été perturbé par les gels du mois de février ; il souffre surtout de l'incapacité persistante des Gouvernements à orienter l'agriculture vers les cultures les plus rentables.



Les progrès de la production dans l'industrie et dans le bâtiment sont également menacés. L'accroissement des investissements a en effet été médiocre au cours de ces dernières années et n'a pas permis un renforcement suffisant de la capacité de production.

Les opérations d'Algérie enfin, privent l'économie française de 200.000 producteurs, au moment où la pénurie d'effectifs était déjà sérieusement ressentie sur le marché de la main-d'œuvre.

Quelles intentions ?

Face à cette situation inquiétante, les rares intentions connues du Gouvernement ne paraissent pas heureuses. Les prix du blé et de la betterave seront probablement en hausse sensible cette année ; on laisse monter les cours du vin et de la viande. A ce rythme, l'indice des prix ne résistera pas longtemps et les charges budgétaires risquent encore de se trouver augmentées.

On envisage aussi, semble-t-il, de réduire le montant des investissements alors que leur augmentation rapide constitue une des chances de permettre à la production de se maintenir au niveau des besoins.

Il est souvent fait allusion à l'échéance d'octobre, mais il semble que ce soit surtout pour y accumuler les problèmes — besoins de la trésorerie, hausse des prix — plutôt que pour se préparer à les résoudre. Ce report des échéances avait ainsi été largement pratiqué par le précédent gouvernement ; c'est même sans doute ce qui l'a poussé à décider la dissolution de l'Assemblée nationale.

Discipline nécessaire

Or il est encore temps d'adopter une politique économique propre à maîtriser les tendances inflationnistes.

Il faudrait d'abord, aussi pénible que ce soit, faire un choix entre l'aménagement du sort des vieillards et le financement des opérations d'Algérie. Il est difficile et dangereux de cumuler de nouvelles dépenses sociales et de nouvelles dépenses militaires.

Il faut, d'autre part, augmenter, à tout prix, les moyens de production. Les deux mesures essentielles en ce domaine sont : l'équipement accéléré des branches qui risquent de faire goulot, et l'immigration d'un nombre d'ouvriers étrangers suffisant pour combler au moins les vides creusés par le départ des rappelés, notamment dans le bâtiment.

Il conviendrait enfin de prévoir, dès maintenant, l'importation des produits dont les prix risquent de monter, des denrées alimentaires en particulier.

Plus généralement, le Gouvernement doit d'ores et déjà se donner les moyens de maîtriser l'économie dans son ensemble, c'est-à-dire de contrôler les prix et les salaires et de surveiller étroitement la distribution du crédit.

En somme il faut prendre conscience qu'on ne consacre pas 400.000 hommes à des opérations militaires dans une conjoncture de plein emploi, et avec mille milliards de déficit budgétaire, sans consentir les sacrifices nécessaires et imposer une sérieuse discipline à l'économie.

(1) *L'Express* du 27 avril 1956.

MAROC

La contagion

L'ETAT-MAJOR des troupes françaises au Maroc a fait parvenir cette semaine à Paris un rapport assez inquiétant.

Des éléments de l' « Armée de Libération » marocaine — plus d'un millier d'hommes pourvus d'armes automatiques — occupent la région saharienne qui va de Figuig à l'Atlantique. Le secteur de Tindouf, économiquement le plus important, est pratiquement contrôlé par ces éléments. L'armée française a dû évacuer les ingénieurs et les techniciens de certains postes.

Les chefs de l'Armée de Libération Marocaine ne font pas mystère de leurs objectifs : ils veulent, d'une part, atténuer la pression que l'armée française exerce sur les rebelles algériens en contraignant notre état-major à envoyer des renforts dans le sud marocain, ils entendent d'autre part poser, avant les négociations, la question des frontières marocaines. La piste Agadir-Tindouf se prolonge en effet jusqu'en A.O.F. (zone sénégalaise de la Mauritanie).

Mystérieux Khatib

Sur cette mystérieuse « Armée de Libération » marocaine, on commence à être mieux renseigné. Si elle n'a pas fusionné avec l'Armée Royale (officielle), c'est qu'elle est plus puissante, plus populaire et, bien que médiocrement équipée, mieux organisée. C'est une force avec laquelle le Sultan et tous les partis ont décidé qu'il fallait composer ; elle s'est implantée dans la plus grande partie du pays. Son chef, l'ancien chirurgien Khatib, «coopère » avec le Prince Moulay Hassan, chef d'état-major de l'Armée Royale. Khatib, par exemple, était à Madrid en même temps que le Prince Moulay Hassan pour négocier le retrait des armées espagnoles de tous les Marocains qui y servaient.

Khatib « coopère » aussi avec Si Mamedi, le ministre de l'Intérieur. Aucune décision sur les polices, la désignation des caïds, le maintien de l'ordre, la collaboration avec les organismes français de sécurité, n'est prise sans son avis.

En fait, Khatib est à la tête d'une armée révolutionnaire, de recrutement populaire, comparable aux armées mexicaines qui naissent des soulèvements. C'est en grande partie sous son contrôle que l'anarchie, qui a succédé aux transferts de pouvoirs des Français aux Marocains, est peu à peu jugulée.

L'Armée de Libération marocaine a, dans son jeu, deux cartes : l'implantation dans le peuple, et l'autorité de l'état-major du Caire. Pour des raisons aussi stratégiques que politiques, l'Armée de Libération effectue une coordination qui est surtout algéro-marocaine. Le responsable en demeure Allal El Fassi, secrétaire général de l'Istiqlal.

El Fassi et le Sahara

Or Allal El Fassi voit loin. Il y a longtemps qu'il pense au Sahara. Il y a longtemps qu'il a vu dans les richesses minières sahariennes la possibilité de revaloriser l'économie marocaine, en favorisant l'investissement de capitaux internationaux. Pour cela, il lui fallait, d'abord, pour la négociation, des bases juridiques : elles seront rendues publiques dès que sera imprimé l'ouvrage qu'il vient d'écrire sur « La vocation et le destin du Maroc ».

Sa thèse consiste à déclarer que toute la région de Figuig-Colomb-Béchar et du désert jusqu'à Athar « s'est toujours réclamée de l'autorité du Sultan ». Mais, ajoute Allal El Fassi, les territoires sahariens ont reçu un statut français par « une décision unilatérale de la France », prise seulement en 1945 et sans que le Maroc ait jamais été consulté. Il demandera une « consultation des populations locales avec contrôle international ».

Cette thèse est évidemment inadmissible à Paris. La France a dépensé des centaines de millions pour effectuer des recherches dans le Sahara occidental. Au moment de la conquête du Maroc, c'est Lyautey qui a favorisé le ralliement au Sultan des tribus berbères de l'Atlas saharien. Enfin l'autorité religieuse du Sultan, singulièrement invoquée par cet Etat « laïque », pourrait aussi servir à réclamer d'autres régions : on ne voit pas pourquoi la région algérienne qui va de Oujda à Tlemcen ne serait pas revendiquée, elle aussi, puisqu'il est établi que la prière s'est souvent faite dans un passé récent et parfois encore aujourd'hui, au nom du Sultan du Maroc, etc.

Vers l'A.O.F.

Les réactions françaises proviennent aussi et surtout des inquiétudes que suscite l'Afrique Noire.

Allal El Fassi a toujours compté avec les huit millions de musulmans qui habitent l'Afrique noire française. Dans son livre, le colonel Nasser s'est, lui aussi, posé en champion de la libération des peuples noirs. Tout récemment le Front de la Libération Nationale, qui coordonne les activités des rebelles algériens, a fait état du « rôle du Maghreb libéré en Afrique noire », dans une lettre publiée par l'organe du Néo-Destour tunisien. Enfin la Mauritanie n'a pas seulement une frontière avec le Sénégal français, mais avec une concession espagnole, le Rio de Oro, et l'Espagne semble plus que jamais résolue à créer des difficultés à la France.

La situation est ainsi considérée comme grave. La contagion révolutionnaire et la solidarité islamique arrivent aux frontières de l'Afrique noire. Cependant qu'à Paris, déjà, les étudiants noirs de l'Union française viennent de prendre une décision significative : ils se solidarisent, avec éclat, avec les étudiants algériens (qui ont récemment décidé de faire la grève générale des études et des examens, et lancé un appel en faveur des maquis).

Grignotage

Ainsi la guerre d'Algérie grignote progressivement les départements ministériels : elle a fait d'abord la préoccupation de MM. Lacoste et Champeix (Algérie), puis de MM. Bourgès-Maunoury et Max Lejeune (Armée), puis de MM. Pineau et Savary (Affaires Etrangères, Maroc, Tunisie) enfin au-

Pour votre ORGANISATION COMPTABLE
consultez
Kalamazoo
Une de nos solutions :
Gagner 70 % sur le temps consacré hier à l'établissement de la paye.
Votre résolution : Connaître
Kalamazoo
et adopter la solution
KALAMULTY
Sans engagement prenez dès aujourd'hui un rendez-vous :
AVRon 26-81 - Postes 46 ou 47
51, rue Emile - Zola
MONTREUIL (Seine)

M. JOXE. *Logique.* — M. DARIDAN. *Jeunesse* — M. ALPHAND. *Récompense.* — M. CORNUT-GENTILLE. *Expérience.* — M. DE MARGERIE. *Voie de garage.*

jourd'hui de M. Gaston Defferre (Afrique noire).

Le Maroc joue son jeu, on ne peut pas le lui reprocher : il est en train de conquérir une unité, une indépendance, et il va représenter en Méditerranée une force avec laquelle il faudra compter. Cependant les Marocains savent que tout ceci va demander du temps et qu'ils auront besoin de la France. « L'interdépendance » consisterait justement à spéculer sur ce besoin, pour limiter la surenchère et les revendications, réaliser une symbiose profitable aux deux pays. Or si, en face de revendications outrancières, la France apparaît aujourd'hui comme désarmée, gênée, presque sans réactions, c'est qu'elle est paralysée par le conflit algérien.

RELIGION

L'exploitation du Père de Foucauld

UN texte du Père de Foucauld est depuis quelques années abondamment utilisé. Il s'agit de faire de l'ermite du Hoggar le patron d'une politique de force et de répression. En 1954 un « Bureau de coordination des Mouvements Nationaux de Tunisie » éditait à des dizaines de milliers d'exemplaires un tract intitulé : « Honneur aux fellagha ! Chrétiens méditez ».

En regard d'une citation de W. Churchill figurait quelques lignes d'une lettre du Père de Foucauld datée du 1er septembre 1916, disant notamment :

« Ne pas réprimer sévèrement, c'est enhardir les criminels et encourager les autres à le suivre ; c'est perdre l'estime de tous, soumis et insoumis, qui dans cette conduite ne voient que faiblesse, timidité, crainte ; c'est décourager les fidèles, qui voient que le même ou presque le même traitement attend les fidèles et les déserteurs, les soumis et les rebelles. »

Ses craintes

Dans l'abondante correspondance de Ch. de Foucauld, d'autres textes ont été puisés et utilisés en sens inverse :

« Je crains que ce grand empire colonial, écrivait-il par exemple en 1904, *conquis depuis quelques années, qui pourrait et devrait enfanter tant de bien, ne soit présentement pour nous qu'une cause de honte, qu'il nous donne lieu de rougir devant les sauvages mêmes, qu'il fasse maudire le nom français, et hélas, le nom chrétien ; qu'il rende ces populations, déjà si misérables, plus misérables encore... »*

Différents ordres religieux — et notamment les Petits Frères et Petites Sœurs du Père de Foucauld, se sont émus de l'utilisation partisane et politique de textes que l'on omet de situer dans leur contexte historique. Leur mission d'amitié fraternelle « au-dessus des divisions de classes, de races et de nations » risquerait d'être incomprise par les population a f r i c a i n e s musulmanes. Or le conflit algérien n'a revêtu jusqu'à présent aucun caractère de guerre religieuse. Les prêtres et religieux chrétiens continuent d'être, au contraire, surtout après l'expulsion de l'abbé Bérenguier et des trois pères de la Mission de France de Souk-Ahras, l'objet d'un profond respect de la part de la masse musulmane.

LE PÈRE DE FOUCAULD
Un patron pour les ultras ?

Le frère universel

Pour mettre un terme à l'exploitation du Père de Foucauld, trois évêques viennent de publier un communiqué dans lequel ils expliquent que certaines de ses réactions relèvent de la mentalité de ses contemporains et des circonstances historiques de la pénétration occidentale au Sahara. Ils rappellent que le frère Charles de Jésus qui s'est lui-même appelé « le frère universel » s'est fait le serviteur, le frère et l'ami des esclaves noirs de Beni Abbès ou des Touareg de Tamanrasset.

Les évêques ajoutent que « tout homme doit réprouver le mépris ou la haine, même s'il est victime de l'injustice ou de la violence ».

COSTUMES ULTRA-LEGERS
Airway, Alpagas Frasco, Tropical depuis 16.900 et 28.900
PANTALONS POIDS PLUME tous coloris depuis 4.900
GARY
73, Champs-Élysées, 73
Paris - ELY. 77-76

DIPLOMATIE

Sauvette, sauce orientale ?

LE plus fulgurant mouvement diplomatique depuis la Libération a été préparé en moins d'un mois par le ministre des Affaires étrangères, M. Christian Pineau, et décidé officiellement par le Conseil des ministres mercredi à midi. Il s'agit d'un très vaste remue-ménage qui atteint presque tous les postes importants de l'administration diplomatique française, au centre à Paris (37, quai d'Orsay), dans plusieurs grandes ambassades étrangères, et même en Afrique.

Cette décision a provoqué des réactions passionnées de tous côtés. On doit noter, en particulier, que, après une campagne subtile mais résolue contre ce mouvement, alors qu'il était en préparation, les deux grands quotidiens conservateurs ont pratiquement explosé de colère jeudi matin, en constatant que M. Pineau avait obtenu ce qu'il voulait. « Le Figaro », d'ordinaire respectueux et prudent pour parler des choses d'ambassade, baptise, à la « une », ce mouvement diplomatique : « l'opération sauvette de M. Pineau ».

« L'Aurore » est plus agressive encore : « C'est un coup de tempête sur la Carrière... et ce mouvement prend un certain sens, disons « oriental »... etc., etc. »

Il arrive presque toujours que le ministre qui s'installe au fameux bureau de Vergennes devient la proie hypnotisée de la « maison », dont il cherche à se faire estimer plus qu'à lui commander, et des journaux de droite dont il savoure les éloges. M. Pineau ne s'est pas laissé impressionner.

Ceci étant, quelques remarques.

● *M. LOUIS JOXE* est le nouveau secrétaire général du Quai d'Orsay. Sa valeur personnelle, son ouverture d'esprit, son expérience administrative, les connaissances qu'il a acquises de l'U. R. S. S. et de l'Allemagne au cours de ses deux dernières missions, lui valent d'être accueilli avec faveur par tous les partisans d'une diplomatie rénovée.

● La mise à la retraite subite et sans compensation de *M. RENE MASSIGLI* apparaît comme un geste dépourvu d'élégance à l'égard d'un grand serviteur de l'Etat. Il est incontestablement victime des rancunes des anciens « cédistes » qui ne lui ont pas pardonné son opposition aux constructions risquées d'une Europe dont l'Angleterre ne faisait pas partie.

● La désignation de *M. HERVE ALPHAND* comme ambassadeur à Washington se justifie surtout, semble-t-il, par le désir de lui accorder une récompense pour sa dévotion à la cause de l'Europe à Six. Il quitte l'O. N. U. après très peu de temps, au moment où, avec son intelligence habituelle, il commençait à faire preuve de facultés d'adaptation.

● *M. COUVE DE MURVILLE* qui, de l'avis de tous, à l'exception de M. Pinay, avait réussi à Washington — où il eût été normal et efficace qu'il poursuivît sa mission — lui cède sa place pour aller faire un nouvel apprentissage à Bonn.

● *M. CORNUT-GENTILLE* remplace M. Alphand à l'O. N. U. Il quitte le proconsulat de Dakar avec une solide réputation d'administrateur éclairé. Il est énergique et réalisateur. Mais le choix d'un fonctionnaire colonial, si éminent soit-il, pour défendre la cause de la France à l'O. N. U. à l'heure de l'affaire d'Algérie, n'est pas très habile.

● *M. ROLAND DE MARGERIE*, enfin, quitte le Quai pour l'ambassade

→

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS.

L'IDEE lancée par le maréchal Juin de créer un nouveau commandement atlantique pour couvrir l'Afrique du Nord et la Méditerranée a été reçue très fraîchement par le « grand patron » de l'O.T.A.N., le général Lauris Norstad, qui a succédé au général Gruenther.

Le général en chef américain estime qu'il n'est pas opportun ni politique d'entraîner l'Amérique et ses alliés dans la guerre d'Algérie, qui devrait demeurer une affaire purement française.

L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Douglas Dillon, partage cet avis.

★

DANS un petit hôtel près de Fontainebleau, vingt jeunes militants, venant de vingt départements différents, viennent de terminer un stage de formation politique, d'organisation et de propagande. Ils vont être remplacés par vingt nouveaux qui arrivent au début de juillet et qui vont être reçus par M. P.-A. Falcoz, 32 ans, qui est chargé de cette nouvelle « Ecole des Cadres » du parti radical, destinée à être la pépinière des nouveaux animateurs du parti.

Chaque stage est ouvert et clôturé par une séance de travail avec P. Mendès France.

★

M. MAX BRUSSET, député de la Charente-Maritime et du « Pineau des Charentes » demande au gouvernement de supprimer la taxe de 20.000 francs par hectolitre d'alcool instituée en juillet 1953.

Son exposé des motifs conclut sur l'argument suivant : « Une telle mesure porterait un tel coup à la fraude que les rentrées du Trésor reprendraient immédiatement leur courbe ascensionnelle. La fiscalité abusive fait fuir la matière imposable. »

★

LE président du Conseil a pris la décision de procéder au remplacement du général Burgund, qui est actuellement commandant en chef des troupes au Maroc, et qui a multiplié les fautes politiques et tactiques.

Les deux successeurs envisagés sont : l'ancien ami et collaborateur du maréchal Juin, le général Durosoy, et l'ancien ami et collaborateur du maréchal de Lattre, le général Cogny.

Le choix entre ces deux chefs militaires n'est pas encore fait.

★

LES réactions des milieux catholiques contre la guerre d'Algérie ont d'importants échos et se multiplient : protestation du cardinal Liénart, campagne des Jeunesses ouvrières chrétiennes (J.O.C.) pour un « cessez-le-feu », rapport de la Mission de France, etc., etc.

Ce mouvement inquiète le gouvernement et en particulier M. Robert Lacoste. Pour essayer de « calmer » les catholiques les plus avancés, certains services officiels ont laissé entendre qu'une nouvelle offensive contre la loi Barangé pourrait prochainement être relancée et que l'arrangement qui règle actuellement l'aumônerie des lycées pourrait être remis en cause.

B. G.

Cherchons en gérance libre, toutes régions, magasins bien placés pour vente de vêtements imperméables homme, femme, enfant.
BRAVO, 48, rue de la République
SAINT-DENIS

→

au Vatican. C'était un paradoxe que la Direction des Affaires politiques demeurât confiée à un diplomate dont les débuts furent, certes, exceptionnellement brillants, mais qui commit en 1940 une aussi grande erreur politique que de quitter Londres pour rallier Vichy. Sa mutation, envisagée depuis longtemps, et son remplacement par *M. JEAN DARIDAN*, jeune et non conformiste, ne sauraient déplaire. Notons toutefois que les capacités professionnelles incontestables de M. Roland de Margerie eussent pu être mieux utilisées que sur la très honorable voie de garage où il vient d'être rangé.

PARTIS

« Ai-je agi en socialiste ? »

« *JE ne suis ni Alexandre II, ni Cavaignac, ni Noske* » a lancé M. Guy Mollet, dimanche dernier, au moment le plus vif de son exposé devant le Conseil National du parti socialiste, réuni à la mairie de Puteaux pour préparer le Congrès qui se tiendra à la fin du mois, à Lille.

La réplique du Président du Conseil visait deux formules lancées le matin à la même tribune par Mme André Vienot, ancien député des Ardennes, qui avait dit :

« *La droite se sera servie de nous pour mater la révolte algérienne et la noyer dans le sang, comme elle s'est servie du général républicain Cavaignac pour écraser la République en croyant la sauver.* »

Et aussi :

« *Viendra-t-on se féliciter un jour devant nous d'un télégramme de Lacoste, comme Alexandre II brandissant la dépêche de ses généraux qui lui annonçaient : « L'ordre règne à Varsovie ».*

Ces propos avaient suscité certains remous et des murmures désapprobateurs parmi les cadres des Fédérations socialistes qui composent le Conseil National.

Difficile gestion

L'autre porte-parole de la minorité, M. Daniel Mayer, député de Paris, n'eut d'ailleurs pas beaucoup plus d'audience lorsqu'il vint à son tour réclamer : « *un cessez-le-feu immédiat avec les gens contre qui l'on se bat, par toutes les prises de contact possibles* ».

L'atmosphère de la réunion socialiste n'était pas favorable aux réquisitoires contre le gouvernement.

Pourtant, M. Daniel Mayer avait d'abord pris grand soin de situer son intervention à l'intérieur du dialogue socialiste, comme l'expression « *d'inquiétudes plutôt que de critiques* », affirmant dès les premiers mots : « *Nous ne suspectons les intentions de quiconque, et quand nous disons que l'on fait actuellement une politique de guerre en Algérie, nous ne pensons pas que vous êtes partisans de la guerre* ».

Seules, les questions, posées sous une forme plus juridique que polémique, par M. André Philip, également partisan d'un règlement négocié du problème algérien, furent écoutées sans protestations.

Les délégués des Fédérations à une telle réunion sont des cadres du parti, pour la plupart des fonctionnaires, qui ont le sens du service public, apprécient un langage modéré et qui ont l'habitude du compromis entre les convictions politiques et les difficultés de la gestion.

Aussi est-ce en haut-fonctionnaire, assumant une tâche ingrate, et qu'il n'a pas sollicitée, en gestionnaire plus qu'en homme de parti, que M. Robert Lacoste s'est présenté devant eux.

Des exemples

Dépeignant en détail la « situation terrible » qu'il avait trouvée il y a quatre mois dans une Algérie « en voie de désintégration », le ministre résidant a affirmé :

« *Aujourd'hui, tout est à nouveau possible. Nous préparons les voies d'un règlement général, étant entendu que la seule solution militaire ne suffirait pas à régler le problème* ».

Il cita ensuite quelques exemples de ce qu'il avait fait, ou comptait faire, pour «*préfigurer l'Algérie nouvelle*» :

- Les 24 directions et services du Gouvernement général seront ramenés à cinq. Un nouveau directeur général des Affaires politiques (M. Paye, ancien collaborateur du gouverneur Chataigneau) a été choisi.
- Trente-trois administrateurs civils et attachés de préfecture musulmans ont été nommés. Quatre cents musulmans doivent être appelés, dans le courant de l'été, à des emplois administratifs en voie de création.
- Les missions d'enquête mixtes (un civil, un militaire) sont multipliées pour faire la lumière sur les cas d'exactions « indiscutables, mais grossis par la presse ».
- La réforme agraire est poussée. Trois projets nouveaux vont être soumis au Parlement avec demande d'urgence.
- Les décisions d'organisation des collectivités locales, par la suppression des communes mixtes, seront prises dans les prochaines semaines.
- Des élections municipales seront organisées dès que possible, à mesure de la « pacification ».

Au nom du parti

M. Lacoste a conclu : « *Voilà ce que j'ai fait. Nous prouverons, sur ces bases, le mouvement en marchant. Ai-je agi en socialiste ?* » Son auditoire fut sensible à son argumentation, à sa manière de présenter les choses, au ton différent de celui qu'il avait choisi à l'Assemblée Nationale, et à l'accumulation des exemples précis que personne ne pouvait prétendre venir réfuter, face au ministre résidant qui les affirmait (1).

Après cette intervention, le Président du Conseil pouvait se borner à paraphraser son discours prononcé huit jours plus tôt à l'Assemblée, et conclure par un appel à la discipline: « *Qu'on nous critique, qu'on nous pousse à faire plus que ce que nous faisons, mais à condition que cela soit au nom du parti* ».

Par 3.138 mandats contre 212 (avec 125 abstentions et 245 absents), le Conseil National devait approuver ces comptes rendus de mandat et renouveler sa confiance, sans même que l'on réunisse la « Commission des Résolutions ».

MM. Lacoste et Guy Mollet, n'ayant trouvé personne, en face d'eux, qui tente à la fois de faire une critique informée de leurs affirmations et de proposer une autre direction politique, attendent maintenant sans grande inquiétude le Congrès du Parti qui s'ouvre à Lille le 28 juin.

(1) Cependant M. Mendès France avait évoqué, deux jours auparavant, ces divers projets dans son exposé général sur l'Algérie et l'Afrique (voir notre cahier spécial) et précisé la valeur qu'il convenait, selon lui, de leur accorder.

LES « JEUNES PATRONS » A LEUR CONGRÈS (*)
Inquiétude et engagement, l'une poussant l'autre.

ENTREPRISES

Les patrons encore «jeunes»

«LA démocratie dans l'entreprise, c'est la satisfaction des besoins des travailleurs. »

« Il n'y a pas de démocratie dans l'entreprise sans révision de la notion actuelle d'autorité, sans cession aux travailleurs d'une part du pouvoir et de la propriété. »

Ces deux opinions exprimées au Congrès 1956 du mouvement des « Jeunes patrons » (3.000 membres) donnent le cadre du débat qui a réuni cette semaine, pendant trois jours, à La Bourboule, 350 chefs d'entreprise et 50 observateurs.

Fondé après les événements de 1936, le mouvement « Jeunes patrons » reste animé par ses deux motivations d'alors : une inquiétude et un engagement. Pour ces fils de patrons de petites et moyennes entreprises, déjà aux commandes ou appelés à les prendre (il y a peu de dirigeants de grandes sociétés parmi eux), l'inquiétude d'aujourd'hui ne s'appelle plus occupation d'usines, mais *productivité*.

Dans un monde qui est de plus en plus celui des « gros », dans un pays aux murailles douanières secouées par la concurrence étrangère, leurs entreprises doivent, pour survivre, améliorer leur productivité. Mais entre la productivité et elles, il y a une classe ouvrière, des syndicats traditionnellement hostiles aux augmentations de rendement, dont l'expérience leur a appris à se méfier.

Bonne volonté

L'engagement est celui de catholiques consciencieux, désireux d'établir sinon une autostrade, du moins une passerelle, entre leurs convictions morales et leur activité professionnelle. Enrichi par les chocs successifs de la guerre et de l'après-guerre, cet engagement se traduit par un désir vague, mais réel, de placer l'économie au service de l'homme.

Un peu boy-scouts prolongés, les jeunes patrons débordent d'une bonne volonté qui aspire à s'exprimer, tout en redoutant d'être amenés à quitter le chaud et sûr appartement des habitudes patronales.

Inquiétude et engagement, l'une poussant l'autre, furent suffisants pour affronter le thème redoutable de la démocratie économique qui constituait le programme de leur Congrès.

Les « Jeunes patrons » se déclarent opposés à un libéralisme échevelé et favorables et une *planification souple* qui respecte la libre entreprise. Dans le domaine professionnel, une minorité est favorable au syndicat obligatoire (aussi bien patronal qu'ouvrier). Plus inquiète qu'engagée, elle rêve d'un nouveau corporatisme où la petite entreprise ne serait plus abandonnée à ses seules forces dans le double combat des débouchés et des revendications de salaires.

Exprimant un même souci, la majorité cherche d'autres solutions : une gestion par des conseils paritaires (patrons-salariés) de certaines tâches de la profession (apprentissage, reconversion de la main-d'œuvre, plein emploi, productivité, étude des débouchés, etc.).

Le contrat

L'idée qui a dominé la discussion est celle du *contrat*. Les adhérents du mouvement sont à peu près unanimes à estimer que les améliorations du sort des salariés ne peuvent plus, aujourd'hui, être accordées par le prince-patron mais doivent faire l'objet d'un contrat liant les deux parties et garantissant au personnel le maintien des droits nouveaux. Le domaine-type pour de tels accords est justement la productivité, où les économies de salaires réalisées par son augmentation doivent être reversées aux travailleurs.

Faut-il aller plus loin ? La majorité des jeunes patrons répond *non*, évoquant « *l'intégrité de l'autorité patronale* ». Les plus hardis ont défendu l'idée d'un partage complet des fruits de l'entreprise entre le capital et le travail. « *Le salaire, ont-ils indiqué, n'est qu'un acompte sur le travail des ouvriers* ». Pour bâtir une économie humaine, ils proposent, selon des formules diverses, *que l'ensemble des bénéfices, distribués ou non, revienne pour moitié aux salariés.*

Pour quelques invités, professeurs, syndicalistes ou gérants d'entreprises communautaires, la démocratisation de l'entreprise ne s'arrête pas là et doit aussi comprendre ou envisager une gestion paritaire.

Si les jeunes patrons ne les suivent pas encore sur ce terrain, ils les ont au moins écoutés. Fidèles à ce mot qui leur est cher, le « concret », ils n'hésitent pas à examiner tous les faits, même ceux dont ils redoutent les conséquences.

(*) A gauche, M. Jacques Bruneau, président des « Jeunes Patrons ».

YOUGOSLAVIE

La vengeance de Djilas

(D'un correspondant à Belgrade)

« LA réception de Tito à Moscou a pris la forme indienne, se déroule au son des motifs slaves et son but lointain est communiste. » C'est ainsi qu'un attaché d'ambassade américain a décrit les dix premiers jours du voyage du maréchal yougoslave en U.R.S.S.

Le caractère indien de la réception consiste en d'innombrables meetings publics qui rappellent, trait par trait, la réception que Nehru a organisée pour Kroutchev et Boulganine lors de leur récent périple en Asie. C'est là-bas que les dirigeants soviétiques ont appris que des chefs d'Etat étrangers ne doivent pas obligatoirement se cantonner dans des salons, mais qu'ils peuvent avoir un contact direct avec le peuple et prononcer des discours publics qui sont follement applaudis, même à travers les traductions. Or, Tito a cet atout supplémentaire qu'il parle couramment le russe.

Depuis son arrivée, il a déjà parlé à Moscou aux ouvriers de la plus grande usine de la capitale, à Léningrad aux travailleurs de la culture, à Stalingrad à la population tout entière qui est venue spontanément lui apporter son témoignage tellement chaleureux qu'il a failli être écrasé par la foule qui a rompu le barrage des miliciens.

En avant, les Slaves

Le motif mille fois répété du discours de bienvenue et des réponses de Tito, c'est la solidarité et l'amitié entre les nations slaves qui ont combattu côte à côte pendant la deuxième guerre mondiale. Les Russes ont retrouvé dans leur cinémathèque un film qu'ils projetaient pendant la guerre et qui fut soigneusement caché pendant les années de la lutte antititiste : il s'agit d'un témoignage romancé à la gloire des partisans yougoslaves et dont le refrain chanté à tous moments répète : « En avant les Slaves, la victoire nous attend ! »

Le but lointain de tous ces pourparlers reste, du moins dans l'esprit des dirigeants soviétiques, d'effacer le souvenir pénible de la résolution du Kominform et de convaincre les Yougoslaves qu'ils ont leur place dans la famille communiste.

Jugements

C'est le moment où Tito et Kardelj échangent des sourires avec Kroutchev et Boulganine, que leur ancien compagnon de combat Milovan Djilas a choisi pour confier à une agence américaine un texte largement diffusé à travers le monde. On y lit notamment que *« Kroutchev est un homme direct mais n'a pas la moindre bribe de culture. C'est un brigand de bonne composition qui est complètement dépourvu de principes. Quant à Malenkov, il n'a ni cran, ni humour »*. Les autres dirigeants soviétiques sont décrits d'une façon non moins injurieuse et leurs desseins sont dénoncés comme machiavéliques et aussi dangereux que ceux jadis de Staline.

Bien que ce soient les Russes que Djilas attaque de face, en fait, le but de ses articles est de se venger de Tito et Kardelj. Il n'a pas oublié sa disgrâce et les conditions dans lesquelles il a été écarté de son poste de vice-président du Conseil de Yougoslavie.

A court terme

Or, en publiant ce véritable pamphlet anti-soviétique au moment de la visite des dirigeants yougoslaves en U.R.S.S., il met Tito dans une situation particulièrement désagréable. S'il prend en effet des mesures immédiates à l'égard de Djilas, les Américains concluront que la Yougoslavie s'est vendue corps et âme à l'U.R.S.S. et, pour cette raison, ne permet plus de la critiquer. Si au contraire, il ne réagit point, les Russes peuvent suspecter leur hôte de partager dans son for intérieur un jugement très désobligeant quant à leurs personnes.

Djilas triomphe donc pour quelque temps, ayant mis son ancien chef dans une situation vraiment délicate. Mais sa vengeance sera à court terme car, en se rangeant dans le camp des irréductibles anti-soviétiques, il se coupe des rares milieux yougoslaves qui lui restaient ouverts.

U. R. S. S.

Les lacunes du « rapport »

PERSONNE ne conteste plus l'authenticité du rapport Kroutchev publié par la presse occidentale. Mais on a beau lire et relire ce texte, aucun passage ne mentionne ce qu'était la société russe sous Staline, les transformations qu'elle a subies et les conditions objectives qui expliquent — sans pouvoir la justifier — la dictature personnelle.

Le chef du Parti communiste russe qui a tendance à expliquer le moindre rhume de cerveau d'un dirigeant occidental, par la baisse ou la hausse de la bourse de New York, ignore pour une fois l'industrialisation, la collectivisation et autres bouleversements sociaux qui se sont produits dans son pays. Seul le mauvais caractère de Staline semble expliquer pour lui 20 ans de malheur.

Lippmann explique

Paradoxalement c'est un commentateur américain, M. Walter Lippmann, qui ne sort d'aucune Académie de Marxisme-Léninisme, qui complète avec sa lucidité habituelle les lacunes du discours de Nikita Kroutchev.

Il constate :

1° « Kroutchev approuve la terreur dans la période révolutionnaire telle que l'a appliquée Lénine. Il prétend qu'une fois la victoire de la révolution assurée, elle n'était plus nécessaire et que sa continuation est un crime de Staline. Or en 1924, au moment de la mort de Lénine, les transformations révolutionnaires en Russie étaient loin d'être accomplies. La deuxième révolution, non moins difficile que celle d'octobre 1917, a commencé avec la mise en marche du 1er Plan Quinquennal en 1928 et avec la collectivisation forcée des années 29 et 30. Il paraît extrêmement improbable que ces rapides transformations de la vie du peuple russe auraient pu être réalisées sans une terreur étendue, impitoyable et persistante. »

2° « La terreur stalinienne était le résultat d'une décision délibérée de sacrifier une génération russe pour obtenir la transformation sociale de ce pays. Le caractère de Staline fournit peut-être un élément supplémentaire qui a compliqué cette entreprise, mais elle a été sans doute décidée par toute la hiérarchie communiste. »

3° « Les dirigeants du Kremlin assouplissent aujourd'hui la discipline de fer, car ils croient être parvenus à un équilibre qui rend la terreur désormais inutile. Ils pensent obtenir plus par des moyens normaux et il faut croire que ce relâchement durera aussi longtemps que la Russie restera à l'abri d'une crise interne ou externe. »

4° « Il serait absurde de se demander si la détente actuelle va rapprocher le système gouvernemental soviétique de celui des Etats-Unis.

« Les communistes ont leur conception du gouvernement qui est totalement différente de la conception américaine. Leur dispute sur Staline est due au fait que celui-ci a violé leur conception du gouvernement et non pas la nôtre... »

« Je » et « il »

La lecture du rapport Kroutchev sollicite toutefois plus que cette mise au point de Walter Lippmann. Elle jette une lumière crue sur la personnalité du premier secrétaire du Parti Communiste de l'U.R.S.S. On le savait depuis longtemps impulsif, cela aurait suffi pour expliquer certaines outrances de langage à l'égard de son ancien patron. Mais serait-il déjà tenté par le culte de « sa » personnalité ? Par moments, M. Kroutchev fait discrètement son propre éloge ; plus d'une fois il oppose « Je » (Kroutchev, et non pas le Comité Central) à « Lui » Staline Démoniaque, pour prouver qu'il voyait juste et que « l'autre », — en ne voulant pas l'écouter — conduisit la Russie à la catastrophe. L'exemple le plus frappant de cette démonstration est donné pour expliquer l'échec militaire soviétique à Kharkov, pendant la guerre.

Kroutchev reproche à Staline d'avoir gêné des chefs militaires soviétiques en leur donnant des conseils dépourvus de bon sens. Il dit que c'est un désastre qu'un homme sans aucune formation militaire se soit mêlé d'affaires aussi complexes que la conduite de la guerre mondiale. Or, lui-même, Kroutchev qui n'est pas non plus un ancien élève des Académies Supérieures de l'Armée Rouge, raconte qu'il s'est également mêlé d'affaires militaires, qu'il téléphonait au Maréchal Vassilevsky pour lui expliquer la situation du front et qu'il intervenait par la suite auprès de Staline.

Enfin, bien que la direction collective soit vantée par M. Kroutchev, certaines paroles laissent deviner que les rapports entre tous ses membres ne sont pas idylliques. Plusieurs fois M. Kroutchev, comme par hasard, situe M. Malenkov dans le sillage de Staline au point qu'on est tenté de le considérer sinon comme son complice, du moins comme le plus compromis des dirigeants actuels. Ces coïncidences ne trahissent-elles pas un désir de lui interdire toute chance de revenir à la tête de la hiérarchie soviétique ?

« Ennemi du peuple, assassin, boucher, falsificateur de l'histoire, déviationniste, TITISTE... » (1)

(1) *L'Observer*, n° du 10 juin 1956.

ARGENTINE

Plus de contrepoids

(D'un correspondant à Buenos Aires)

DEPUIS 25 ans l'Argentine n'a pas connu répression aussi sanglante que celle qui a mis fin, dimanche et lundi derniers, à une tentative d'insurrection péroniste : au moins 50 insurgés officiellement passés par les armes (mais ce chiffre peut être multiplié par trois sans grand risque d'erreur), 300 autres, dont dix officiers généraux, traduits en cour martiale, 2.500 arrestations au minimum.

La « dictature pour en finir avec la dictature » se montre plus brutale que ne le fut le péronisme dont l'insurrection manquée a marqué, avec huit jours de retard, le 10e anniversaire de son avènement.

C'est que la dictature militaire du général Aramburu et de l'amiral Rojas est plus fragile que ne le fut jamais le régime de Péron. Sa brutalité est signe de faiblesse. Neuf mois après le renversement de Péron, le régime actuel cherche toujours sa base populaire et sa politique.

L'agonie

Il a chassé les cadres péronistes, il n'a pas trouvé à les remplacer. Il a dissous les syndicats, brisant le principal instrument du pouvoir péroniste, mais poussant du même coup les ouvriers au désespoir. Masse flottante et sans chefs, ceux-ci sont prêts à se jeter dans les bras du premier démagogue venu.

En se privant, par la liquidation des syndicats, de tout contrepoids aux ambitions de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie réactionnaire, le gouvernement Aramburu risque de devenir le prisonnier de la droite. Il a libéré les prix (30 % de hausse dans l'alimentation), bloqué les salaires, provoquant la démission du seul ministre socialiste. « La révolution, dit celui-ci, agonise dans les bras du capital. »

Déporté vers la droite, le gouvernement tente de réagir en limogeant plusieurs ministres cléricaux ou trop liés aux milieux financiers. Des partisans d'une légère dose de dirigisme prennent leur place. Aramburu louvoie, cherchant un chemin étroit entre la planification et le libéralisme, la laïcité et l'intégrisme, la dictature de transition et la dictature tout court.

Avant la tentative de putsch de dimanche, Aramburu avait promis des élections pour 1957. Aujourd'hui, il n'est plus qualifié pour tenir sa promesse : l'amiral Rojas ne va pas tarder à prendre la relève. La dictature, entre ses mains, risque fort de devenir définitive. Dans ce cas, il n'y aura eu entre Péron et Rojas qu'une différence de tempérament et de couleur politique.

chez votre Tailleur
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

La semaine prochaine dans « L'EXPRESS »
Un document humain et politique :
OÙ EN EST DE GAULLE ?

EISENHOWER PARLE DE LA PAIX

La semaine dernière, trois jours avant de subir l'opération qui le tiendra éloigné de la scène politique pendant quelques semaines et qui risque de compromettre sa réélection en novembre prochain, le président Eisenhower a consacré la première partie de sa conférence de presse à une déclaration qui constitue un raccourci de sa doctrine politique.

Ce texte permet de mieux mesurer combien le président a réussi à infléchir — en un peu plus de trois ans — la ligne officielle de la politique américaine dans le sens de la détente et de la compréhension internationale. Voici cette déclaration :

C'EST aujourd'hui l'anniversaire du débarquement. J'ai dit l'autre jour à quelqu'un que j'avais l'impression de collectionner les anniversaires mais celui-ci est d'une très grande importance.

Nous savons ce que coûte une guerre. Nous en avons mené une du 7 décembre 1941 jusqu'en août 1945.

Depuis cette époque, nous menons une paix qui a eu ses hauts et ses bas, comme la guerre.

Je veux préciser une chose : l'Amérique n'a jamais perdu courage dans la guerre. Peut-être était-ce parce que son objectif était clair : vaincre et détruire l'ennemi, le mettre hors d'état de combattre.

Défense mutuelle

Dans la paix, les objectifs sont moins clairs. Ils se présentent sous la forme d'une série de thèmes dont certains restent assez confus si le principal reste celui de la défense de la liberté contre la dictature. La situation est obscurcie par les préjugés millénaires et les antagonismes locaux qui rendent très difficile l'unification du monde libre par la coopération mutuelle — seule façon d'y parvenir.

Notre combat est moins facile mais il est plus important encore : la poursuite de la paix nous coûte environ 40 milliards de dollars par an. Ce chiffre comprend les crédits que nous consacrons à notre défense et ceux que nous distribuons à l'étranger pour permettre à nos alliés de poursuivre toutes les activités nécessaires à la sécurité mutuelle.

De ces 40 milliards, 10 % environ sont consacrés à ce que nous appelons la défense mutuelle.

Je suis personnellement convaincu que si nous ne maintenons pas fermement et sincèrement ce programme de sécurité mutuelle, en comprenant clairement que nous servons ainsi les intérêts de l'Amérique, nous aurons à dépenser un nombre beaucoup plus grand de milliards pour notre défense statique, négative.

Or les crédits que nous consacrerons à la fabrication des bombes, des fusées, des avions, des tanks et des canons, quelle que soit leur importance, ne nous assureront jamais la paix. Au-delà d'un certain degré d'armement, la loi des rendements décroissants s'applique comme ailleurs, et il est préférable, et certainement plus profitable à longue échéance, de consacrer une partie de son argent à des œuvres constructives qui contribuent à inspirer aux gens le respect des principes que nous défendons.

Dans la poursuite de la paix, il faut parfois ne pas se montrer trop difficile sur l'attitude des autres nations. Nous avons été un jeune Etat, nous aussi, et pendant près de 150 ans, nous avons adopté une politique de neutralité.

Il y a neutres et neutres

Aujourd'hui, d'autres nations se proclament « neutres ». Cela ne veut pas dire — comme on le pense souvent — qu'elles soient neutres entre le bien et le mal, l'honnêteté et la scélératesse. Dans leur esprit, il s'agit avant tout de ne pas entrer dans des alliances militaires. Puis-je dire que je ne vois pas en quoi cette attitude peut être toujours désavantageuse pour un pays comme le nôtre ?

Si une nation est réellement neutre, l'opinion mondiale s'indigne lorsqu'elle est attaquée — et ce n'est pas nous qui l'attaquerons.

Si elle est alliée militairement avec une grande puissance, les gens diront lorsqu'elle se trouvera en difficulté : « C'est bien fait », « Elle l'a cherché ».

Evitons donc de confondre la neutralité entre les blocs militaires avec la neutralité entre le bien et le mal.

Construire la paix

Je n'essaierai pas ce matin de vous dire jusqu'où nous sommes arrivés dans cette difficile poursuite de la paix, quels ont été les hauts et les bas de notre lutte, ce qui s'est passé en Union Soviétique.

Mais un fait demeure : tant que les armes se taisent, nous dépensons moins du dixième de ce que nous coûterait un conflit ouvert. Et souvenez-vous qu'aucune des destructions que vous avez pu voir dans les secteurs les plus ravagés d'Allemagne, du Japon et d'autres pays ne peut vous donner une idée, même lointaine, de ce qu'apporterait une nouvelle guerre.

Nous devons continuer à construire la paix, et sans lésiner. Nous devons défendre la loi de sécurité mutuelle et continuer à l'étudier. J'ai proposé, vous le savez, une étude bipartisane de nos programmes futurs, afin de maintenir notre pays sur la meilleure voie possible.

Mais je considère qu'il serait tragique, aujourd'hui, de ne pas défendre ces programmes avec enthousiasme et détermination.

ÉTATS-UNIS

L'illustre cicatrice

(De notre correspondant à Washington.)

JEUDI dernier, le Président Eisenhower imprimait une nouvelle fois sa marque personnelle à la politique étrangère des Etats-Unis : il se déclarait prêt à inviter le maréchal Joukov à Washington, pourvu que l'U.R.S.S. eût au préalable invité le secrétaire de la Défense américain à Moscou.

Dans son style à lui, plus philosophique que politique, « Ike » écrivait le même jour au président de la Chambre :

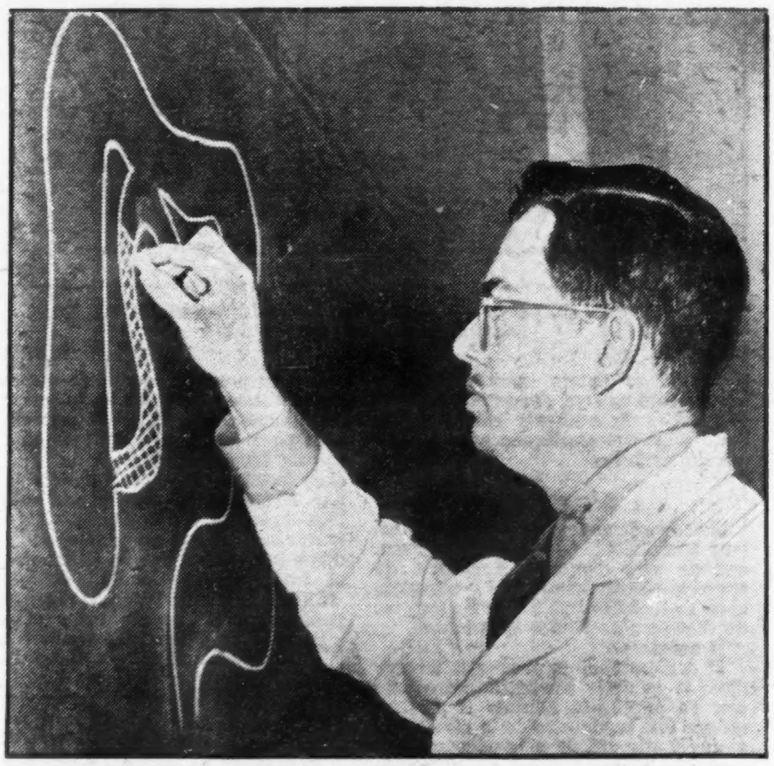
> « *Les Etats-Unis ne peuvent se permettre un pas en arrière dans la bataille que nous livrons tous en vue d'une paix juste et durable.* »

Vingt-quatre heures plus tard, une ambulance vert olive de l'armée américaine traversait Washington à soixante-dix à l'heure, réveillant les habitants par le hurlement de sa sirène : Eisenhower devait être opéré d'urgence. Son « offensive de paix », bloquée six mois durant par son attaque cardiaque, était arrêtée une nouvelle fois, à peine relancée. Et comme en septembre dernier, l'Amérique — et le monde — découvrait qu'Eisenhower paraissait irremplaçable : personne, ni dans le camp républicain, ni dans le camp démocrate, n'avait son autorité ni son assurance pour parler paix aux Russes sans susciter la méfiance d'une partie de l'Amérique.

L'iléon, vedette internationale

D'où l'anxiété du peuple américain. « Si mon état de santé ne me permettait pas de briguer un second mandat, avait déclaré Eisenhower en février dernier, je l'annoncerais immédiatement. Seulement, ajoutait-il, ne me demandez pas de me désister au moindre rhume ou à la moindre petite indigestion. » Pendant qu'à l'hôpital John-Reed vingt-deux médecins se penchaient sur le ventre ouvert du Président, toute l'Amérique se demandait donc : le mal dont souffre maintenant « Ike » est-il comparable à une simple indigestion, ou compromet-il son avenir politique ?

Sans donner de réponse définitive à cette question, les services de la Maison Blanche ont décrit l'ileus (inflammation de l'iléon, partie inférieure de l'intestin grêle) présidentiel avec un luxe de détails sans précédent. Un flot d'informations médicales, jamais atteint même en période



L'OPÉRATION AU TABLEAU NOIR (1)
Hippocrate dit : oui.

d'épidémie, s'est déversé sur les Etats-Unis, et l'ileus est devenu en 24 heures la maladie la mieux connue de 160 millions d'Américains.

A droite du nombril

Deux jours de suite, le *New York Times* consacra trois, puis quatre pages entières (deux fois la valeur du rapport Kroutchev) à la santé du Président. Trente lignes téléphoniques supplémentaires et huit téléscripteurs étaient installés à l'hôpital John-Reed. Le secrétaire de presse du Président donna huit conférences de presse en l'espace de douze heures, assisté de neuf médecins spécialisés pour répondre aux questions des journalistes. L'un des chirurgiens, le docteur Grew, fit un véritable cours d'anatomie : armé de craies rouge et blanche, il décrivit dans ses moindres détails, devant un tableau noir où il avait dessiné l'iléon, l'opération pratiquée sur le Président.

Les journalistes firent connaissance avec la sonde duodénale (qui n'avait pas soulagé le patient), apprirent que vingt centimètres d'intestin grêle, « durs comme un tuyau de caoutchouc », avaient été ligaturés et étaient promis à l'atrophie, sans dommages pour le malade. La cicatrice sur le ventre présidentiel, leur dit-on, avait dix-sept centimètres de long et descendait en une ligne verticale « un peu à droite du nombril ».

Scepticisme

Cette débauche de détails ne répond pas à la question : le Président pourra-t-il briguer un second mandat ?

Ses médecins l'affirment, ajoutant même que, après l'opération, il se portera mieux qu'avant. Cette réponse ne convainc pas tout le monde ; plusieurs observateurs jugent suspect l'optimisme des officiels.

L'un d'eux (Stewart Alsop, dont les éditoriaux passent dans une quarantaine de journaux) oppose aux déclarations rassurantes la « contre-expertise » de plusieurs sommités médicales : selon elles, l'ileus comporte un risque de rechute de 35 %, et la thrombose coronaire un risque de rechute du même ordre. Conclusion : il y a 70 % de chances pour que le Président tombe à nouveau gravement malade.

Cette circonstance, ajoute Alsop, incitera l'état-major du Président à le protéger avec une vigilance accrue contre toute surcharge de travail. Le « rideau de fer » qu'ils abaisseront autour de lui retardera inévitablement certaines décisions importantes et risque de provoquer une « pagaille » dont certains commentateurs ont déjà distingué des signes au cours des mois écoulés. Sommes-nous prêts, demande Alsop, à payer ce prix pour garder « Ike » ?

Un autre commentateur (James Reston, du *New York Times*) affirme que « les éclipses du Président sont sérieuses, quoi qu'en disent les politiciens. De l'aveu de son propre cabinet, Eisenhower manque cruellement lorsqu'il est absent. Or, une nouvelle crise vient de se produire, et elle peut se reproduire sans qu'ait été résolu le problème constitutionnel qu'elle pose ».

Le réveil démocrate

Les bulletins rassurants retraçant toute l'histoire médicale d'Eisenhower depuis 1912, son emploi du temps, ses performances au golf et la composition de ses repas, n'empêchent pas les électeurs américains d'hésiter. Peut-être voteraient-ils allégrement pour « Ike » s'il avait choisi pour coéquipier Herter, Dewey, Stassen ou Knight. Ils seraient à peu près rassurés : le vice-président poursuivrait la politique du Président, au cas où celui-ci disparaîtrait prématurément. Or, Eisenhower a choisi de faire équipe avec le dynamique et inquiétant Nixon qui suscite des préventions jusqu'au sein de son propre parti.

Qu'Eisenhower brigue un second mandat ou qu'il se désiste, sa malencontreuse maladie accroît donc les chances des démocrates. Paradoxalement, elle n'améliore pas pour autant celles de Stevenson. Car l'espoir de l'emporter sur les républicains affaiblis intensifie les rivalités au sein du parti démocrate. Ainsi, le gouverneur Harriman s'est hâté d'annoncer sa candidature, le jour même de l'opération d' « Ike ». L'ex-président Truman a « confié » à ses amis (confidence dont toute la presse américaine s'est aussitôt faite l'écho) qu'il préférait au modéré Stevenson l'ambitieux « new-dealer » Harriman. Les démocrates du Sud, en revanche, menacent de faire sécession si Harriman est investi par son parti, et poussent en avant le sénateur Symington qui se trouve être, lui aussi, un vieil ami de Truman.

La question reste donc ouverte : à moins qu'Eisenhower ne se succède à lui-même, qui saura reprendre et poursuivre sa politique de « construction de la paix » ?

(1) Le docteur Glew, un des chirurgiens qui ont opéré le président, explique à la presse comment s'est déroulée l'intervention.

JE, TU, IL...

● NICOLE STÉPHANE a filmé intégralement l'opération exécutée par le neuro-chirurgien Klein (promoteur de l'Institut du cerveau) sur un enfant de quelques mois atteint d'hydropisie.

Ce court métrage médical de 40 minutes marque les débuts dans la mise en scène de cette jeune actrice (« Le Silence de la mer », « Les Enfants terribles ») atteinte comme tous les Rothschild (elle est la fille de James) par la maladie du spectacle.

(Le baron Henri a construit le théâtre Pigalle, le baron Philippe écrit des scénarios et a commandité « Lac aux Dames », Philippine a fait ses débuts de comédienne sous le nom de Pascale André.)

● GEORGES BRAQUE, 75 ans, peintre, vient d'engager un chauffeur spécialisé et la Rolls Royce allant avec. C'est le deuxième peintre français qui s'achète une Rolls. L'autre, Bernard Buffet, a 28 ans.

● SIR BERNARD DOCKER, chassé la semaine dernière du poste de directeur de la B.S.A. (Birmingham Small Arms) à cause des fantaisies de sa femme (voir « L'Express » du 8 juin) fait appel de cette décision devant les 437.000 petits actionnaires de la société.

Pour les toucher, il a acheté trois minutes d'émission à la télévision commerciale. Pour les convaincre de lui apporter leur soutien, il apparaîtra, entre deux programmes populaires, avec sa femme. Si Sir Bernard Docker pouvait disposer de ces 437.000 actions plus les cent mille qu'il détient personnellement, il pourrait tenter de renverser la majorité qui l'a expulsé.

● ERNEST HEMINGWAY, 58 ans, prix Nobel de Littérature, a une grave affaire d'honneur sur les bras. Le plus grand journal de La Havane, « Excelsior », l'accuse d'avoir manqué de parole à l'égard du « Vieil Homme ».

Le vieil homme, c'est Miguel Ramirez, un pauvre pêcheur cubain de 68 ans. Il a raconté à l'écrivain américain toute l'histoire dont celui-ci a fait « Le Vieil Homme et la mer » ; Hemingway lui avait promis en échange un bateau neuf. Et il n'a même pas tenu sa promesse ! a déclaré « Excelsior », indigné.

Accusé dans son propre fief (il habite Cuba) d'avoir manqué à sa parole, Hemingway furieux a emprunté un magnétophone, une caméra et un opérateur à la Warner Bros et est parti à la recherche de Miguel, qui habite un petit village de pêcheurs. Miguel a reconnu, en présence des opérateurs qui ont enregistré son image et sa voix : « Tout ça, c'est des mensonges ».

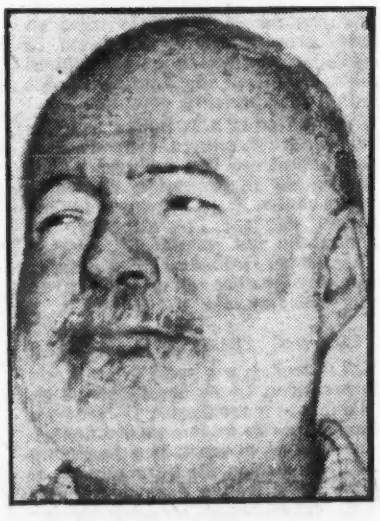
Mais le journal n'a pas désarmé. Le lendemain, il annonçait sur six colonnes : « Hemingway nie qu'il ait fait des promesses ».

Hemingway envisage un duel avec le journaliste, tout comme un « vieil homme » européen.

● PAUL FORT, prince des poètes, a épousé Germaine d'Orfer, trois fois 20 ans, muse, qu'il a rencontrée il y a 43 ans à la Closerie des Lilas où il avait un rendez-vous, pour jouer aux échecs, avec Lénine. Qui n'est pas venu.

GEORGES BRAQUE
Une question de prestige.

MARIE LAURENCIN
Une question de goût.



ERNEST HEMINGWAY
Une question d'honneur.

Ils sont morts :

● JULIEN BENDA, essayiste à 89 ans. Elève du lycée Charlemagne en même temps que Léon Daudet, candidat malheureux à Polytechnique, heureux à Centrale, plus heureux encore dans des études d'histoire qu'il fit brillantes en Sorbonne, recalé au Goncourt, où il présentait son premier roman : « L'Ordination ». Echec dont l'orgueilleux Benda se remit mal : il partait dans la vie comme Julien Sorel, Rastignac ou Fabrice — ses héros préférés — il était prêt, l'ayant obtenu, à mépriser le Goncourt, mais il n'acceptait pas que celui-ci lui fût refusé.

Auteur d'une vingtaine d'ouvrages, Julien Benda s'imposa essentiellement par trois essais philosophiques : « Belphégor » (1917) ; « La Trahison des Clercs » (1927) ; « La France byzantine » (1945). Trois pamphlets contre les doctrines dites de la « mobilité », les doctrines qui prétendent substituer à la Raison immuable, la vie changeante, à l'Absolu, le temps ou « durée ». Sa vigilance va manquer.

(Voir p. 19, l'article de Jean Daniel.)

● MARGARET THOMPSON BIDDLE, « hôtesse » américaine dont le salon parisien était fréquenté par M. Pinay, M. Pleven, etc. Rêvant de jouer un rôle dans la vie politique française, elle y parvint parfois. A 54 ans, d'une hémorragie cérébrale, retour d'un gala à l'Opéra.

Mrs Biddle, riche héritière (les mines du Montana), ex-épouse d'un ambassadeur des Etats-Unis en Pologne, Anthony Biddle Jr, et journaliste, écrivait une « lettre de Paris » dans l'édition américaine de « Réalités » et dans le magazine « Woman's Home Companion ».

● MARIE LAURENCIN, peintre, à 70 ans, d'une crise cardiaque. Ses derniers mots : « Qu'on ne vienne pas me voir quand je serai morte ». Elle attachait si peu de prix à sa peinture que pour faire un beau cadeau à son amie Adrienne Monnier, elle choisit de lui tricoter de ses mains, malgré son extrême myopie, un chandail. Quelques vers d'Apollinaire, dont elle fut la compagne, laisseront sa tête rousse dans l'histoire poétique. Quelques jeunes filles diaphanes, au charme frêle d'un bijou rose et gris, laisseront son nom dans l'histoire de la peinture. Elle avait échoué trois fois au concours d'entrée des Beaux-Arts. « Pourquoi, disait-elle, devrais-je peindre des poissons morts, des oignons et des verres de bière ? Les femmes sont plus jolies ».

● SORANA GURIAN, romancière française, d'origine roumaine, à 39 ans, d'un cancer dont elle avait fait le personnage de son dernier livre (voir p. 18).

EXAMENS

« Usine » et « bol »

— C'EST *une usine,* disent les professeurs.

— *C'est une question de « bol »* (1), répondent les élèves.

Les uns et les autres parlent ainsi du baccalauréat qui, le 21 juin, fera trembler 100.000 candidats (1re partie). Quelques jours plus tard, 60.000 autres jeunes gens subiront les épreuves de la seconde partie.

L'an dernier 55,6 % des candidats « première partie » et 65,3 % des candidats « deuxième partie » ont obtenu le diplôme auquel ils rêvaient depuis les vacances de Pâques.

En méditant ces chiffres les lycéens peuvent être tentés de calculer leurs chances. Ils ne s'en privent pas. A tort. En fait les raisons de l'échec et du succès échappent à la statistique. La « science des examens », réclamée par les spécialistes, n'existe pas encore.

Le baccalauréat deviendra-t-il un jour un examen « psychotechnique », comme l'imaginent les techniciens ? Certains parlent de remplacer les épreuves habituelles par des *tests de connaissance,* dont la correction serait uniformisée et la notation établie à partir de l'ensemble des résultats obtenus. Cette transformation des examens permettrait d'éliminer, en particulier, les variations des notations d'un professeur à l'autre.

Les épreuves seraient choisies et construites pour donner une idée plus juste des connaissances acquises par le candidat... et de ses ignorances.

Les adversaires du projet font remarquer que certaines épreuves ne peuvent être transformées : une dissertation française ou philosophique permet d'apprécier un style personnel, une capacité d'organiser les idées et les problèmes ; est-il possible de parvenir à une évaluation uniforme des résultats obtenus à ces épreuves ?

Ces préoccupations ont conduit, il y a trois ans, à choisir des sujets communs à toutes les académies : ainsi est éliminé l'inconvénient des sujets mal adaptés aux programmes et à l'orientation générale de l'enseignement et surtout des inégalités d'une université à l'autre.

Ce n'est qu'un embryon de réforme. L'examen psychotechnique de fin d'études en dépit d'une tentative de mécanisation (fiches perforées et machines électroniques) des méthodes de correction n'est pas encore pour l'an prochain.

(1) Note à l'attention des plus de dix-sept ans et demi : bol = chance.

★

L'agrégation de 6e

POUR les enfants de 10 à 11 ans qui font leur entrée dans l'enseignement secondaire, tout commence par un examen : celui de « 6e ». Comme ils le feront six ans plus tard pour leur baccalauréat, ils doivent se diriger en masse vers un lycée inconnu, impressionnant...

Pour la première fois de leur existence, ils découvrent le cérémonial intimidant des appels, du minutage, des feuilles imprimées que l'on distribue...

Le jeudi 14 juin, de 8 h. 30 à 11 h., épreuve de français, c'est-à-dire dictée et questions, compte rendu de lecture (l'an dernier il s'agissait d'un texte de Chateaubriand tiré des *Mémoires d'outre-tombe*). L'après-midi, calcul : 40 minutes de méditation active sur les factures de flanelle et sur les plaques de tôle machiavéliquement transformées en boîtes, où, par surcroît de férocité, on verse de l'eau et que l'on doit peser.

Les parents et les professeurs discutent beaucoup du degré de difficulté que cet examen doit offrir. Certains l'estiment trop délicat et vont jusqu'à parler de « l'agrégation de 6e » (le nombre des élèves admis est fonction de l'exiguïté des locaux). D'autres jugent le calcul idoine mais la dictée simplette. Personne ne crie à la facilité exagérée.

La semaine prochaine, *L'Express* publiera le texte des épreuves imposées cette année et vous permettra ainsi de vérifier si vous seriez encore capables d'entrer, le 1er octobre 1956, dans une classe de 6e.

Nos lecteurs ne seront pas obligés de communiquer leurs résultats à leurs enfants.

PRESSE

De toutes les couleurs

LUNDI matin, *L'Aurore* publiait en première page une photographie en couleurs d'Eisenhower accompagnée de ce commentaire de Robert Lazurick : « *Nous tentons aujourd'hui une*

→

Une cuirasse contre la carie dentaire

La santé de nos dents dépend du fluor. Si l'eau de boisson absorbée depuis le sevrage jusqu'à l'adolescence est pauvre en fluor, la carie dentaire est fréquente et précoce. Au contraire, si cette eau contient une dose déterminée de fluor, les dents résistent à la carie.

Badoit a le privilège de posséder la dose optima de fluor. En outre, riche en calcium assimilable, Badoit favorise la formation des os et des dents.

Faites de Badoit la boisson quotidienne de vos enfants. Elle fera d'eux des adultes forts aux dents saines... Et ils la boiront avec joie car elle est pure, fraîche et pétillante.

ELV 4950

HOLMES
La classe anglaise et la fantaisie italienne adaptées au bon goût français.

Le plaisir d'une belle journée de printemps se double du plaisir de porter des VETEMENTS LEGERS

HOLMES vous propose la collection la plus variée de PANTALONS POIDS-PLUME en tissus Tropical, Alpaga, Fresco, depuis 4.990 francs

22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS. 57-03

Chaque semaine :
PARIS - LACS ITALIENS - VENISE
EN CARS DE LUXE
Renseignements C.F.T.
14, Bd de la MADELEINE
PARIS (8e) OPÉ. 97.93

→

réalisation unique dans la presse mondiale : publier quotidiennement dans notre journal des photographies d'actualité en couleurs ».

— C'est affreux, dirent les collaborateurs de *L'Aurore*.

— C'est curieux, dirent les lecteurs.

— C'est sensationnel, dirent les professionnels honnêtes, et il faut tirer son chapeau.

L'Aurore a atteint en effet, le premier, le but technique que tous les quotidiens du monde poursuivent.

L'affaire a commencé il y a un an en Amérique : le *Milwaukee Journal*, le *Des Moines Register*, puis le *Washington Post*, sortent avec des photos en couleurs dans leur édition du dimanche.

Le *New York Times* et le *New York Herald Tribune* étudient le problème... Il est immense : la couleur et le noir ne s'impriment pas en même temps, les documents en couleur doivent être donnés avec 24 heures d'avance, il est encore exclu de marcher au rythme de l'actualité quotidienne.

Mais il ne fait de doute pour aucun professionnel américain que dans un délai plus ou moins long les quotidiens seront en couleurs, ou ne seront pas. Et tout le monde cherche...

A Paris, *France-Soir* étudie également le problème, envoie des techniciens aux Etats-Unis, met en route l'installation d'un « groupe couleur » dans son imprimerie. Mais son tirage est tel que la fabrication du journal est actuellement partagée entre plusieurs imprimeries et, de toutes façons, *France-Soir* a le temps... La couleur est encore balbutiante.

Un appareil allemand

En janvier 1955, Louis Mouton, directeur technique de l'imprimerie Richelieu où se fabrique *L'Aurore*, apprend que les établissements de matériel électronique Hell, de Kiel (Allemagne) ont mis au point un « clichographe-couleurs ». Il se rend sur place, et prend une option sur leurs premiers appareils.

Il s'agit — en gros — d'un engin électronique qui décompose toutes les couleurs des documents qu'on lui soumet en jaune, rouge et bleu. Cet engin comporte un dispositif qui grave mécaniquement sur des feuilles de matière plastique un cliché différent pour chacune des couleurs primaires (l'opération se fait en quelques minutes). A l'impression les feuilles de papier journal passent sur chacun des trois clichés (encres en rouge, jaune et bleu) et les couleurs se recomposent. Le tirage du journal se fait aussi rapidement que d'habitude.

Secret

Les appareils — il y en a trois rue de Richelieu qui valent environ dix millions chacun — arrivèrent à Paris en décembre. Pour conserver le bénéfice de la surprise, les essais furent faits secrètement, en pleine nuit. En fait ils se poursuivent encore : la période de rodage n'est pas achevée.

Parmi les problèmes que pose la couleur « quotidienne », il y a celui des rotatives. Munies de plus de cylindres, donc plus longues, plus volumineuses, où les mettra-t-on dans les imprimeries parisiennes déjà exiguës ?

... ment de l'année qui correspond aujourd'hui à notre 19 juin.

Puis le proverbe rend bien compte — en les systématisant à l'excès — de phénomènes que les hommes de sciences ont pu vérifier.

Courbe

Pour les météorologistes il existe, en effet, au début de juin une *« singularité de la courbe interprétée de la pression »*, ou si l'on préfère une période de mauvais temps assez habituelle. Ils appellent cela la « mousson d'été d'Europe ». Un mois et demi plus tard une brève période de pluie (quelques jours) est enregistrée avec la même régularité.

Ces deux périodes de pluie sont « normales » — seule leur absence serait surprenante — et, surtout, elles ne permettent pas de prédire le temps qu'il fera pendant les vacances.

ALFRED LINDECKER
Il n'est pas convaincu.

MÉTÉO

Quarante jours plus tard

LES pluies de la Saint-Médard inquiètent ceux qui sont prêts à prendre au mot la sagesse des nations.

Qu'ils ne se lamentent pas trop. L'an dernier, déjà, il pleuvait, sans la moindre retenue, à la même époque. Et, pourtant, l'été des vacances fut chaud et sec.

La sagesse des nations serait-elle folle ? Pas tout à fait. D'abord, on ne la comprend plus. Le fameux dicton (« Quand il pleut à la Saint-Médard, il pleut quarante jours plus tard ») n'a plus le même sens qu'avant la réforme du calendrier (1580) : alors la Saint-Médard « tombait » à un mo...

FAITS DIVERS

Il manque le dernier chapitre

ALFRED LINDECKER est libre. Il n'est pas resté deux mois en prison. L'énigme de Royat : la mort de Janine Montmory — Mme Alfred Lindecker — demeure inexpliquée : crime ou suicide ?

Le juge d'instruction de Clermont-Ferrand, M. Buthaud, croyait au crime. Sur des rapports d'expertise, il avait inculpé de meurtre M. Lindecker. Il estima toutefois insuffisantes les charges retenues contre l'ingénieur pour prolonger sa détention. Il fait même peu de doute que la mise en liberté provisoire est seulement le prélude au non-lieu que M. Buthaud rendra en faveur de Lindecker dès que la procédure sera complète.

Il restera alors à la police le loisir de reprendre l'enquête « sur d'autres bases »... Soit que l'on recherche dans le cadre de l'information demeurée ouverte contre X... un autre coupable possible, soit que l'on découvre un fait nouveau qui remettrait en cause M. Lindecker lui-même. Soit, enfin, que le dossier aille rejoindre le rayon des crimes impunis.

« On me rendra justice »

M. Lindecker, lui, reste fidèle à son idée première. L'enquête, l'instruction ne l'ont pas convaincu : il demeure persuadé que sa femme s'est volontairement donné la mort. Il a beaucoup réfléchi en prison. Et beaucoup lu. Il affirme avoir trouvé dans des ouvrages de criminologie et de médecine légale des arguments en faveur de sa thèse.

— *J'en parlerai plus tard*, dit-il. *Pour le moment, je dois encore songer à ma propre défense. Mais je ne suis pas un assassin et on me rendra justice. Plus tard, je reprendrai l'exposé de mes constatations personnelles et je mettrai tout en œuvre pour faire éclater la vérité.*

M. Lindecker rend hommage à l'objectivité et à la conscience du juge Buthaud. *« Il a fait son métier »*, dit-il. Mais il n'admet pas la position prise par le magistrat : *« Je ne suis pas le seul homme à avoir pu tuer Janine. Je crois que les experts ont commis une erreur fondamentale en déclarant que les deux balles de revolver étaient mortelles et certains travaux de médecine légale peuvent démontrer que c'est moi qui ai raison. »*

SPORTS

Malgré une défaite

LE football, en avance sur la politique, a déjà fait son Europe. *La Coupe de France des clubs champions européens* (1), dont la finale s'est disputée mercredi soir, en nocturne, au parc des Princes, a obtenu un succès triomphal dès sa première année d'existence.

Lorsque la location pour ce dernier match s'ouvrit à Paris, le mercredi précédant la rencontre, ce fut une ruée farouche. La police dut intervenir. En quelques heures, les 40.000 places du parc des Princes furent louées. Le ticket de 1.000 francs trouva preneur, les jours suivants, à 10.000 et 15.000. On estime à 300.000 le nombre des spectateurs, français et étrangers, qui auraient assisté à ce match si un stade assez grand pour les contenir avait existé.

L'Eurovision (télévision européenne) a retransmis intégralement et en direct cette finale. Il lui en a coûté 1.900.000 francs, somme de beaucoup la plus importante qui ait été versée par la télévision pour un match de football. Cette rétribution est dérisoire cependant si l'on songe aux deux millions de spectateurs qui ont assisté au match sur leurs écrans. Plusieurs milliers d'Espagnols sont venus à Paris sans ticket pour le match — et sachant qu'ils n'en trouveraient plus — avec le seul désir de suivre la rencontre à la télévision.

Le Real de Madrid, champion d'Espagne a remporté cette finale en triomphant du Stade de Reims (4-3).

Mais avant d'être battu par Madrid en finale, l'équipe champenoise avait fait ses preuves. Elle élimina danois, hongrois et écossais. La victoire des Rémois pour les champions de Hongrie, Voros Lobogo (Etoile rouge), en quart de finale, fut particulièrement significative. Le football hongrois donnait, à ce moment-là, les premiers signes de sa décadence, mais restait le meilleur du monde. Depuis, son déclin s'est accéléré, et sa succession est ouverte. Le football français — la défaite honorable de Reims n'y change rien — figure parmi les principaux candidats.

100 % française

Les deux arguments les plus probants en faveur de cette candidature sont les suivants :

1° Reims, finaliste de la Coupe d'Europe, est une équipe cent pour cent française. Quoique les clubs français aient le droit d'utiliser les services de deux joueurs étrangers, Reims est le seul de nos grands clubs qui se prive volontairement de cette ressource. Il n'est pas comme son adversaire madrilène (ou comme le champion d'Italie, Milan, demi-finaliste de la Coupe européenne), une constellation d'étoiles internationales.

2° Reims n'est pourtant qu'une parcelle du football français. Si l'équipe rémoise a son style, ses méthodes, en un mot sa vérité, d'autres équipes françaises ont aussi les leurs, qui ne paraissent pas moins valables puisque Reims n'a réussi à s'imposer cette saison ni en Championnat ni en Coupe de France.

L'Olympique Gymnaste Club de Nice, champion de France, possède moins de subtilité et de rigueur géométrique que Reims, mais il a réalisé un bien robuste alliage de technique (Ujlaki, Bravo, Gonzalès) et de puissance (Bonvin, Nuremberg, Poitevin). L'Union Athlétique de Sedan-Torcy, victorieuse en Coupe, pratique, avec ses footballeurs, ouvriers, un jeu tranchant, dur et propre comme une scie à métaux. Le Racing Club de Lens extrait de ses mines un football un peu gris, mais direct et enthousiaste. L'Association Sportive de Saint-Etienne apporte la notion de mouvement, de jeunesse et de fraîcheur. Et l'on pourrait ainsi caractériser la manière du Racing Club de Paris, de l'Olympique de Marseille, du Football Club de Sochaux et d'autres clubs, manières différentes, voire opposées, mais toutes acceptables — et dont l'ensemble fait justement le football français.

(1) Créée sous l'égide de l'Union des Associations Européennes sur une initiative du journal *L'Equipe*.

Les grandes nations du football s'accordent sur un même « son » fondamental. Le football anglais sur la rudesse et la clarté; le football hongrois sur la virtuosité technique ; le football sud-américain sur l'acrobatie ; le football latin sur l'enthousiasme. En France, notre qualité propre est de brasser toutes les techniques, tous les styles, tous les tempéraments. Le football français est un creuset en perpétuelle ébullition.

De là son inconstance, mais aussi sa richesse. Il monte moins haut que tel football national qui construit méthodiquement son jeu autour de quelques principes traditionnels, mais il se renouvelle constamment, évolue sans cesse. Il va de l'avant justement parce qu'il n'a pas de tradition. Et lorsque les autres tombent victimes de leur idée fixe, il continue sa route allégrement.

Le footballeur français, moins doué que les autres, compense cette infériorité par son éclectisme. Moins vigoureux que l'anglais, moins adroit que le hongrois, moins vif que l'italien, moins souple que le brésilien, il ne compte pas exclusivement sur sa force, ni sur son habileté, ni sur sa vivacité, ni sur sa souplesse — mais sur toutes ces qualités à la fois. Et il cherche — souvent avec bonheur — sa voie alors que les autres croient l'avoir trouvée.

LA COURSE DES « OAKS » A EPSOM
Trois fois au poteau.

COURSES

La semaine tragique

JAMAIS le turf britannique n'avait connu pareil désastre. Que le Derby d'Epsom soit enlevé par un cheval français, *Lavandin*, passe encore, cela est déjà arrivé. Et même l'année dernière puisque *Phil Drake*, à Mme Volterra, l'emporta. Mais que le deuxième fut encore un français, *Montaval*, cela devenait gênant.

Mais les Anglais attendaient leur revanche dans la *Coronation Cup* le deuxième fût encore un français *Tropique* y prenait le commandement au départ et continuait sa promenade en tête jusqu'au poteau d'arrivée. La défaite devenait complète. Elle tourna à la catastrophe nationale le jour suivant dans les *Oaks*. Les pouliches françaises *Sicarelle*, *Janiari* et *Yasmin* prenaient les trois premières places !

Jamais meeting hippique ne vit autant d'Anglais rentrer tête basse. Et jamais les premières pages des journaux londoniens ne furent aussi discrètes sur la grande semaine hippique.

Cependant, les meilleurs joueurs d'outre-Manche, faussement désinvoltes, déclarèrent : « Les chevaux, c'est comme le bon vin, on n'a pas toujours une grande année... »

Le goût du dollar

Le vérité est tout autre.

C'est d'abord le dollar américain qui a tué l'élevage britannique.

Les Américains achetèrent pour des sommes considérables d'excellents étalons en Europe, notamment en Italie et en France. Mais si M. Marcel Boussac, par exemple, leur demandait cent millions pour *Ardan*, il se gardait bien de leur vendre un *Djebel* et un *Pharis*, ses chevaux préférés, ses meilleurs étalons (*Djebel* est le père d'*Apollonia*, la gagnante du Prix de Diane cette année, et *Pharis* est le père de *Philius*, récent vainqueur du Jockey-Club).

Les Anglais, eux, vendirent leurs étalons de base et leurs poulinières réputées, pensant sans doute voir les années suivantes leurs meilleurs pur-sang de course devenir très brillants au haras. Ces espoirs furent déçus.

La complète déroute de l'élevage britannique s'explique-t-elle aussi par des fautes d'entraînement?

« Non, répondent les maîtres-entraîneurs français François Mathet et Alec Head, entraîneurs de *Sicarelle* et de *Lavandin*. Les bons chevaux s'entraînent facilement. Mais on ne fait pas de bons chevaux avec du mauvais matériel. Et les Anglais ont vendu leurs meilleurs « outils » aux Américains. »

Autre cause importante : la grande majorité des courses britanniques se disputant entre 1.000 et 1.800 mètres, les éleveurs et les propriétaires ont tout sacrifié à la vitesse, au détriment de la « tenue », de l'endurance. Alors qu'en France les courses ont lieu à parts égales aussi bien entre 1.000 et 2.000 mètres qu'entre 2.000 et 3.000 mètres. Si bien que nos champions, nés du croisement sagement dosé de sprinters et de stayers, sont tout à fait à leur aise sur les distances classiques, 2.400 mètres par exemple, distance du Derby d'Epsom.

Les propriétaires français ont su garder leurs grands chefs de race. Les dirigeants de nos sociétés de courses ont établi un programme de courses extrêmement varié ; nos entraîneurs valent largement les professionnels anglais. L'élevage français se porte bien.

Autant de raisons qui font qu'un gentleman britannique évite maintenant de lire ostensiblement, le soir, au Club, le « Sporting Life »...

Pour les
VACANCES
TUNMER
VOUS ÉQUIPE...
CHEMISETTE popeline unie - manches courtes, 1 poche pour homme ... 1.600
SWEATSHIRT, molleton peigné, 8 coloris 1.750
PANTALON léger, belle façon, pour homme ... 3.750
CATALOGUE FRANCO
5, PL. SAINT-AUGUSTIN, PARIS

INDUSTRIE

Olivetti des machines

C'EST à l'enfant terrible de l'industrie italienne que le Cercle d'Etudes architecturales de Paris vient de décerner au cours d'une réception à la Tour Eiffel, le « Grand Prix d'Architecture ».

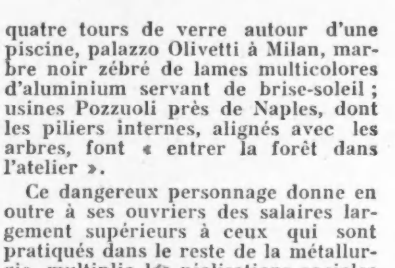
A 54 ans, Adriano Olivetti est le plus puissant fabricant européen de machines à écrire. Ses seules usines d'Ivrea emploient actuellement 7.200 personnes, produisent 120.000 machines à écrire et 50.000 machines à calculer par an. Elles sont si parfaitement esthétiques que leur châssis a été exposé en 1953 au Musée d'Art Moderne de New-York.

Comme Adriano Olivetti est également philosophe et socialiste communautaire, il y a dans ses yeux bleus myosotis le regard des poètes, dans ses propos de la dynamite, et dans sa vie beaucoup de bagarres.

Mauvaise conscience

Comme il a le culte de la beauté — mais de la beauté pour tous — il a une activité intense à la tête de l'Institut d'architecture italien qui a fait, de la reconstruction du pays, une totale réussite ; et chacune de ses usines est un chef-d'œuvre d'art moderne. Usine de Barcelone, avec ses quatre tours de verre autour d'une piscine, palazzo Olivetti à Milan, marbre noir zébré de lames multicolores d'aluminium servant de brise-soleil ; usines Pozzuoli près de Naples, dont les piliers internes, alignés avec les arbres, font « entrer la forêt dans l'atelier ».

Ce dangereux personnage donne en outre à ses ouvriers des salaires largement supérieurs à ceux qui sont pratiqués dans le reste de la métallurgie, multiplie les réalisations sociales et les initiatives culturelles, ne cesse de dénoncer les monopoles qui, « réfugiés dans le sein stérile de la bureaucratie », apportent de l'eau au moulin du communisme et démontrent « la décadence de la classe dirigeante tant dans le domaine politique que dans celui des affaires ».



ADRIANO OLIVETTI
Le bien peut être contagieux.

Comme ses affaires sont florissantes, Adriano Olivetti est devenu à la fois l'exemple et la mauvaise conscience des industriels italiens.

Un pas

Adriano Olivetti a été arrêté en 1943, et relâché quelques heures avant l'entrée des Allemands à Rome. Il se réfugia en Suisse et là, pendant deux ans, trouva enfin le temps de réfléchir et d'approfondir ses connaissances dans le domaine qui le passionnait : les sciences économiques, politiques et sociales.

Lorsqu'il reprit, après la guerre, la direction de l'affaire Olivetti, dont il partage la propriété avec ses frères et sœurs, il mit en pratique ses conceptions de l'organisation industrielle, des relations humaines, et de l'entreprise, communauté de culture.

Selon lui, le jeu de la démocratie sera toujours compromis et à la merci d'une dictature ouverte (fasciste, stalinienne) ou larvée, si le pouvoir est centralisé et s'exerce de haut en bas, de l'abstrait au concret. L'individu, les communautés régionales et les institutions démocratiques de base sont aliénés et faussés par le centralisme bureaucratique dont la « partitocratie » et le « monopolisme » sont les manifestations les plus voyantes.

L'expérience yougoslave (décentralisation, fédéralisme, autoadministration des entreprises et des régions) lui paraît un pas dans la bonne voie.

Communautés

Adriano Olivetti n'est pas partisan de la nationalisation des monopoles, mais d'une forme de socialisation qui conférait leur gestion aux communautés locales et aux coopératives d'ouvriers, d'employés, de paysans et de techniciens.

Et comme il n'est pas l'homme des idées abstraites, il est passé à réalisation en créant le mouvement « Communità ». Dans 70 localités du Piémont, où le chômage est endémique, des entreprises communautaires sont nées, fabriquant des valises, des moteurs diesel, des vêtements. Les bénéfices sont destinés à parts égales aux ouvriers et à la communauté locale.

Si l'action de « Communità » a certaines ressemblances avec l'action gandhiste et, quoique rigoureusement laïque, avec les expériences communistes-chrétiennes dont le catholicisme italien est riche, elle a la supériorité de disposer d'une doctrine économique complète.

Le « bien peut être contagieux », mais il faut aussi donner du travail à quatre millions de chômeurs, désarmer les monopoles, rénover l'école...

Cet industriel italien spirituel, fougueux et obstiné dans son espoir de voir se créer un monde meilleur où le Beau et le Bien triompheront, a défini lui-même dans le journal du mouve-

(Suite page 14.)

LE MONTREUR

Le récit que nous commençons aujourd'hui a un caractère tout à fait exc dans une lorgnette, aussi puissante, aussi précise soit-elle. Aussi, pour nous raconter l le dernier montreur de marionnettes de Pékin, dont il a choisi de dérouler, sur le mode pays, quotidienne comme l'amour et la misère, simple et tragique comme la Révolution, lecteurs la primeur de ce document qui sera publié en septembre par René Julliard.

LA pièce, aux vitres de papier huilé, était encore sombre, quand Liou se réveilla. Par le trou carré ouvert dans le mur de terre, le ciel apparaissait comme un voile de soie. Tout de suite Liou entendit les gémissements de Petit Dragon, le bébé de Shu-fan sa voisine, dont le logis était séparé du sien par une cloison de planches.

Pas une seconde Liou n'imagina que ce pouvait être les gémissements de l'enfant qui l'avaient réveillé. Ils étaient trop faibles, moins bruyants que le crissement des ailes de la grosse sauterelle, prisonnière dans la petite cage d'osier suspendue au-dessus de la porte. Aucun bruit, du reste, ne pouvait compter en cet instant. Une odeur était dans la pièce ; elle avait fait se remplir de salive la gorge de Liou ; une odeur qu'il n'avait pas respirée, il n'aurait pu dire depuis combien de temps... des mois ou des années : un parfum de riz cuit.

Doucement, il tourna la tête. Sia-ko, sa fille, était accroupie devant le petit fourneau de tôle. Sans bruit, elle attisait la braise, en l'éventant avec une planchette de bois.

— Pas seulement du riz, pensa Liou.

D'ordinaire, on ne respirait dans la demeure qu'une fade odeur de bouillie de farine d'écorces de cacahuètes. Cette fois-ci, non seulement on sentait du riz, mais aussi — Liou venait d'en faire la découverte — un arôme de pains de maïs cuits à la vapeur. Une grande journée se préparait. Demain, sa fille se mariait. Elle commençait les préparatifs de la fête, accommodant à sa manière ce que sa future belle-mère lui avait envoyé. Dans deux jours, il y aurait une bouche de moins à nourrir.

Liou ramena ses mains, paumes à plat sur sa poitrine nue. Il ne faisait pas encore assez jour pour se lever. Et il préférait attendre que la cuisine soit terminée. L'odeur inaccoutumée ne risquait-elle pas de lui chavirer la tête s'il se mettait debout sans manger aussitôt ? Allongé près de lui, son fils Tcha-min dormait encore, la tête inclinée sur le côté, poitrine nue lui aussi. Sa respiration régulière caressait l'épaule de Liou. Tout était pour le mieux ! Le destin avait été favorable à Sia-ko. Elle allait entrer dans une famille d'artisans presque aisés, qui possédait un établi pour réparer les vélopousses ; une famille qui mangeait du riz et de la vraie farine plusieurs fois par mois.

Le jour se lève vite en été. Pendu au mur, le costume rouge de Sia-ko apparut. Elle-même l'avait confectionné. Accroché à un clou, le verre du bocal à poissons d'or brilla. Depuis des années, il n'était plus question d'y mettre le moindre poisson. Le bocal vide servait d'ornement, note brillante dans la grisaille de la pièce, où des bandes de papier journal bouchaient les fissures des murs.

LE fracas d'une escadrille d'avions survolant la ville à basse altitude, éclata brusquement dans le ciel. C'étaient des bombardiers japonais qui filaient vers le Nord. Il sembla à Liou que le kang (1) tremblait sous ses reins et son fils, troublé dans son sommeil, poussa un grognement. Déjà les avions étaient passés. Petit Dragon continuait à geindre.

Tous les jours — souvent au petit matin — des avions japonais passaient ainsi au-dessus de la ville. Depuis longtemps, Liou s'était habitué à leurs miaulements furieux de tigres en colère. Mais cette fois-ci, le fracas des moteurs ne lui parut pas ressembler à celui des jours précédents. « Pourquoi ? » se demanda-t-il. La réponse vint lentement à son esprit. Il se rappela ce qu'il avait entendu dire par Mitchiteh, le jongleur de sabres du marché du Pont du Ciel.

Il évoqua la scène. Il venait d'achever ses représentations et emballait ses marionnettes, en compagnie de son fils Tcha-min. Mitchiteh s'était approché d'eux, ses bras nus couverts de bracelets de cuivre, son visage plat et rond de Mongol éclairé par un grand sourire qui faisait disparaître ses yeux. Il leur avait dit qu'une bombe nouvelle avait éclaté sur une ville du Japon, qui avait été complètement détruite. Une bombe inventée par les Américains et comme jamais les hommes n'en avaient utilisé. « Après cette bombe, la guerre va finir, avait dit Mitchiteh ; les Japonais vont partir ». Malgré sa joie, il avait parlé à voix basse, à cause des soldats nippons qui circulaient partout avec leurs uniformes pouilleux — elle était loin l'armée japonaise astiquée à neuf des années précédentes ! — presque aussi pouilleux que les Chinois eux-mêmes.

— Cela est-il concevable ? avait répondu Liou.

Pouvait-on croire tout ce que disait Mitchiteh ? D'où tenait-il toutes les nouvelles qu'il racontait. Quelques jours auparavant, il avait déjà dit que la guerre allait finir, parce que les Russes venaient d'attaquer les Japonais. La guerre pouvait-elle finir un jour ! Il y avait si longtemps qu'elle durait. Ce Mitchiteh était vraiment un homme étrange ; et pas du tout brutal malgré sa force. Bien qu'il fût Mongol, personne ne songeait à lui en faire grief. Quand il faisait tourner ses sabres autour de lui, tout le monde tremblait rien qu'à le regarder. Il était comme environné d'éclairs. C'était lui qui gagnait le plus d'argent de tous les bateleurs du Pont du Ciel. Les soldats japonais eux-mêmes lui jetaient parfois des billets, à la fin de ses exercices.

Derrière la cloison, d'une voix à peine perceptible, Shu-fan se mit à chanter une complainte pour calmer son enfant. Les gémissements de Petit Dragon se firent plus faibles. Mais une chanson qui ne peut rien contre la faim d'un homme, comment pourrait-elle calmer celle d'un enfant né l'année précédente, même sous un bon signe : pendant la période des grains qui s'emplissent. Toujours accroupie devant le petit poêle, Sia-ko fit couler une pelletée de poussière de charbon sur les braises. Elle travaillait comme une ombre, un véritable génie du foyer. Personne ne l'entendait jamais.

Des bruits commençaient à parvenir de la ruelle passant devant la cour de la maison. Un marchand de légumes cria au loin, annonçant des pousses de bambou. Sa voix se perdit bien vite. Il traver quartier sans s'arrêter. Qui aurait pu lui ache ce misérable endroit un mets aussi délicat !

Autrefois, cela faisait des années, avant l'a des Japonais, Liou se levait aussitôt réveillé. une époque où il lui arrivait parfois de gagner d'argent pour nourrir presque convenablem famille. Il se trouvait toujours une occupation de partir en fin de matinée pour donner ses sentations à l'autre bout de la ville : tantôt un de marionnette à sculpter, tantôt un costume boyant de dorures à racommoder. Il en avait maintenant le besoin. Seul montreur exerçant à Pékin, les pantins qu'il possédait lui suffi Pourquoi en aurait-il sculpté d'autres ? Ave argent aurait-il acheté la laque pour préparer selon la mode du Foukien ou même pour curer la peinture ordinaire qu'il savait rendr lante avec un peu de blanc d'œuf.

Le souvenir de Mitchiteh restait dans l'esp Liou. Parce qu'il y avait quelque chose qu'il n prenait pas entre le jongleur de sabres et so Pas tellement une affection, mais une compréh qui l'effrayait. Il lui suffisait d'évoquer le d'admiration de Tcha-min se posant sur le jo quand ce dernier parlait. A dix-huit ans, on e sible à tant de choses qui échappent à la co hension d'un père de plus de cinquante ans. repensait maintenant au Mongol refusant de sa redevance quotidienne à Cheval borgne. le jour même où il avait raconté à Liou qu Russes avaient attaqué les Japonais. « Viens cher ton argent jusque dans mes poches ! » a crié à Cheval borgne, en faisant tournoyer ses devant lui. De mémoire de bateleur, jamais pe ne s'était permis une telle violence sur le terr du Pont du Ciel. Une seconde d'effroi avait Puis beaucoup de témoins avaient éclaté de r cause de la tête que faisait Cheval borgne. pour lui une humiliation suprême, une perte d totale. Il était devenu verdâtre comme un m son œil unique lançait des éclairs. Vraiment, tude de Mitchiteh ce jour-là n'avait pas été r nable. Pourquoi se rebeller contre l'ordre é A quoi cela lui avait-il servi ? Cheval borgne revenu une heure plus tard avec Tigre be Lézard sans queue et quatre autres. Mitchiteh dû payer le double de sa redevance habituelle gré ses sabres, qu'aurait-il pu faire contre six mes, tous aussi vigoureux que lui ? Ils étaient nourris, au service du « Dominateur du Ci

---

✶ **TCHA-MIN, le jeune homme ardent:** ***Je rêve ou je suis fou: cette maison sent le riz***

✶ **SHU-FAN, la jeune veuve triste:** ***Je ferai n'importe quoi pour sauver Petit Dragon***

✶ **SIA-KO, la petite fiancée:** ***Une fille convenable ne peut dire ce qui lui plait en son mari***

✶ **LIOU, le montreur de marionnettes:** ***Les avions japonais sont des tigres en colère***

✶ **YU-PI, la vieille courtisane:** ***Vos pas vous conduisent-ils vers le jardin des dix mille pivoines ?***

---

(1) Le kang est une construction surélevée, généralement en terre, à l'intérieur des maisons chinoises. Il a la particularité d'être creux, ce qui permet d'allumer du feu à l'intérieur. Ainsi le kang est en hiver source de chaleur. Tous les membres d'une même famille y dorment côte à côte. On peut en voir encore dans presque toute la Chine. Mais il est devenu très rare dans les centres urbains. Quelques maisons des quartiers misérables en possèdent encore à Pékin.

LE DOCUMENT ATTENDU

Un message d'espoir

C'EST la première fois, depuis que « L'Express » existe, que nous proposons à nos lecteurs un document aussi long. Le texte de l'exposé (1) de Pierre Mendès France sur la paix en Algérie, et l'avenir de la France en Afrique, nous a paru justifier cette publication exceptionnelle. Pourquoi ?

Il répond, nous semble-t-il, à la question que se posent presque tous les Français avec angoisse : *Y a-t-il un moyen, une méthode, une politique pour arrêter la guerre et pour faire de nouveau œuvre constructive en Afrique ?*

Mendès France le croit. C'est pour cette raison qu'il a démissionné du gouvernement. Il a voulu être libre d'exprimer sa conviction que la politique actuelle reprend exactement, à propos de l'Algérie, les mêmes erreurs, les mêmes illusions que nous avons connues et expérimentées pendant si longtemps en Indochine, en Tunisie, au Maroc. Il croit qu'il y a une autre politique, qui nous est enseignée par toutes ces expériences passées, et qu'il n'est pas trop tard pour la mettre en œuvre.

CETTE politique de salut ne peut pas se résumer dans une formule, ni dans un statut juridique. Si on pouvait la décrire, en quelques points, comme un plan, il suffirait de peu de pages. Mais, précisément, il s'agit d'autre chose : il s'agit d'une conception d'ensemble, d'un état d'esprit, d'une direction générale d'action, qui ne prennent leur sens, leur valeur, que dans un exposé complet.

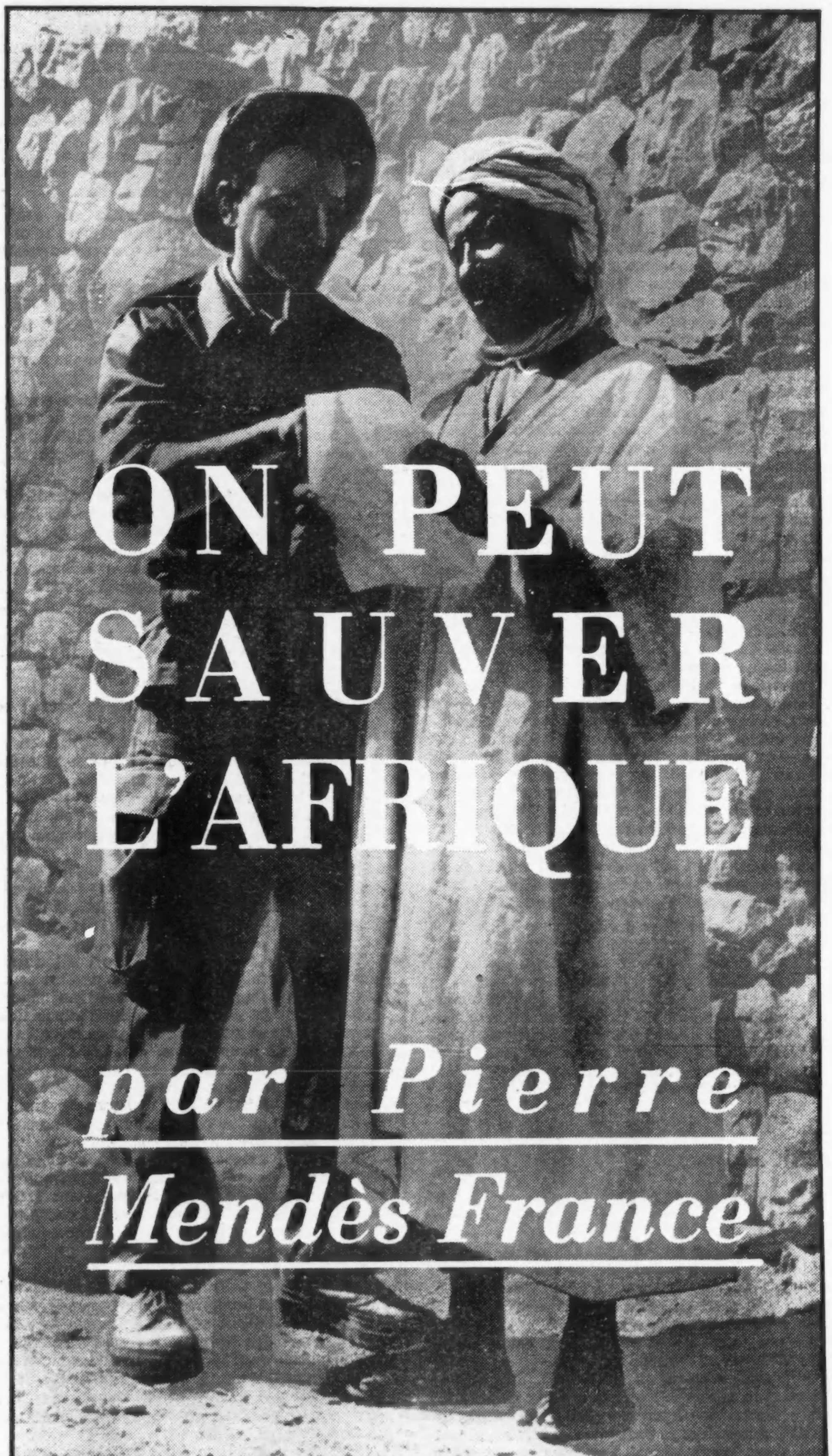
Un tel exposé doit nécessairement comporter les raisons historiques et humaines de cette politique, les leçons de l'expérience, les preuves de son succès, et les conclusions pratiques pour la crise actuelle. C'est là ce que contient le texte de Mendès France. Il n'aurait aucun sens par petits bouts ; il prend, au contraire, une vraie puissance de conviction, dans son ensemble.

LA nation connaît aujourd'hui la sensation douloureuse d'être saisie entre les deux pinces d'une tenaille : la guerre ou l'abandon. Voici un message d'espoir : il y a une ouverture, il y a une voie vers le salut. Nous pouvons, de nos mains, recréer la paix et la confiance. Cette chance est à notre disposition : mais il faut la voir, la comprendre, la saisir.

En songeant à ce qui est en jeu dans les semaines qui viennent, à tout ce qui a été perdu, gâché, déchiré au cours de l'été dernier, à tout ce qui pourrait l'être, d'une manière infiniment plus grave encore, cet été — on souhaite que les Français lisent ce texte, avant qu'il soit trop tard... Nous le livrons à nos lecteurs.

(1) *Prononcé le 8 juin devant le Comité exécutif radical.*

☆



☆

Au moment où la France était faible, prisonnière, asservie... pas une seule révolte, pas une seule dissidence dans tous ces territoires! Pourquoi cette fidélité alors?... Et pourquoi cette révolte aujourd'hui?

RIEN aujourd'hui, dans notre vie nationale, n'approche en importance le drame qui se joue sur cette terre d'Algérie, intimement liée à la nôtre, et menacée d'une séparation qui serait désastreuse pour elle comme pour nous.

Dans ces mois, dans ces heures, nous affrontons la responsabilité de notre génération. Plus tard, nous jugeant, sans doute nos enfants diront-ils : « C'est eux qui, dans ce moment historique, ont sauvé ou ont perdu la cause de la France en Afrique ». Le destin français est en jeu.

Personne ne peut donc s'étonner que, dans nos débats, l'Algérie occupe le premier rang, et dicte nos décisions, quels que soient les autres problèmes que nous ayons dans l'esprit.

Beaucoup m'ont demandé d'apporter ici une explication aussi minutieuse, aussi complète que possible sur cette grande affaire. Le moment est venu de donner suite à ce que nous avons dit jusqu'à présent de l'Algérie, soit pour reconnaître notre erreur si nous nous étions trompés ; soit, si nous croyons que nous ne nous sommes pas trompés, pour adapter nos conclusions à la situation actuelle.

Mais, avant tout, je veux évoquer cette jeunesse française, une fois encore appelée au combat, et qui répond avec un magnifique sens du devoir, avec une émouvante gravité, à l'appel qui lui est adressé. Tous les témoignages concordent, pour faire l'éloge du moral, de la dignité, du comportement humain envers les populations de l'Algérie, de ces jeunes hommes brusquement éloignés de leur famille, de leur profession, de leurs écoles, et qui accomplissent un devoir dont ils savent la portée et la gravité.

Notre devoir à nous, notre devoir vis-à-vis d'eux, en raison même de ce que nous leur demandons, consiste à tout faire pour que leurs épreuves — qui vont jusqu'au sacrifice — soient mises au service de la politique correspondant le mieux au but qui est le leur, et qui est le nôtre : rétablir le plus vite possible la paix en Algérie, dans des conditions qui sauvegardent, et qui consolident pour l'avenir, cette étroite association franco-musulmane, aussi indispensable à l'intérêt de la France qu'au progrès et à la prospérité de toutes les populations de l'Afrique du Nord.

Oui, la rupture du lien qui unit depuis si longtemps la France et le Maghreb serait un grand malheur pour tous : pour les Africains du Nord comme pour nous. Et ce péril est si grand que nous serions impardonnables de nous tromper encore une fois, de choisir encore une fois la mauvaise voie, et de compromettre un intérêt vital dont nous avons, dans ces mois tragiques, la lourde responsabilité.

Au moment de faiblesse

Je ne veux pas m'arrêter sur le passé, mais je ne peux pas ne pas évoquer, ne pas rappeler ce contraste impressionnant entre le spectacle qu'a donné l'Empire français au monde étonné, à l'heure de nos pires épreuves de 1940 à 1945, et celui que nous offre aujourd'hui cette Union française qui en a pris la suite.

Oui, souvenons-nous : 1940-1945. La France prisonnière, asservie. Et de toutes ces terres lointaines, demeurées heureusement libres, d'innombrables volontaires se sont levés et ont versé leur sang pour notre salut. Partout, ce spectacle extraordinaire et émouvant, ces territoires qui se dressaient pour le salut de la métropole envahie, ces territoires qui donnaient le signal de la bataille libératrice, qui ralliaient le général de Gaulle — à l'heure où tant des nôtres, disons-le franchement, hésitaient encore.

Dans tous ces territoires, au moment de notre plus grande faiblesse, pas une seule révolte, pas un mouvement de dissidence contre la France, pas une velléité contre la France. Partout, le patriotisme le plus fidèle et le plus résolu. Pourquoi ?

Cette fidélité, qu'est-ce qui nous l'a value dans cette période ? Est-ce la force ? Non. De forces, nous n'en disposions guère, hélas ! et les quelques armées que nous avions encore, étaient engagées dans le combat contre l'ennemi.

Ce n'est pas la force, ce n'est pas la puissance militaire qui a maintenu alors autour de la France, elle-même prisonnière, tant de territoires attachés à notre destin. Non, c'est le souvenir de nos bienfaits, le souvenir de tout ce que nous avions apporté à ces populations, d'émancipation, de dignité humaine, de liberté.

Oui, les fils des esclaves que nous avions libérés se souvenaient de ce que nous avions fait pour leurs pères ou leurs grands-pères.

Sans doute, tout n'allait pas toujours pour le mieux dans ces territoires ; des fautes avaient été commises, et ces populations avaient encore un long chemin à parcourir dans le sens de leurs aspirations sur le plan social comme sur le plan politique. Mais ce chemin elles entendaient le parcourir avec nous, sous notre égide et avec notre aide. Et nous-mêmes, nous proclamions notre volonté de les y conduire.

Nous avons marqué notre gratitude pour tant de fidélité, d'affection et de confiance ; nous avons pris, aussitôt après la Libération, l'initiative des réformes émancipatrices et des progrès à accomplir.

Nous avons fait, à l'heure même du combat, et plus tard quand nous avons été libérés, des promesses solennelles, pour montrer qu'en manière de confiance réciproque et de gratitude, nous voulions donner à ces pays ce qu'ils attendaient de nous.

Ce qui a été promis

Ce furent les déclarations de la Conférence de Brazzaville ; ce fut l'émouvant préambule de la Constitution de 1946 et son titre VIII ; ce furent les accords franco-vietnamiens de 1946-1947 ; la promesse d'autonomie interne, dix fois répétée, à la Tunisie, et le statut de l'Algérie voté par le Parlement en 1947.

Sans doute peut-on discuter ces textes, et nous-mêmes nous l'avons fait parfois. On peut montrer qu'ils contenaient des erreurs techniques, des imprudences — peut-être même, disons-le franchement, des exagérations.

Mais, en tout cas, l'orientation était claire et elle a été parfaitement comprise par les populations intéressées. Nous proclamions la fin de l'ère colonialiste ; la promotion politique et sociale des populations autochtones ; les transferts de responsabilités à leurs élites, ces élites que nous-mêmes avions formées ; la transformation de l'ancien Empire, fondé sur la domination militaire, en une union volontaire de peuples trouvant dans leurs intérêts communs la base essentielle de leur association.

Voilà ce que nous avons déclaré après la Libération, ce que nous avons promis, ce que nous avons annoncé — ce que le Parlement français a voté et ratifié. Et ces transformations, dans la plus claire tradition française, répondaient à notre doctrine, à notre conviction profonde, à notre foi.

Elles étaient d'autant plus nécessaires qu'au même moment un immense mouvement d'émancipation se réalisait partout à travers le monde, que partout des peuples, jusque là asservis, se mettaient en marche vers la liberté, et que dans ce mouvement général, qui sans doute n'affectait pas les mêmes formes dans chaque pays, selon le degré de maturité et d'évolution, la direction était partout la même.

N'oublions pas qu'il y a 450 millions de musulmans à travers le monde et que 400 millions d'entre eux, c'est-à-dire les neuf dixièmes, au lendemain de la guerre, se voyaient octroyer l'indépendance — au moins en paroles. Les seuls qui restaient reliés à une métropole, à une puissance anciennement coloniale, anciennement colonisatrice, c'étaient justement ceux qui dépendaient de nous.

Il était donc nécessaire, non pas de leur reconnaître — j'en parlerai, tout à l'heure — une indépendance totale, qui sans doute n'était pas dans le sens de leur véritable intérêt, mais au moins de montrer que nous comprenions le grand mouvement universel et que nous-mêmes cherchions à adapter aux réalités du XXe siècle nos rapports avec tous ces peuples, serrés autour de nous.

Déjà les mêmes mensonges

Or, la première expérience que nous avons faite de ces nouveaux principes — proclamés par nous-mêmes — montra, reconnaissons-le, que nous n'étions pas prêts, sincèrement et pleinement, pour cette « reconversion ».

Je ne reviendrai pas sur le lamentable drame indochinois, sur le sabotage des accords de 1946-1947, sur cette longue série d'erreurs, d'occasions perdues, de maladresses et surtout de mensonges ! Mensonges à l'égard des Vietnamiens, auxquels nous parlions continuellement de « réformes sociales » et de « réformes politiques », puis « d'autonomie », et finalement « d'indépendance », tandis qu'on réprimait les velléités nationales, les expressions sincères d'un patriotisme éveillé par nos propres principes et enseigné dans nos propres écoles, tandis qu'on étouffait les tentatives de libération à l'égard des exploitations colonialistes les plus rétrogrades.

Mensonges aussi à l'égard des Français, puisqu'on nous disait et on nous répétait — vous avez tous lu cela dans les journaux — que la masse dans cette immense péninsule indochinoise nous était fidèle et attachée ; que nous n'avions en face de nous « qu'une poignée de fanatiques et d'agitateurs » qui ne représentaient rien ; que la victoire militaire était assurée, qu'elle était prochaine, qu'il suffisait d'attendre encore quelques mois et de faire un petit effort supplémentaire pour cueillir enfin les fruits de nos sacrifices.

En fait, ce qui se passait là-bas, au contraire, c'était le divorce croissant entre le peuple vietnamien et nous. La rébellion armée aurait été peu de chose, surtout au début, si elle n'avait obtenu, par notre faute, le concours de la population tout entière. De là ces échecs que nous avons subis, cette longue série d'affreuses et sanglantes déceptions : Caobang, Na-San, et finalement, Dien-Bien-Phu !

La situation militaire au printemps 1954, il paraît que certaines gens à la mémoire courte l'ont oubliée. Aujourd'hui, ils spéculent à froid sur ce qu'on aurait pu faire, ou dû faire. Ils prétendent que ce fut une grande maladresse que de signer les Accords de Genève. Ceux-là, je les renvoie au rapport rédigé par le général en chef, le général Ely, qui, le 13 juin 1954, avait adressé au gouvernement, à Paris, un rapport exposant exactement la situation militaire, la dépeignant comme désespérée, et demandant avec désespoir — c'est bien le mot qu'il convient de répéter — que le plus vite possible — car on ne pouvait plus tenir, fût-ce quelques semaines — la trêve permît de sauver ceux des nôtres qui étaient là-bas, et sur la tête desquels pesaient les plus effroyables dangers.

Il ne restait plus, hélas ! qu'à tirer la conclusion cruelle de cette série de fautes, qui fut aussi une série de dissimulations.

Au moins que cette leçon nous serve !

Prendre l'initiative

D'autres pays, après les mêmes expériences et les mêmes échecs, ont su en tirer l'enseignement. Les Hollandais ont commis en Indonésie des erreurs semblables qu'ils ont payées du même prix que nous. Mais ils ont compris. Et, en ce qui concerne leurs autres colonies des Indes occidentales, Surinam, Curaçao, les Antilles hollandaises, très rapidement, avant même d'être sollicités, ils ont pris l'initiative de réformes profondes, de larges progrès démocratiques, en vue de réaliser une association fraternelle et volontaire entre les

MENDES FRANCE : « ON PEUT SAUVER L'AFRIQUE ! »

anciennes colonies et la métropole. De telle sorte qu'aujourd'hui, dans ce qui reste de l'empire colonial néerlandais, la paix, la coopération sont rétablies ; on ne connaît pas ces drames qui déchirent, hélas ! aujourd'hui les territoires sur lesquels flotte le drapeau français.

Eh bien ! j'ai pensé en 1954 qu'à l'exemple de nos voisins des Pays-Bas, nous devions retenir l'enseignement des événements d'Indochine, que nous devions, le plus vite possible, prendre l'initiative de ce que j'appelais une « reconversion » dans nos territoires et, avant tout, ceux de l'Afrique du Nord, où déjà se manifestait une fermentation inquiétante. Je pensais à la Tunisie.

Les mêmes, qui ont la mémoire courte, et dont je parlais tout à l'heure, sont enclins à dire aujourd'hui que tout allait très bien en Tunisie en 1954 ! Ils oublient le terrorisme qui régnait dans les villes, ils oublient les fellagha qui tenaient le bled. En fait, au point de vue de l'ordre public, et des dangers que couraient les populations, la situation de la Tunisie était assez comparable à celle de l'Algérie aujourd'hui.

Que fallait-il faire ?

Dix gouvernements français, je l'ai déjà rappelé, avaient promis l'autonomie interne ; il s'était même trouvé un ministre des Affaires étrangères qui, parlant de la Tunisie, avait évoqué son indépendance.

Alors, une question doit être posée encore une fois. Je l'ai fait bien souvent, sans qu'on y ait jamais répondu. Quand la parole de la France est ainsi engagée, quand dix gouvernements successifs ont promis à un territoire l'autonomie interne, oui ou non, cette parole est-elle destinée à être tenue ? Est-ce seulement viande creuse de réunions électorales ? Est-ce seulement démagogie dilatoire, destinée à ne rien régler, et à léguer aux prochains gouvernements les difficultés qui ne manqueront pas de se produire ? Ou bien a-t-on l'intention, lorsqu'une promesse de ce genre est faite au nom de la France, par un gouvernement français, de la tenir ?

Je dis, pour ma part, que dans la vie publique la parole doit avoir au moins autant de valeur, sinon plus, que dans la vie privée. Je dis que lorsqu'un pays comme la Tunisie a reçu un engagement comme celui-là, c'est une simple question d'honneur — et j'ajoute : une simple question d'intelligence politique, de réalisme politique et d'intérêt français — que de tenir cet engagement, aussi souvent et aussi solennellement répété.

Mon initiative de juillet 1954 — le voyage de Carthage — n'apportait aux Tunisiens aucune promesse nouvelle, mais elle proclamait, d'une manière spectaculaire, que la parole de la France allait enfin être tenue.

Du coup, nous avons restauré la confiance perdue, le crédit gaspillé pendant dix ans. Et nous avons alors assisté à un mouvement populaire émouvant. Partout à travers le royaume de Tunis, partout l'enthousiasme fut extraordinaire. Il suffit d'évoquer le voyage qui fut alors effectué par le Résident général, le général Boyer de Latour : alors que son prédécesseur ne pouvait pratiquement pas sortir de la résidence sans des protections militaires à la fois humiliantes et ridicules, le général Boyer de Latour put parcourir toutes les villes, toutes les bourgades de ces territoires dont il avait la responsabilité, pratiquement sans protection ; et partout il fut l'objet de manifestations, je peux dire délirantes, de foi et d'amour pour la France.

L'armée dans la négociation

Oui, brusquement, le contact, la confiance étaient rétablis. Et nous étions alors en état d'avoir avec les Tunisiens la franche et loyale discussion nécessaire pour établir les bases nouvelles de notre coopération.

Du coup, nos précautions, les limites que nous avions posées nous-mêmes aux décisions annoncées, n'apparaissaient plus comme des échappatoires malhonnêtes, ou comme des astuces pleines d'arrière-pensées, mais comme des preuves de loyauté, de probité, comme la marque de notre volonté d'éviter les équivoques, les ambiguïtés, les malentendus.

Car la loyauté exige, certes, qu'on respecte les engagements pris, mais elle exige aussi que ceux-ci soient, dès l'abord, clairement définis, c'est-à-dire avec leurs conditions et avec les limites que l'on est décidé à ne pas dépasser.

Quant à notre volonté de faire respecter nos droits et nos intérêts, elle a été nettement manifestée en Tunisie, par une présence militaire renforcée — renforcée, je le précise, au-delà des demandes de nos chefs militaires car son objet, dans notre esprit, n'était pas principalement opérationnel, mais politique et psychologique.

Rassurer nos compatriotes, affirmer aux yeux de tous notre résolution de ne pas nous laisser déborder, tels étaient nos mobiles, et chacun là-bas les a parfaitement compris.

Ainsi, la présence de l'armée française n'était pas incompatible avec la négociation que nous menions : elle faisait partie de la négociation, elle était une condition même de son succès.

Le discours de Carthage, la constitution d'un gouvernement national à Tunis, l'ouverture de discussions franches et loyales avec lui, entraînèrent l'accalmie, la détente, la fin du terrorisme dans les villes ; et en novembre 1954 les fellagha, parce qu'ils se sentaient isolés en présence d'un mouvement d'opinion irrésistible, étaient amenés à déposer leurs armes ; opération critiquée par ceux qui ignorent tout de ces problèmes, alors qu'elle est très exactement dans la tradition de Lyautey.

Les pourparlers franco-tunisiens étaient pratiquement achevés en février 1955. Ils étaient restés jusque là, et sans réserve, dans le cadre strict de la déclaration de Carthage, dans le cadre proposé par le gouvernement français.

L'hésitation française qui se manifesta à cette époque, et qui fut caractérisée par la chute du gouvernement que je présidais, fut contraire à nos intérêts — je n'hésite pas à le dire — car elle permit à nos interlocuteurs de remettre en cause plusieurs points qui avaient été acquis. Et le gouvernement suivant, sous la pression des circonstances nouvelles, dut renoncer à plusieurs positions importantes que nous avions fermement maintenues et que nous n'aurions pas abandonnées.

Ces concessions paraissent secondaires, aujourd'hui, sinon pour nous rappeler que toute déviation, toute faiblesse, tout temps perdu dans l'exécution d'un dessein de cette nature, tout flottement vis-à-vis des populations qui nous observent et qui s'interrogent sur nous, toute tentative de ne pas respecter intégralement et loyalement un engagement national une fois pris, se traduisent toujours par un recul. Nous en verrons tout à l'heure un exemple, hélas ! beaucoup plus important encore.

Quoi qu'il en soit, l'affaire tunisienne constituait une victoire de la volonté de conciliation et de réconciliation, une victoire de l'idée de progrès réalisée par l'accord des parties en cause, et non pas par la force dont l'une de ces parties use contre l'autre. Et en ce sens, c'était un précédent qui aurait dû avoir une portée et des conséquences considérables.

Une future fédération...

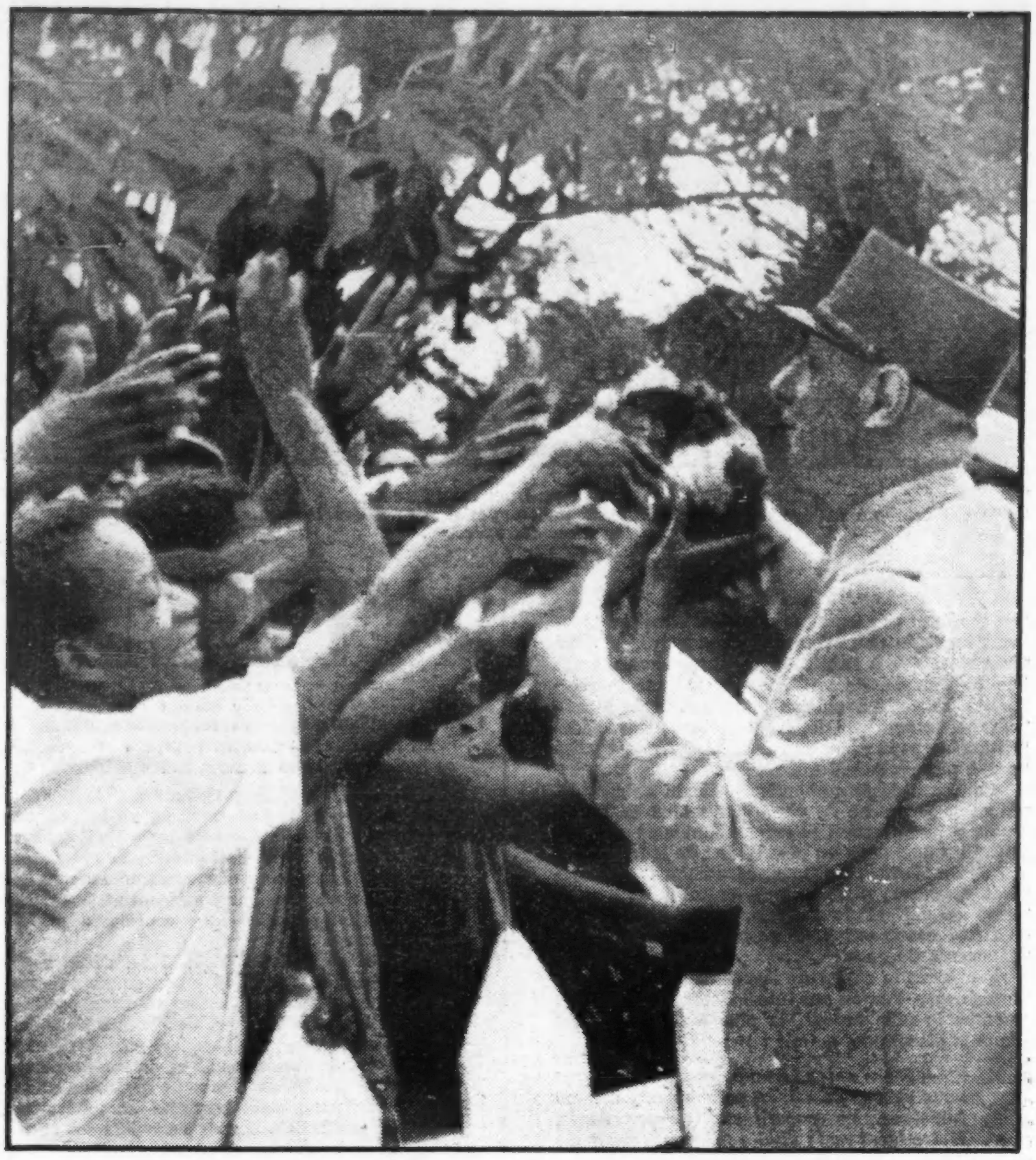
Quelle était donc la doctrine qui se dégageait de ces conventions ?

Les Conventions distinguaient en réalité deux sortes de compétences, deux sortes d'attributions politiques. Il y avait d'une part les affaires d'intérêt proprement local, les affaires d'ordre interne : l'administration générale, l'enseignement, les transports et communications, l'hygiène, la santé publique, les lois sociales, le budget, etc. Ces affaires étaient remises aux autorités régionales, aux autorités locales, pour autant qu'elles disposaient des hommes leur permettant de les traiter, de les administrer.

D'autre part, il y avait des affaires d'intérêt commun, intéressant aussi bien le pays en question — la Tunisie — que la France : c'était la défense, la politique extérieure, la sécurité générale, la monnaie. Ces affaires-là restaient de compétence française.

Certes, la distinction que je viens de faire entre les affaires d'ordre interne et les affaires d'intérêt commun n'était pas figée une fois pour toutes. On pouvait prévoir des progrès, des transferts successifs de l'autorité française à l'autorité locale, à mesure que s'affirmerait sa maturité, sa compétence. C'est ce que nous avions prévu, par exemple, dans des délais, selon les cas, de dix ans, quinze ans, vingt ans, pour la justice, la police, etc.

Mais une autre évolution intéressante aussi était envisagée : les affaires d'intérêt commun, au lieu d'appartenir en propre et définitivement au seul gouvernement français, pourraient être peu à peu traitées par des autorités qui ne seraient plus strictement et étroitement françaises, pourraient être remises à des organes communs, créés →



Le général de Gaulle en Afrique Noire
« Nous proclamions la fin de l'ère colonialiste... la transformation de l'ancien Empire en une union volontaire des peuples ».

LA FIN DE DIEN BIEN PHU
« Mensonges à l'égard des Vietnamiens... mensonges à l'égard des Français ; jusqu'à une situation désespérée ».

LES FELLA
« Alors que son prédécesseur ne pouvai manifestation

en commun par les pays associés. Ainsi se trouvait amorcée une évolution progressive, adaptée à la maturité, à l'aptitude, à l'expérience acquise de la Tunisie, de ses élites et de ses gouvernants. Et cette évolution pouvait fournir le modèle, et le point de départ pour une future fédération de pays associés sur le pied d'une égalité peu à peu réalisée.

Ce grand dessein aboutirait, en fin de compte, à un groupement de pays souverains et libres, mais volontairement et étroitement unis et alliés dans les domaines les plus vitaux de leur activité générale, d'ordre politique, économique, commercial, financier, diplomatique, culturel, comme le sont les nations du Commonwealth britannique.

Cette construction de sagesse et de patience dépendait de nous.

Peu après la signature des conventions franco-tunisiennes, l'un de nos interlocuteurs, qui s'était montré le plus ardent, le plus difficile parfois dans la discussion, me dit :

> *— Bien entendu, ces conventions que nous venons de signer, pour nous, patriotes tunisiens, ne constituent qu'une étape. Notre idéal reste l'indépendance, mais nous allons maintenant mettre en œuvre ce qui vient d'être convenu, le digérer, et nous vous en reparlerons dans quinze ans.*

Ainsi, nous avions quinze ans pour gagner notre pari. Je dis quinze ans parce que mon interlocuteur a cité ce chiffre, mais bien entendu, selon les circonstances, cela aurait pu être dix ou vingt ans ; mais enfin d'après ce témoin particulièrement qualifié, nous avions quinze ans devant nous. C'est-à-dire quinze ans pour conduire ce pays à l'indépendance telle que je la définissais tout à l'heure, en lui épargnant l'anarchie des improvisations et le chaos provoqué par les forces centrifuges du dehors.

Ils comprenaient ce langage

Eh bien ! au risque de paraître très conservateur, je répète que telles étaient nos perspectives au moment où nous discutions avec les membres du gouvernement tunisien et avec le chef national qui avait animé leur combat depuis un quart de siècle ; et je continue à croire, dans un temps où l'indépendance totale est à la mode, que ce processus était le bon. Je n'ai jamais rien cédé qui puisse mettre en danger son déroulement.

En traitant les affaires de Tunisie, je songeais au Maroc, au Cameroun, à Madagascar, etc. Que les dispositions arrêtées dussent être figées *ne varietur*, je ne l'ai jamais pensé. J'insistais sur la nécessité de remodeler, à tout instant de l'évolution, chaque solution, chaque transition, selon le degré de maturité, selon l'aptitude des élites, selon les besoins particuliers de chaque territoire.

Parlant à des personnalités marocaines en 1954, il m'est arrivé de leur dire : la solution tunisienne montre la route que nous suivrons un jour ensemble. Mais votre pays est plus vaste, plus difficile à gouverner ; vos cadres expérimentés, un peu par notre faute d'ailleurs, sont relativement moins nombreux qu'en Tunisie. Peut-être dans plusieurs domaines ne pourrez-vous pas recevoir, dès l'abord, l'ensemble des responsabilités qui vont revenir au gouvernement tunisien. Des transitions seront nécessaires. Plus tard, dans quelques années, vous rejoindrez telle ou telle disposition valable aujourd'hui pour la Tunisie, mais qui serait prématurée au Maroc, et puis plus tard, au gré de l'évolution, vous irez encore au delà. Nous discuterons des délais, des modalités : l'essentiel, leur disais-je, c'est que vous n'ayez aucun doute sur la direction, sur le but.

ATTENTION ! LE

Et mes interlocuteurs marocains comprenaient ce langage et le trouvaient raisonnable.

Eux aussi, ils pensaient à l'indépendance comme à un but final et ne le cachaient pas ; mais ils savaient aussi qu'il était raisonnable de ne l'atteindre que progressivement, sans réticence réactionnaire ou colonialiste d'une part, mais aussi sans précipitation inconsidérée, sans imprudence dangereuse.

Si en juillet-août 1955 on s'était inspiré de cet état d'esprit, nous aurions donné à la crise marocaine une solution équilibrée dans l'esprit même des conventions tunisiennes, une solution adaptée à l'état du pays, de ses hommes et de ses besoins. Et l'application au Maroc de formules, non pas identiques, mais inspirées du même esprit qu'en Tunisie, aurait consolidé les conventions tunisiennes, et nous serions entrés dans la voie d'une évolution parallèle, sagement orientée et conduite, faisant une part large et légitime au jeune nationalisme de ces pays, mais évitant le saut dans l'inconnu auquel depuis, vous le savez, nous avons été acculés.

Un spirituel jeu de mots

Vous savez en effet, ce qui s'est passé ; au Maroc se posait une question douloureuse, la question du trône. Sur l'ordre du gouvernement de l'époque, le Résident général, M. Grandval, avait préparé une solution qui fut sur le point de réussir. Vers le 10 ou le 12 août 1955, les nationalistes marocains s'y étaient ralliés et les Français du Maroc s'y étaient résignés. Ce fut un grand malheur pour tous que des oppositions violentes, à la veille du succès, se soient produites en France, non pas au Parlement, qui à ce moment était en vacances, mais au sein du gouvernement. Si bien que lorsque se réunit la Conférence d'Aix-les-Bains, on avait l'impression qu'il était question, non pas de négociations entre les Français et les Marocains, mais entre tel groupe de ministres français et tel autre groupe de ministres français.

Entre ceux-ci intervinrent les transactions médiocres et les compromis sans courage que vous savez. Vint alors l'échéance du 20 août, avec les horreurs atroces qui se déroulèrent ce jour-là. Beaucoup de temps fut perdu et la chance que nous avions failli saisir, vola en éclats. Les nationalistes marocains se prirent à espérer plus et se mirent à réclamer le retour immédiat du Sultan exilé, auquel ils avaient momentanément renoncé. Les Français du Maroc, de leur côté, reprirent leur opposition un instant affaiblie ; le Résident Grandval fut limogé. Son successeur entreprit une nouvelle politique, renonçant à obéir au gouvernement, ou à ce qu'il en restait.

Nous avons alors perdu la face. De même qu'un ressort, comprimé trop longtemps et trop fort, lorsqu'il se détend enfin, frappe d'autant plus violemment et va d'autant plus loin, de même nous nous sommes trouvés, en l'espace de quelques jours, en présence d'un de ces coups d'Etat comme l'histoire en offre peu d'exemples. Le Sultan exilé fut ramené de Madagascar. D'abominable ennemi de la France il devint, du jour au lendemain, un souverain aimé, respecté, ami traditionnel de notre pays ! Là-bas il était prisonnier, ici on lui présenta les armes. Tous espoirs subitement étaient placés en lui, et da la corbeille des épousailles bâclées, on plaça sa réserve, sans délai le cadeau suplémentaire l'indépendance totale.

Les mêmes qui avaient trouvé les conve tions tunisiennes trop audacieuses, proc mèrent sans coup férir l'indépendance Maroc, tempérée j'en conviens — les Fr çais y sont toujours sensibles — par spirituel jeu de mots sur l'interdépendance

Seulement, si l'on a dupé le peuple frança avec le mot d'interdépendance, dont person d'ailleurs n'a jamais pu donner une définiti

> **Allons-nous de nouveau, comme en Indochine, et comme au Maroc, comprimer le ressort jusqu'à ce qu'il fasse tout sauter ?**

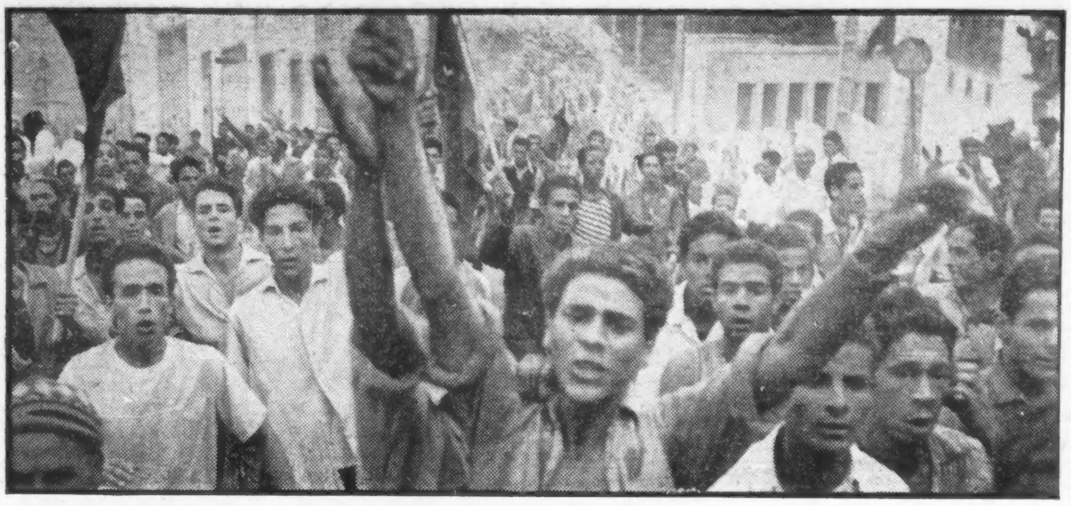
valable, ce mot n'a pas suffi à maîtriser l'exp sion d'enthousiasme irrésistible qui s'est produ au Maroc lorsque le souverain exilé est ren triomphant, lorsqu'il a officiellement proclamé fin du protectorat et l'indépendance de son pa et de son peuple.

Au risque, je le répète, de paraître vi jeu, je considère qu'il y eut là un vérita saut dans l'inconnu. Il est à l'origine toutes les difficultés qui se produisent jourd'hui dans certaines régions du Mar où l'autorité française a été déchue d seul coup, tandis qu'une nouvelle auto n'est pas encore installée.

Pas le moindre soupçon

Bien entendu, les conséquences de ce qui av été si soudainement décidé pour le Maroc, pouvaient pas ne pas s'étendre à la Tunisie. To ceux qui connaissent ce problème ne pouvaie pas penser un instant qu'on refuserait à la Tu sie, qui avait loyalement joué le jeu de la nég ciation et de la confiance, les avantages consi rables qui venaient d'être accordés au Maroc.

BENDENT
général Boyer de Latour fut l'objet de
France ».



EXPLOSION POPULAIRE A CASABLANCA
« Dans la corbeille des épousailles bâclées on plaça alors, sans réserve, sans délai, l'indépendance totale ».

EMPS JOUE CONTRE NOUS

it été inique de refuser aux Tunisiens, l'extion de ce qui avait été accordé aux Marocains. l'un des hommes qui jouèrent un rôle impor- au gouvernement à cette époque, et qui parèrent à la Conférence d'Aix-les-Bains, Robert Schuman, il y a quelques jours, dans ébat qui a eu lieu à l'Assemblée nationale, a l'aveu de cet engrenage imprévu :

« Nous nous sommes, a-t-il dit, en quelque sorte pris dans l'engrenage des dents d'une roue qui nous entraîne de concession en concession. C'est un danger que nous n'avions peut-être pas suffisamment entrevu. »

n fait, au lieu que des conventions raisones passées avec les Marocains consolident s qui avaient été signées avec les Tunisiens, la suppression instantanée de tout lien orgae avec le Maroc qui a fait éclater le nouveau e minutieusement élaboré pour la Tunisie. Robert Schuman encore en témoigne, car le même discours, parlant de nos relations opération et d'engagement réciproques avec gouvernements tunisien et marocain, il re :

« En Tunisie, il y a lieu de souligner que le même résultat avait été obtenu précédemment grâce aux accords normalement négociés en 1954 et 1955, accords qui ont été moins onéreux pour nous, et mieux équilibrés. Ils nous apportaient des garanties réelles à côté des sacrifices consentis. »

que je dis ici ne doit surtout pas être inter- comme signifiant que nous devons, d'une ière quelconque, essayer de revenir sur l'indance maintenant reconnue aux deux s protectorats. Je sais que certains colotes incorrigibles y sont enclins, je sais que, t la politique du pire, ils guettent impaent les difficultés ou les désordres qui se isent au Maroc comme en Tunisie ; ils espè- dans une sorte de folie criminelle dont ils érissent pas, reconquérir les protectorats, tablir la domination militaire d'autrefois. dis qu'il ne doit pas y avoir dans l'esprit des siens ou des Marocains l'ombre d'un doute valeur de la parole que nous avons donnée, notre volonté de la respecter scrupuleuse- ; nous ne devons jamais prêter le flanc aux ons qui peuvent naturellement exister chez euples qui sont susceptibles parce que l'indance est chez eux toute récente. Il ne faut un instant qu'ils puissent craindre des e-pensées ; notre fidélité doit être sans e et sans limite aux engagements que nous solennellement pris envers leurs nouveaux nements. Quelles que soient par ailleurs erreurs et leurs imprudences, nous devons ment jouer le jeu.

i été frappé lorsqu'il y a peu de temps, j'ai u Maroc présider le Congrès de la Fédéra- Radicale-Socialiste. J'ai trouvé là-bas des es qui, il y a deux ou trois ans, différaient nion sur la politique à suivre : les uns préaient des solutions très libérales, généreuses dacieuses ; d'autres recommandaient la pru- e et préféraient attendre. Les mêmes homqui abordaient le problème avec une psychosi différente, je les ai trouvés aujourd'hui es (et c'est une grande leçon) pour dire : r loyalement le jeu dans le cadre de nos ements et que jamais, au grand jamais, le ernement et le peuple marocains ne puissent soupçonner de nourrir contre eux, contre leur jeune indépendance, une arrière-pensée qui les dresserait contre nous.

Mais il est un point sur lequel nous ne devons nourrir aucune illusion : la situation au Maroc et en Tunisie ne s'assainira pas tant que se prolongera et s'aggravera le drame algérien.

En vérité, en Algérie, se joue le sort de l'Afrique du Nord Française tout entière, le sort de l'Afrique française et même le sort de l'Union française.

On dit parfois que l'affaire algérienne subit les conséquences des incidents du sud tunisien ou du Rif : cela est vrai, mais la réciproque est beaucoup plus vraie encore. Les éléments les plus violents, ceux qui subissent les influences étrangères venues d'Egypte, d'Espagne ou d'ailleurs, les éléments les plus francophobes au Maroc ou en Tunisie, ne mettront pas un terme à leur agitation et mèneront leur propre guerre tant que la guerre se poursuivra en Algérie. Les jeunes gouvernements nationaux de Rabat ou de Tunis craindront toujours, et à juste titre, d'être débordés par les fanatiques et par les extrémistes, tant que subsistera ce ferment d'excitation, cet appel permanent à la solidarité raciale et religieuse.

Insurmontable contradiction

Nous regrettons les déclarations du Sultan Mohammed V ou celles du Président Bourguiba à l'égard de la rébellion algérienne, nous voudrions qu'ils la condamnent et qu'ils condamnent ceux qui la soutiennent chez eux. Mais nous devons aussi essayer de comprendre ces peuples qui sortent à peine de luttes qui les exaltaient : comment expliquer aux musulmans, Marocains ou Tunisiens, qu'ils doivent rester neutres, indifférents, étrangers à un combat où se trouvent impliqués leurs frères de race et de religion, qu'ils doivent leur refuser toute assistance, que la frontière est pour eux infranchissable, alors que pour les troupes françaises il n'y a pas de frontière et qu'il n'y a pas d'obstacle ?

Nous avons voulu, et nous devons conserver la possibilité d'assurer la défense, la sécurité de Gabès à Agadir ; nos troupes peuvent et doivent circuler comme sur un territoire unique et homogène. Mais alors comment s'étonner que les autochtones considèrent, eux aussi, ce territoire comme unique, et les mouvements nationalistes qui s'y développent comme parallèles et, en quelque sorte, comparables ?

D'ailleurs, tous les problèmes de l'Union Française sont liés beaucoup plus profondément que nous ne le croyons. Nous avons trouvé en Afrique du Nord, parmi ceux qui nous combattent, d'anciens tirailleurs nord-africains que nous avons peut-être commis l'imprudence d'envoyer au combat en Indochine, et qui y ont vu trop de choses dont ils se sont plus tard inspirés contre nous. De même, ce n'est sans doute pas un bon placement que d'envoyer au combat en Afrique du Nord les tirailleurs sénégalais ; car, là aussi, une contagion redoutable pourrait se produire, que nous devons éviter coûte que coûte.

Ici apparaît l'insurmontable contradiction d'une politique qui au Maroc et en Tunisie est allée jusqu'à l'indépendance totale, et qui en reste en Algérie au refus, aussi total, de toute évolution, de toute compréhension des aspirations vers l'émancipation et vers la liberté.

Prenons garde de renouveler là-bas les erreurs commises au Maroc ; redoutons qu'à le comprimer trop violemment le ressort ne nous échappe et aille frapper, de nouveau, jusqu'à nous faire perdre tout contrôle.

Craignons de nous trouver quelque jour, comme au Maroc ou en Indochine, brusquement en présence d'une solution extrême, parce que nous n'aurons pas su organiser nous-mêmes, à temps, une solution libérale et raisonnable, une solution d'initiative française, qui sauvegarde la présence et les droits de la France, ces droits qui ne sont pas incompatibles — sinon tout serait perdu — avec les besoins profonds des populations autochtones.

Que nous le voulions ou non, la rapidité même avec laquelle le Maroc et la Tunisie ont reçu leur indépendance totale a eu en Algérie un retentissement énorme, que nous ne pouvons pas ignorer.

L'un de nos amis disait à juste titre que le problème de l'Algérie est, à beaucoup d'égards, différent de ceux de la Tunisie et du Maroc. C'est vrai. Mais psychologiquement on ne peut pas empêcher l'Algérien musulman de procéder à certaines comparaisons, pour sommaires, simplistes, excessives, qu'elles soient.

Il est temps de tenir compte de cette donnée psychologique, si nous voulons éviter que les mêmes erreurs conduisent aux mêmes résultats et qu'un jour nous nous trouvions en présence de ce qui serait, pour eux comme pour nous, une catastrophe : une indépendance de fait, une indépendance à laquelle nous ne pourrions plus finalement nous opposer. Car ici, une fois de plus, le temps joue contre nous : regardez à quel point les choses se sont aggravées pendant ces dernières années, et pendant ces derniers mois !

Nos projets de janvier 1955 avaient suscité de grands espoirs dans la population musulmane ; si nous avions pu les mettre à exécution un choc psychologique se serait produit et la rébellion, si elle s'était poursuivie, aurait été isolée, désavouée par les éléments les plus raisonnables de la population algérienne.

Les plus réactionnaires

Notre attitude pendant l'hiver 1954-55 était claire ; nous avons affirmé d'une manière très nette et sans aucune ambiguïté notre volonté de maintenir la permanence française ; nous l'avons affirmée à la tribune par nos déclarations, et nous l'avons affirmée par la manifestation la moins équivoque et la moins douteuse, en envoyant en Algérie des renforts immédiats pour faire face à la rébellion dès le début.

Certains prétendent, aujourd'hui, que, dans la première période, l'Algérie aurait manqué des effectifs qui auraient permis de maîtriser rapidement le début de la rébellion. Je puis dire ici — et les archives du ministère de la Guerre en font foi — que, dès novembre et décembre 1954, nous avons envoyé en Algérie plus de renforts que les chefs militaires n'en avaient demandé. Un témoin en a rendu compte à la tribune de l'As- →

semblée Nationale, c'est M. René Mayer qui, prenant la parole à l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1954, a déclaré :

« Nous entendons donc donner acte au gouvernement de la rapidité et de l'énergie de sa réaction, de la rapidité avec laquelle il a acheminé, sur ces territoires, des forces destinées à s'opposer à cet attentat à l'unité nationale. J'ai pu constater les difficultés et assister aux mesures prises. J'en prends acte avec satisfaction. »

Mais en même temps que nous prenions ces mesures défensives, en envoyant des effectifs supérieurs, je le répète, à ceux que demandaient les autorités militaires, nous mettions en chantier des réformes significatives de notre volonté de progrès, et qui furent proposées par le ministre de l'Intérieur, M. François Mitterrand.

Vous vous souvenez que c'est sur ces projets que nous avons été renversés.

Je suis sûr de ne dire que la vérité en affirmant ici que le plus réactionnaire des colonialistes, si on lui proposait aujourd'hui de mettre fin au drame de l'Algérie moyennant les réformes que nous avions proposées en janvier 1955, accepterait avec empressement.

Oui, ce qui est suffisant à un certain moment risque de ne plus l'être un peu plus tard. C'est pourquoi il faut aller vite.

J'en dirai autant des projets élaborés quelques semaines plus tard par M. Soustelle, gouverneur général, au printemps 1955, projets courageux, qui se heurtèrent dès l'abord à de très vives résistances en Algérie et, immédiatement aussi, naturellement, à Paris.

A Paris, de même que l'on s'était opposé à l'évolution marocaine, on s'est opposé aux projets Soustelle sans comprendre que s'ils pouvaient, appliqués immédiatement, améliorer la situation, ils cesseraient bien vite d'être suffisants.

Depuis, effectivement, le fossé est devenu de plus en plus profond. De plus en plus, une partie de la population s'est écartée, s'est éloignée de nous. Et c'est là le véritable drame ; car nous ne pourrons sauver l'Algérie française qu'avec l'accord des populations autochtones — la force n'y suffira jamais.

Pas d'exemple dans l'Histoire

Nous sommes obligés, pour résister à la violence, d'employer la force, et le gouvernement a dû prendre, il y a deux mois, les mesures que vous savez. Ces mesures étaient devenues indispensables ; il aurait même mieux valu qu'elles soient prises plus tôt. Mais au moment où elles ont été décidées, nous ne pouvions pas ignorer que (même si elles permettent d'assurer un peu mieux, ici et là, la sécurité des personnes menacées, si elles permettent ici et là, par le spectacle de la présence française, de manifester pour les populations autochtones notre volonté de ne pas nous laisser déborder), nous devons bien savoir que ces moyens indispensables ne constituent pas, par eux-mêmes, une solution.

Il n'y a pas un exemple dans l'Histoire d'une armée régulière triomphant d'une rébellion nationale. Rappelez-vous : la guerre d'Espagne, la guerre du Mexique, la guerre d'Indochine... On pourrait multiplier les exemples.

Et c'est pourquoi, au moment où nous nous associons à des mesures de défense indispensables, où nous sommes décidés à ne refuser aucun complément de forces, si c'est nécessaire demain, nous insistons dans le même temps sur l'urgence, sur la nécessité profonde de tout ce qui peut réconcilier des populations aujourd'hui hostiles, rendre l'espoir à des gens qui aujourd'hui se désespèrent, en leur donnant la preuve par nos actes, et non plus par des paroles, que nous sommes déterminés à travailler pour leur progrès, pour leur émancipation. C'est cela qu'affirmait notre plate-forme, c'est cela que nous avons promis au moment des élections. **Et nous n'avons rien à renier de ce qui a été dit à cette époque ; je suis persuadé que si, dès le début de l'année, nous ne nous étions pas heurtés à l'incompréhension de certains milieux politiques, à Alger et à Paris, si nous avions pu réaliser un certain nombre de ces grandes réformes, nous aurions provoqué l'amélioration psychologique profonde qui eût permis d'éviter de recourir aux mesures que nous avons dû finalement arrêter.**

Mais il n'est pas trop tard pour entrer enfin dans cette voie : si les musulmans d'Algérie sont amenés à envisager de nouveau, demain, leur avenir avec nous, à compter sur nous pour les aider à réaliser leurs aspirations, ne fût-ce qu'en partie, quelque chose aussitôt redeviendra possible, et la réconciliation pourra s'opérer. Faute de cela il n'y a pas d'issue, sinon une guerre de plus en plus déterminée, de plus en plus cruelle, de plus en plus totale, avec pour fin inévitable la perte de l'Algérie. Et cette perte entraînera, je l'ai dit, celle des deux anciens protectorats africains et celle de l'Afrique noire française : voilà la catastrophe historique que nous devons éviter.

En fait, sur ce plan, ne nous leurrons pas : dans les derniers mois, les choses ont évolué, en Algérie, dans le mauvais sens. Des régions entières, des éléments de la population qui étaient dans l'attente, ou même encore tournés vers nous, se sont éloignés de nous et ont rejoint la rébellion.

Loin de rallier des adversaires, nous avons perdu des amis.

Les milieux intellectuels modérés, les anciens combattants traditionnellement orientés vers nous ont été trop souvent blessés par les erreurs de notre politique, indignés par la violence raciste de la presse, par les brimades que certaines administrations et certaines polices leur ont fait subir et par l'obstination bornée des intérêts égoïstes qui veulent maintenir un état de choses périmé.

> **La force sera impuissante et la négociation sera perdue d'avance, si le peuple est persuadé que nous sommes ses ennemis...**

Un dialogue : avec qui ?

Oui, nous avons perdu des amis. L'action des Français libéraux, amis des musulmans et si précieuse pour préparer l'avenir, a été sabotée. Pensez à l'affaire des prêtres de Souk-Ahras, si tristement significative !

Dire qu'il n'y aura pas de solution unilatérale imposée aux Algériens — et cette déclaration du président du Conseil a recueilli au Parlement un large assentiment — dire qu'il n'y aura pas de solution unilatérale, cela signifie que la solution résultera finalement d'un dialogue. Alors, avec qui ce dialogue ?

Ce ne peut être avec les extrémistes fanatiques qui ont pour seul but l'éviction de la France et pour seuls moyens le crime. Non seulement notre sensibilité se révolte à une pareille idée, mais il est de toute évidence que la conciliation est impossible entre des thèses et des intérêts aussi diamétralement opposés que les nôtres et les leurs.

Mais, à l'autre extrême, prendre des interlocuteurs préfabriqués par nous, prêts à souscrire à n'importe quel diktat et comme tels frappés d'avance de discrédit aux yeux des populations musulmanes, serait une méthode indéfendable à laquelle il serait insensé de recourir ; l'expérience nous l'a, partout, montré.

Alors, avec qui donc pourra-t-on parler sinon avec des hommes qui, dans la tourmente, ont gardé leur liberté de pensée, et à qui on doit assurer ou restituer la liberté d'expression pour qu'ils conservent une autorité sur les masses, pour qu'ils en usent pour faire prévaloir les arguments de raison. Dirigée contre ces hommes, toute restriction à leur liberté ou à leurs moyens d'expression se tournera finalement contre la paix et contre nous.

Il y a des musulmans qui nous critiquent mais dont les critiques, de même que les aspirations, correspondent, nous le savons, à celles d'une grande partie de la population qui, lasse d'avoir souffert, d'avoir été humiliée, revendique son émancipation, mais qui n'en sait pas moins que la présence et l'aide de la France demeurent utiles et nécessaires. Ces hommes, nous avons le devoir de ménager en eux les interlocuteurs avec lesquels nous aurons à nous entendre un jour.

Mais si leurs voix sont étouffées, s'ils sont poursuivis et traqués, s'ils sont jetés dans des camps de concentration — d'où parviennent les échos de protestations ou d'appels à nos consciences inquiètes — craignons alors de nous interdire à nous-mêmes toutes les possibilités de ce dialogue qui (je le répète, c'est la thèse officielle de la France) pourra seul ouvrir les voies au rapprochement et à la paix.

Le pire paradoxe, le plus dangereux pour nous, serait que ces hommes ne trouvent plus de refuge contre les persécutions et les humiliations, que sur la route du Caire, vers laquelle pourtant ne les attirent ni leur passé, ni leur culture, ni leur mentalité, et qu'ils y deviennent les instruments et les agents d'un impérialisme étranger.

Rétablir le contact

Pour les retenir, nous devons beaucoup compter sur ces Français d'Algérie, de toutes croyances, qu'on dénomme libéraux, d'un terme qui signifie tout à la fois générosité, courage et aussi clairvoyance. Ils ont été, ils n'ont jamais cessé d'être les bons artisans de l'amitié franco-musulmane. Aux heures de démence ils ont jugé de leur devoir de poursuivre leurs efforts envers et contre tout, de maintenir les liens qu'ils avaient créés, et qui pour être devenus fragiles, n'en sont que plus précieux car ils préfigurent tout notre espoir dans un avenir de réconciliation. Faire peser des accusations déshonorantes sur ces Français libéraux d'Algérie qui furent hier, qui doivent être demain des traits d'union entre les deux communautés, quelle injustice, mais aussi, de notre part, quelle imprudence !

On dirait qu'une coalition de forces néfastes s'emploie à détruire tous les atouts que la France possède sur la terre d'Afrique...

Les uns anéantissent par le fer et par le feu les fruits matériels d'un long labeur, les autres s'attaquent aux créations les plus pures de l'esprit et du cœur, celles qui, en des heures sombres, valurent — je le rappelle encore — aux yeux étonnés du monde, l'hommage de la fidélité africaine à la patrie, blessée et désarmée.

Hélas ! force nous est de lutter par les moyens de la guerre contre ceux qui sèment la ruine et la terreur. Mais à ceux qui, par inconscience, ou aveuglement, risquent de consommer la perte de ce qu'a réalisé le meilleur de notre génie — je veux dire l'accord de deux races, de deux civilisations — il faut retirer les moyens de poursuivre leur œuvre funeste de sabotage.

Châtier les criminels, les assassins, les bourreaux, oui ; mais aussi tenir bien haut le flambeau de nos traditions les plus nobles, montrer que la France sait toujours, aujourd'hui comme à sa plus grande époque, faire régner la liberté, la démocratie, gagner ou regagner l'affection ou la confiance des peuples, s'unir à eux dans une communion pour un idéal de fraternité et de progrès. Telle est notre doctrine, telle est notre foi, tel est notre devoir.

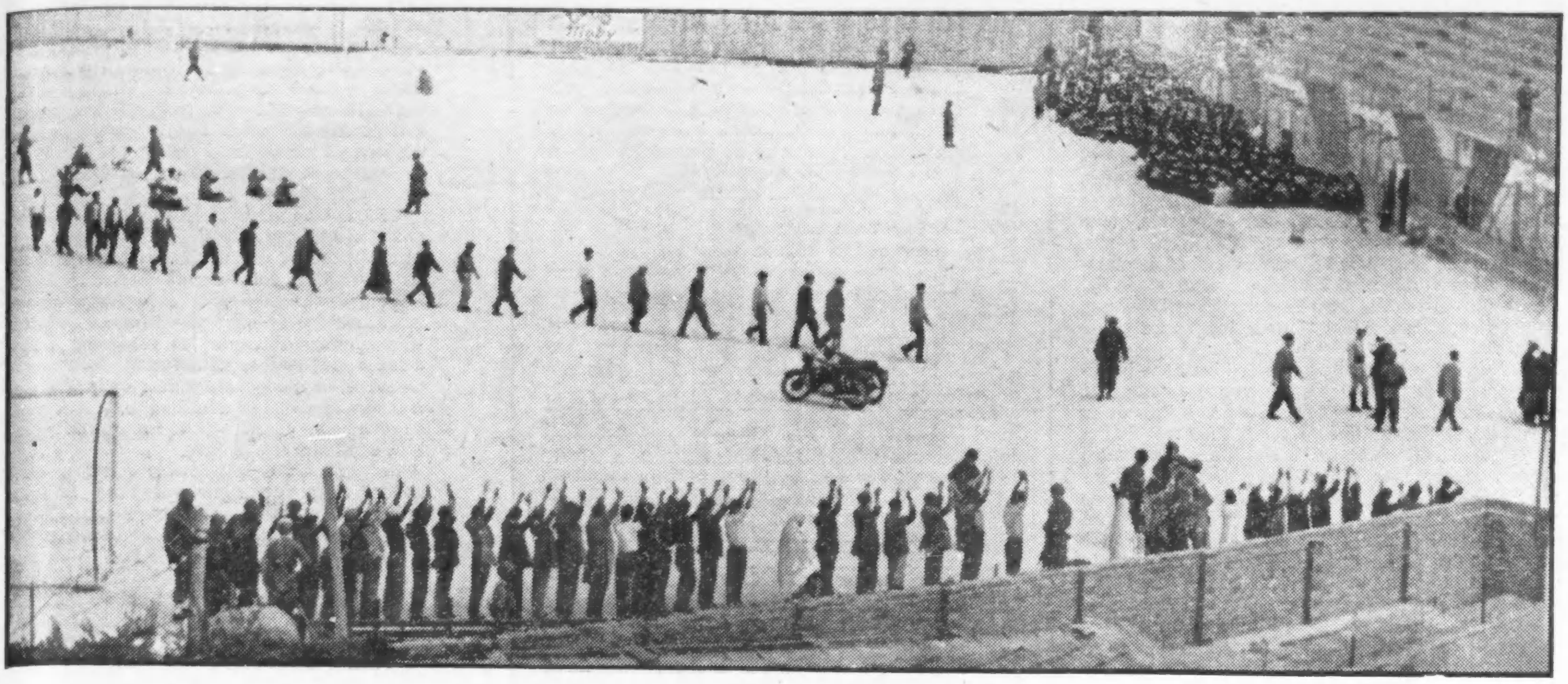
Il est donc urgent de rétablir un meilleur contact, ou plutôt de rétablir un contact qui n'existe plus, entre la France et les populations musulmanes d'Algérie, de leur rendre confiance dans notre volonté de les comprendre, de les soutenir dans leurs épreuves et dans leurs souffrances.

Nous avons détruit cette confiance qu'elles avaient en nous. A nous de la ranimer par des décisions immédiates, significatives de notre bonne foi et de notre volonté.

Si la population algérienne ne connaît plus la France que sous la forme de son armée ou de sa police, nous n'avons aucune chance de la reconquérir — et cela est vrai, quelle que soit la politique que nous aurons finalement adoptée... On oppose souvent d'une manière simpliste et fausse la politique de la force et la politique de la négociation. Une chose est sûre : la force sera impuissante, et la négociation sera perdue d'avance, si nous avons contre nous tout un peuple profondément persuadé que nous sommes ses ennemis et que son salut ne peut venir que de notre départ.

Quoi qu'on fasse, après des péripéties de toutes sortes, il y aura un jour une explication contradictoire en vue d'un accord à réaliser sur le statut des deux communautés qui vivent en Algérie, et qui doivent

« ON PEUT SAUVER L'AFRIQUE ! »



RAFLE MONSTRE A ALGER (LE STADE DE SAINT-EUGÈNE)

« Il faut éviter à tout prix que la future confrontation fasse apparaître une opposition irréductible entre nous et une masse musulmane qui serait unanime contre nous... »

coexister et collaborer. Il faut éviter à tout prix que cette confrontation fasse apparaître une opposition irréductible entre nous et l'ensemble de la masse musulmane qui serait unanime contre nous, sinon nous n'aurions, une fois de plus, qu'une conclusion à tirer comme nous avons eu à le faire en Indochine, faute d'avoir su en temps utile prendre les initiatives qui nous appartenaient.

C'est pourquoi, préparant sagement l'avenir, il nous appartient, au moment même où se développe l'action militaire, de prendre les mesures de détente et de générosité, annoncées d'ailleurs il y a quatre mois dans la déclaration ministérielle : libération des détenus qui ne sont ni inculpés ni condamnés et contre lesquels aucune raison juridique valable de maintien en détention ne peut être articulée ; rétablissement des libertés républicaines et des garanties des droits de l'homme ; contrôle rigoureux de la presse de haine et de racisme ; épuration des administrations, etc.

On s'oppose généralement à cette politique en faisant état des affreuses atrocités que tout homme civilisé ne peut que condamner avec horreur.

Le cycle infernal

Ces violences montrent le degré de la haine qui oppose aujourd'hui deux populations. Il faut réprimer les crimes chaque fois que les coupables peuvent être retrouvés, mais il ne faut surtout pas en tirer prétexte pour refuser toute évolution, tout progrès, sur le plan politique comme sur le plan social, sans quoi nous tomberions exactement dans le piège qui nous est tendu.

Car quel est le but de ceux qui ordonnent les violences atroces qui nous bouleversent et nous indignent ? Leur but est précisément de creuser un fossé infranchissable, de rendre toute réconciliation impossible. Il faut éviter ce danger, il faut sortir de l'engrenage infernal de la violence et de la contre-violence que dénonçait il y a quelques jours dans une lettre publique, le cardinal Liénart, lorsqu'il plaçait sur le même pied, en termes courageux, « les crimes, les incendies, les meurtres d'innocents, d'un côté..., et les répressions collectives, les tortures, les destructions de villages de l'autre côté. »

Oui ! voilà le cycle infernal où nous avons tout à perdre et qu'il faut enfin briser. Seuls y gagnent ceux qui font la politique du pire, qui sont hostiles à toute réconciliation, ceux qui savent qu'ainsi ils ont une chance de nous faire perdre le cœur des Algériens, l'âme des Algériens, c'est-à-dire l'Algérie tout entière !

Nous devons montrer notre supériorité politique, notre volonté de pacification véritable en allant de l'avant, c'est-à-dire en prenant l'initiative de réformes et de transformations profondes, même, je n'hésite pas à le dire, si elles comportent des risques.

Nous devons prouver à la population que malgré la guerre nous ne la considérons pas comme notre ennemie irréductible, et en bloc, mais au contraire comme notre partenaire pour une entreprise qu'il faudra bien réaliser un jour ensemble.

Nous avons eu l'occasion de proposer, dans cette direction, un certain nombre de mesures significatives de notre état d'esprit, de notre volonté de réformes. Nul d'entre nous n'a considéré que ces mesures pouvaient être suffisantes par elles-mêmes, qu'elles étaient de nature par elles-mêmes à résoudre le problème, à mettre un terme au drame ; mais, à nos yeux, ces mesures constitueraient des preuves de notre résolution, de la sincérité de nos affirmations quand nous disons que nous voulons faire progresser ce pays, que nous voulons l'élever, le soutenir et, progressivement, l'émanciper.

Les mêmes policiers

Jusqu'ici ces mesures n'ont pas été prises. Plus encore, les hommes qui sont aux fonctions les plus importantes en Algérie restent ceux qui, depuis tant d'années, ont commis des erreurs que chacun maintenant condamne. Comment la population musulmane croirait-elle à notre volonté de réformes, croirait-elle, par exemple, à notre volonté d'accorder vraiment des emplois administratifs aux candidats autochtones alors qu'elle constate que le chef des émeutiers du 6 février, l'organisateur de la manifestation dirigée contre M. Guy Mollet, vient d'être nommé membre de la commission chargée du recrutement des nouveaux fonctionnaires ?

Comment croirait-elle que la petite culture musulmane, systématiquement brimée dans le passé, va enfin être aidée, alors qu'on vient de placer à la tête du Crédit agricole, un ancien élu européen (il n'y a d'ailleurs aucun autochtone parmi les présidents des caisses) qui s'était distingué par ses campagnes violentes contre toutes les mesures de progrès et contre tous les gouvernements français républicains ?

Comment croirait-elle à notre volonté de rapprochement et d'entente, alors que l'on vient d'inculper un universitaire, ami des musulmans, pour des articles publiés en décembre dernier (articles que M. Soustelle, alors gouverneur général, avait lui-même refusé de poursuivre !) — alors que l'on arrête à Alger un haut fonctionnaire animé d'un esprit libéral qui devrait être encouragé et non vilipendé — alors que l'on arrête à Paris une journaliste pour avoir rédigé des articles indépendants sur l'Algérie — alors que ces poursuites unilatérales semblent désavouées par M. Robert Lacoste lui-même qui s'en indigne publiquement mais qui ne paraît pas capable d'empêcher ces stupides initiatives du Parquet ?

Tant que les mêmes hommes, les mêmes fonctionnaires, les mêmes policiers, les mêmes administrateurs, les mêmes caïds corrompus conserveront leurs fonctions et leurs responsabilités, comment voulez-vous que la population algérienne croie vraiment en nous ?

On parle d'organiser des élections municipales dans les zones calmes ou dites « pacifiées ». M. de Hauteclocque, résident général en Tunisie en 1951, 1952 et 1953, tout comme Bao Daï au Vietnam, avait, lui aussi, organisé des élections municipales ! On a vu à quoi elles correspondaient ! Comment parler d'élections, même locales, au moment où n'existe aucune presse que celle des grands intérêts colonialistes, au moment où les cadres musulmans, les intellectuels, les militants sont ou bien dans la rébellion ouverte, ou bien dans les camps de concentration ? D'ailleurs, ceux qui entreraient dans le jeu et accepteraient d'être candidats seraient vite dénoncés par les rebelles comme les agents de l'administration française. Ils savent bien comment et par qui les listes électorales ont été élaborées. Et puis, tant que les municipalités seront ce qu'elles sont, dirigées par les maires actuels, qui croira à la sincérité des consultations électorales ?

On parle aussi souvent d'une réforme agraire. Je n'entrerai pas dans le détail. En fait, il n'y a ici que des déclarations, des textes insuffisants, pleins d'échappatoires et contre lesquels — ceci est significatif — la grande colonisation n'a jamais élevé un mot de protestation. Et pour cause... Les musulmans ne s'y sont pas trompés non plus et ceci a encore accru leur méfiance.

Or il n'y a plus de temps à perdre pour renverser la vapeur et il nous faut maintenant aller très vite car une nouvelle menace pointe à l'horizon sur le plan international.

La leçon d'Indochine

Nous déclarons, et nous devons nous y tenir fermement, que le drame algérien est une affaire française. Mais c'est un fait que, lorsque dans les conversations diplomatiques, nous parlons avec le premier ministre de l'Inde, avec le premier ministre de l'Egypte, quand nous recevons à Paris la visite du chef d'Etat yougoslave, lorsque nous nous entretenons avec nos amis anglais ou américains, lorsque les représentants du gouvernement français se rendent à Moscou, c'est un fait que chaque fois on parle de l'Algérie, et on ne peut pas ne pas en parler. Pourquoi ?

Parce que nous approchons d'une certaine échéance que nous n'avons pas le droit d'oublier, qui est celle de l'Assemblée Générale des Nations Unies ; quand tous les pays du monde réunis dans ce vaste aréopage seront appelés à statuer une fois encore sur les propositions qui leur seront faites et qui prétendront évoquer le problème algérien comme n'étant pas une affaire strictement française, quelle sera notre situation ?

Eh bien ! là encore, je vous demande de vous souvenir de la leçon de l'Indochine.

Pendant des années j'ai demandé que nous réglions nous-mêmes avec la population ce problème indochinois, et j'ai montré les dangers qui résulteraient du fait que l'affaire indochinoise fût, comme on le disait à l'époque, internationalisée. Si nous avions réglé cette affaire nous-mêmes nous aurions eu — croyez-en celui qui a mené la négociation — des conditions finales meilleures. Et, au surplus, après la négociation et après l'armistice, nous aurions été en Indochine seuls avec les Indochinois pour poursuivre la discussion en dehors de certaines présences étrangères que, par la suite, nous avons si souvent regrettées.

→

MENDES FRANCE : " ON PEUT SAUVER L'AFRIQUE ! "

Dans le domaine international, il n'y a pas d'intermédiaire qui soit vraiment totalement désintéressé... J'ai beaucoup de respect pour les chefs d'Etat dont je parlais tout à l'heure, je suis persuadé que, quand ils parlent de l'Algérie, ils expriment des sentiments sincères. Je comprends leurs sentiments mais je sais que si demain tel ou tel d'entre eux était érigé, que nous le voulions ou non, en médiateur ou en arbitre, je sais que leurs sympathies, leur idéologie, leur passé anti-colonialiste pour certains d'entre eux, leur passé de pays colonisé pour d'autres, les inciteraient inévitablement à rendre une sentence qui serait plus orientée dans le sens centrifuge que dans le sens de l'association de la France et de l'Algérie.

Et cela est vrai quelle que soit l'instance internationale où le problème sera évoqué, que ce soit au sein du N.A.T.O. où l'on en a parlé lors de la dernière session, ou que ce soit à l'Assemblée générale des Nations Unies à l'automne prochain ; d'une manière comme de l'autre, nous nous trouverons là-bas en présence d'un certain nombre de pays qui, a priori, auront le préjugé orienté contre nous, et dont l'intervention ne sera pas totalement désintéressée, objective, impartiale comme on nous le promet.

On dénonce tous les jours — et l'on a raison — les agissements de la Ligue Arabe et les agissements de l'Egypte. Or ces pays sont au sein des Nations Unies, ils y disposent même de moyens d'influence considérables parce qu'ils sont nombreux et parce qu'ils ont des amis et des associés. C'est une raison de plus pour nous de ne pas laisser traiter ces problèmes sur les scènes internationales, mais de savoir trouver nous-mêmes, par notre initiative, les solutions qui, après tout, n'intéressent que les populations qui sont en Algérie, la population d'origine française et la population musulmane. Il n'y a pas de raison d'y mêler des intermédiaires étrangers qui ne peuvent finalement que pousser à la désintégration plutôt qu'à la réunion.

Quant à l'impérialisme égyptien, dont nous subissons si durement les effets, il est clair que nous faisons son jeu en accentuant les oppositions racistes, en fournissant au Caire, par nos erreurs et nos excès, le prétexte et le moyen de placer de plus en plus la rébellion sous son contrôle.

Un choc psychologique

Voyez-vous, nous nous plaignons parfois du Sultan du Maroc ou du président Bourguiba mais, en définitive, ce sont des chefs nationaux indépendants : si, de part et d'autre, nous gardons un sentiment clair de nos devoirs vis-à-vis de nos pays respectifs, je suis sûr que nous pourrons toujours finalement nous entendre. Il en irait de même demain avec des représentants librement issus de la population musulmane de l'Algérie ; et c'est pourquoi nous ne devons pas chercher des solutions au dehors mais sur place, même si c'est difficile, même si cela nécessite du courage.

Sinon le temps passera et après des épisodes diplomatiques variés, d'une manière ou de l'autre ce sera la solution indochinoise — et nous savons ce qu'il en coûte.

Ayons donc le courage, l'imagination, l'initiative dont si souvent dans le passé la France a fait preuve.

On nous demande quelquefois d'expliquer dans le détail les modalités de l'action qui pourrait être entreprise, du statut qui pourrait être proposé pour l'Algérie. Je n'ai pas l'intention de répondre à cette question ici et aujourd'hui.

D'abord — je le dis tout net — il y a en pareille matière, des choses qu'on ne saurait annoncer d'avance, des concessions qu'on peut envisager, mais qu'on ne doit pas formuler explicitement, sans quoi ce qui est un maximum, une ligne d'arrivée, devient inévitablement, dans le débat, une ligne de départ dont on est peu à peu éloigné.

Et puis la situation est extrêmement mouvante, elle change d'heure en heure : ce qui était suffisant en janvier 1955 ne suffisait plus quelques mois plus tard ; ce que M. Soustelle élaborait au printemps suivant était valable à l'époque, mais serait sans doute maintenant considéré comme dérisoire par nos interlocuteurs éventuels. Ce que nous pouvons imaginer aujourd'hui, il n'est pas sûr que dans six mois ou un an, cela puisse encore être une base de rapprochement et d'accord.

Ce qui compte ce n'est pas le détail juridique, les modalités techniques : il est trop tôt pour les déterminer. Ce qui compte c'est de savoir ce que l'on veut faire pour aboutir à une solution, d'être décidé à se rapprocher de la masse, à la ramener vers nous, à créer là-bas le choc psychologique indispensable pour rétablir le dialogue interrompu. Sinon c'est abandonner toute cette population, qu'une guerre terrible épouvante, et que des passions fanatiques déchirent, aux éléments les plus violents et les plus irréductibles, à ceux qui sont télécommandés de l'étranger et qui veulent avant tout empêcher la réconciliation, et les solutions de transaction qu'elle impliquera.

En face l'abandon

Je veux conclure.

Je pense, dans cet instant, à la grandeur française, à la grandeur de ce magnifique Empire solidaire et durable qui faisait notre fierté. Nous l'avons mal gardé le jour où nous avons déçu les peuples qui avaient eu foi en nous. Mais cette foi que nous avions su leur inculquer, nous pourrons la restaurer, la reconquérir, et ainsi recréer une nouvelle communauté française en Afrique, une communauté qui sera fondée sur les intérêts communs, mais aussi sur la confiance rétablie. Cela c'est notre devoir, c'est notre responsabilité historique.

Le problème ne se pose pas seulement en Algérie. Il se pose partout à travers l'Union française. Il se pose dans cette Afrique noire qui va enfin bénéficier des réformes contenues dans la loi-cadre, adoptée par l'Assemblée nationale, qui a subi, depuis, quelques marchandages que je regrette, et des retards fâcheux mais qui donnera aux populations de l'Afrique noire la preuve de notre volonté de promotion et de progrès.

Ici, il n'y a pas que les textes, il y a aussi l'esprit dans lequel on les applique, et malheureusement les mœurs politiques qui continuent à prévaloir trop souvent. Ainsi, on va, dans tel ou tel territoire de l'Afrique Noire, introduire demain le Collège unique ; c'est bien ; mais est-ce que cela a vraiment un sens si les élections continuent à être faites par l'administration, si les députés continuent à être désignés par d'autres que les électeurs ?

Rien ne serait aussi dangereux que de reprendre, en Afrique noire, les procédés qui nous ont fait tant de mal en Afrique du Nord, où le peuple musulman d'Algérie avait accueilli l'instauration du suffrage universel comme un immense progrès, mais s'est aperçu à l'usage que ce n'était qu'un simulacre et une tromperie.

Nous sommes à l'heure cruciale où nous devons rénover et sauver l'Afrique tout entière, l'Afrique noire comme l'Afrique du Nord. Les grands intérêts qui y sont investis, intérêts généraux de la France — influence politique, positions stratégiques, rôle dans le monde, rayonnement culturel, compléments indispensables à notre économie européenne — mais aussi intérêts des Français installés dans ces pays, intérêts acquis par des générations de travailleurs ardents qui ont fait la prospérité de ces pays qui ont contribué à l'avancement des populations, et qui doivent continuer à rendre les mêmes services demain pour le bien commun — voilà tout ce que nous avons à sauver !

En face de cette politique d'avenir, il y a la vieille politique traditionnelle, ou plutôt l'absence de politique : cela c'est le recul, c'est le divorce chaque jour plus irrémédiable, c'est en fait le véritable abandon. Nous, nous voulons sauver la France en Afrique, et ceux qui nous attaquent risquent inconsciemment de nous la faire perdre tout entière ; c'est pourquoi nous leur résistons.

Ce qui atteint le moral

Je sais que la politique réactionnaire en outre-mer, personne n'ose plus la défendre ouvertement. Les discours sont tous orientés vers les réformes et le progrès. Mais ce qui compte pour les autochtones, dont la confiance et l'amitié nous sont nécessaires — sans quoi tout est perdu — ce qui compte ce n'est pas ce qu'on dit dans les discours, ce n'est pas ce qu'on souhaite dans le fond de son cœur, ce n'est pas ce qu'on pense faire plus tard, c'est ce qu'on fait. Et, à cet égard, l'administration française en Algérie, la justice, la police, les municipalités, la presse ont encore d'immenses progrès à accomplir : en fait, disons-le franchement, elles n'ont rien appris, malgré les terribles leçons qui nous ont coûté si cher ailleurs.

Notre devoir est de rappeler ces enseignements cruels, jour après jour, pour le salut du pays menacé.

On nous accuse, je le sais, de saper le moral du pays ; comme si ce pays n'avait pas le droit de connaître la vérité sur ce qui est son patrimoine !...

Ce qui atteint le moral du pays à l'heure où des sacrifices sont demandés à ses enfants — mais pas à ses possédants — c'est qu'on lui refuse la certitude que ces sacrifices seront utilisés à bon escient, dans les meilleures conditions politiques pour en finir avec la guerre, pour l'achever par la nécessaire réconciliation.

Ce qui atteint le moral du pays, c'est le soupçon que ces sacrifices ne servent peut-être à protéger que des intérêts qui ne sont pas ceux de la Nation tout entière.

Ce qui atteint le moral du pays, c'est que ces sacrifices ne sont pas doublés par l'action constructive, par les réformes audacieuses qui seules permettront le rapprochement, la coopération des deux populations qui, hélas ! se déchirent et qui doivent se mieux comprendre pour reprendre le travail commun interrompu.

Ce qui atteint le moral du pays, c'est encore cette campagne qui tend à faire croire que certains partis ou certains hommes ne rêvent que de disloquer ou de détruire l'Union française. Si l'on n'est pas d'accord avec les méthodes qu'ils proposent pour sauver notre position en Afrique, si l'on craint qu'ils ne portent atteinte à tel ou tel groupe d'intérêts ou telles ou telles mauvaises habitudes héritées du passé, on les accuse sans vergogne de poursuivre des fins néfastes pour le pays, d'être de mauvais Français. Ce qui atteint le moral du pays, c'est l'affirmation partout répétée qu'il y a dans l'Assemblée ou dans le gouvernement des « traîtres » qui préparent volontairement de nouvelles pertes pour le patrimoine français et de nouveaux échecs pour la Patrie.

Ceux qui répandent ces calomnies sont les véritables ennemis de l'unité nationale, si nécessaire dans un moment où nos enfants risquent leur vie — ce sont des défaitistes.

Rétablir la République

Leur mauvaise querelle, au delà des personnes, s'en prend en réalité à toute la gauche, et ils se préparent à faire le procès de la République elle-même. Nous assistons à une manœuvre de grande ampleur pour faire porter demain aux principes républicains la responsabilité de toutes les déceptions, de tous les revers subis outre-mer et de ceux dont nous sommes menacés.

Or ce qui a compromis le destin de l'Union française, c'est l'éternel aveuglement, l'éternel égoïsme conservateur et colonialiste, c'est l'incompréhension des aspirations des autochtones, c'est le recours à la répression policière en guise de solution politique. Voilà ce qui a amené les révoltes et le désordre. Voilà ce qui a coûté en Indochine huit ans de guerre sanglante, ruineuse et vaine. Et c'est la même obstination, mise à conserver, en Tunisie et au Maroc, un statut manifestement caduc, qui a mis le feu à l'Afrique du Nord.

Non, ce n'est pas l'application des principes que la Constitution avait proclamés, des principes que le Statut de l'Algérie avait confirmés, ce n'est pas l'application de ces principes qui a engendré la situation actuelle, mais c'est leur violation, c'est le manquement à nos promesses, la complaisance aux féodalités, le scepticisme réactionnaire ; et ceux qui ont fait cette politique portent la responsabilité de la situation présente, de nos mécomptes passés et de nos angoisses pour demain.

Quand le larron crie : « Au voleur ! » il essaie de renverser les rôles. Mais le peuple français ne sera pas dupe.

Les audaces et les ruses n'aboutiront qu'à réveiller, dans ce vieux pays, un élan démocratique qui réduira à néant les tentatives renaissantes du fascisme, un élan qui rétablira la République, la vraie, en France comme en outre-mer, qui la rétablira dans ses principes, dans son mouvement et dans ses exigences, et qui la ramènera à son véritable destin.

Alors la jeunesse de ce pays, la gauche de ce pays se reconnaîtront dans la République et, après tant d'erreurs et de déceptions, nous repartirons vers cet avenir plus juste et plus heureux, qui reste à construire pour nous-mêmes, pour nos enfants, et pour tous ces peuples dont nous avons la responsabilité.

C'est la tâche sacrée à laquelle nous devons consacrer maintenant nos forces, notre volonté, notre intelligence et notre foi dans l'avenir de la Patrie.

P. M. F.

Un récit de Paul TILLARD

MARIONNETTES

pas un reportage. Ce n'est pas non plus un roman. On ne fait pas tenir 400 millions d'hommes et leur révolution, Paul Tillard a-t-il retourné sa lorgnette. C'est une famille, celle de Liou, toire véridique. Une histoire cruelle et tendre, mystérieuse comme ce bouillonnant et lointain minée par la douce courtoisie chinoise. « L'Express » est heureux de pouvoir donner à ses

depuis des années. Et tout le monde savait « Dominateur du Ciel du Sud » qui percevait t sur cette partie du Pont du Ciel, était un r encore plus puissant que les Dominateurs l de l'Est, de l'Ouest ou du Nord.

avait beau éprouver une réelle sympathie le jongleur, il était obligé de reconnaître que duite était d'un très mauvais exemple pour son Tcha-min était trop ardent, toujours prêt à s'en-siasmer. Exactement comme son frère aîné. Un r est vite arrivé ! Que deviendrait-il si son r fils l'abandonnait comme l'avait fait le pre-Il n'aurait plus qu'à mourir. Et une fois mort goisse pesa sur son cœur — qui prendrait soin n âme, qui viendrait brûler des papiers de r sur sa tombe ?

t instant Sia-ko se leva, prit un bol et le rem-bouillie de riz ; puis elle souleva le couvercle s de la casserole à pâtes, où elle prit deux pains qu'elle enveloppa bien vite dans un chif-r ils lui brûlaient les doigts. Tout cela toujours ucun bruit. Exactement comme sa mère, songea dont la faim disparut une seconde. Marchant nus sur le sol de terre durcie du logis, Sia-ko écartant le rideau de toile qui servait de porte t l'été. Liou tendit l'oreille. Petit Dragon ait toujours. Puis la voix de Sia-ko se fit re. Elle venait d'entrer dans la pièce voisine ait à la mère de l'enfant. « J'ai une fille de mérite » songea encore Liou et presque aus-Petit Dragon s'arrêta de gémir. Liou eut l'im-n que tout son corps se détendait, qu'il se à flotter, exactement comme cela lui arrivait s en regardant une fleur ou en écoutant chan-rtains acteurs. Puis ce bonheur presque rdinaire se mêla brusquement à la sensation n qui revenait. Il fit un grand effort des reins e redresser et se retrouva assis, jambes pen-au bord du kang. Machinalement il gratta sa e nue, avec l'espèce de curiosité maladive qu'il chaque fois, de sentir ses côtes sous ses doigts...

LE rideau de toile s'écarta. revenait, le bol vide à la main. Elle hésita econde, apercevant son père réveillé. Puis que son visage était calme, elle posa le bol procha de lui.

Que nous as-tu préparé ? demanda Liou. Cela ès bon.

e suis une fille dépensière, répondit Sia-ko. Je s permis de prendre un peu de ce que ma belle-mère a fait envoyer pour la fête de , afin de préparer quelques mets.

Y a-t-il pas du riz et des pains de maïs ? con-il, respirant profondément comme s'il décou-eulement à cet instant l'odeur de la cuisine.

i, père. J'ai fait deux petits pains de maïs pour our mon frère. Je suis une mauvaise servante. espère qu'ils vous plairont.

levait sur son père un visage calme et doux respectueuse. Liou posa la main sur son N'était-il pas permis la veille d'un mariage aisser aller à un geste témoignant de sa ten-même pour une fille.

e rêve ! cria Tcha-min.

une homme venait de se dresser comme un et se frottait les yeux. Liou laissa retomber n.

e rêve ou je suis fou, cria encore Tcha-min. aison sent le riz.

ui, frère, répondit Sia-ko. Il y a du riz et des petits pains de maïs.

-min leva les mains dans un geste d'enthou-et les laissa retomber sur ses cuisses où elles ent comme deux coups de fouet. De la bou-imita deux ou trois miaulements de violon, se glissa au bord du kang, assis à côté de son étendant son bras devant lui d'un geste l.

Mitchiteh a raison, affirma-t-il.

C'est tout ce que tu trouves à dire, répliqua vec humeur.

— Mitchiteh a raison, répéta Tcha-min obstiné. La guerre va finir.

Liou haussa les épaules, regardant son fils du coin de l'œil.

— A cause des petits pains de maïs que ta sœur a préparés ?

Tcha-min, embarrassé, ramena ses deux mains derrière la tête et se gratta furieusement le crâne.

— Pourquoi parler à tort et à travers de Mitchiteh, poursuivit Liou. Il n'est pas l'empereur du ciel pour décider de tout.

— Il sait beaucoup de choses.

— Il en sait trop pour ne jamais se tromper.

— Ne vous disputez pas la veille de mon mariage, intervint Sia-ko.

Elle venait de remplir deux bols de riz et les offrait aux deux hommes. Tcha-min tendit aussitôt ses mains. Liou eut la force de se contenir et prit le bol, avec l'aisance d'un prince recevant une offrande. Sia-ko passa ensuite les baguettes. Liou pensa à Petit Dragon qui ne gémissait plus.

— Il y a longtemps que nous ne nous étions servis de baguettes, dit Tcha-min la bouche pleine.

D'un seul mouvement, il avait fait glisser près de la moitié du bol dans sa bouche.

— Certes, fit Liou qui hésitait à manger, sentant sur lui le regard de sa fille.

— Pourquoi ne manges-tu pas ? demanda Tcha-min à sa sœur.

— J'ai pris ma part pendant que vous dormiez encore, répondit Sia-ko.

Liou fit un effort pour avaler la bouchée qu'il avait dans la bouche. Il pensait toujours à Petit Dragon et n'osait pas lever les yeux vers sa fille. « Elle est d'un grand mérite, elle est d'un grand mérite. » La phrase tourna un instant dans sa tête. La bonne odeur du riz lui gonflait les narines. Une image surgit à sa mémoire. Inattendue. Celle de sa femme, après que son père la lui eut achetée. Elle était toute petite, presque un bébé, et courait toute nue, avec un gros ventre sur des jambes grêles. Lui-même avait une quinzaine d'années à l'époque. C'était avant qu'il ne parte errer sur les routes avec le vieux maître Chang qui lui avait appris son métier.

Tcha-min avait déjà terminé son bol depuis un moment. Il tenait un petit pain dans chacune de ses mains. Une joie extraordinaire éclairait son visage. Il en oubliait de faire des grimaces.

— Ils sont lourds, disait-il, c'est du vrai pain.

Il transpirait d'avoir mangé. Des gouttes de sueur perlaient sur sa poitrine maigre et nue et roulaient jusqu'à sa ceinture.

En quelques lampées profondes, les baguettes enfournant le riz jusqu'au fond de la bouche, Liou eut vite fait d'engloutir à son tour le bol de riz.

Sia-ko lui tendait les deux petits pains qui restaient. Il secoua la tête :

— Un seul me suffira, dit-il. Garde l'autre pour toi.

Tcha-min s'immobilisa bouche pleine, fixant tour à tour son père et sa sœur d'un regard stupéfait.

— Comment peut-on refuser du pain ? demanda-t-il.

— Mon frère a raison, père, dit Sia-ko.

Liou tourna la tête vers son fils. D'eux trois, le jeune homme était celui qui souffrait le plus. Liou glissa dans sa poche le pain que sa fille refusait et commença à manger celui qui restait.

— Que la terre se fende sous mes pas, si je ne suis pas capable de manger dix fois autant, dit Tcha-min avalant la dernière bouchée. Puis il se laissa tomber en arrière, le dos sur le kang, et rota trois fois coup sur coup.

Liou se leva, mastiquant plus lentement la dernière bouchée. Il se sentait ragaillardi par une nourriture aussi inhabituelle. Les pieds nus bien posés sur le sol, il rota à son tour puis tendit les bras vers sa veste de cotonnade noire pendue à un clou du mur. Sia-ko se précipita pour s'en emparer avant lui.

— Pardonne-moi, père, je ne l'ai pas raccommodée comme je te l'avais promis.

La veste était déchirée par l'usure à l'épaule, à l'endroit où frottait le balancier portant à chaque extrémité les caisses contenant les marionnettes et les accessoires du théâtre.

— Cela ne fait rien, Sia-ko.

— Je ne peux laisser mon père sortir ainsi, la veille de mon mariage.

— Comme il te plaira.

Liou resserra sur son ventre décharné la ficelle qui soutenait son pantalon et se glissa hors de la pièce.

La cour était déserte. Aucun bruit ne venait des logis disposés en carré autour d'elle. Cela faisait des années qu'il en était ainsi et Liou ne cherchait pas à se rappeler le temps où la maison résonnait déjà, à cette heure, des cris d'une dizaine d'enfants. Il faisait encore frais. La fraîcheur du matin est toujours bonne à supporter pour une poitrine nue. Elle réveille le sang. Le ciel était clair, indiquant que la journée serait torride. Liou respira profondément, se racla la gorge et cracha loin devant lui. Il faudrait attendre encore un mois, avant que ne cesse la canicule qui pesait sur la ville depuis plusieurs semaines. L'odeur de cadavre qui s'infiltrait partout s'atténuerait. Y aurait-il moins de morts ? Certains disaient qu'il y en avait moins en hiver qu'en été. D'autres disaient le contraire. Qui pouvait le savoir ? Il fallait bien pour les pauvres que la vie continue, que des fils naissent pour enterrer les morts.

TROTTINANT sur ses petits pieds mutilés, la vieille Yu-pi, la voisine du côté est de la cour, s'approchait de Liou. Elle avait surgi de sa demeure comme une image de tapisserie, en veste blanche et en pantalon noir, sa longue pipe à la main, les cheveux gris noués en lourd chignon derrière la tête. Avec Shu-fan et Petit Dragon, c'étaient les seuls habitants de la maison, en plus de la famille de Liou. On disait d'elle — elle se plaisait à le dire elle-même — qu'elle avait été jadis courtisane et concubine d'un prince, et qu'elle avait même pénétré à la cour de la dernière impératrice. Personne ne songeait à en douter. Ne possédait-elle pas encore des objets précieux comme justement sa longue pipe à bague d'argent ?

— Seigneur, dit-elle, n'aurais-tu pas un peu de tabac ?

Fidèle jusqu'au bout aux lointaines coutumes, la vieille femme s'approchait ainsi chaque matin de Liou pour lui faire cette même demande. Et toujours Liou s'arrangeait pour avoir au fond de sa poche quelques brindilles qu'il lui donnait. C'était une sorte de cérémonie quotidienne, comme une représentation théâtrale qu'ils se jouaient l'un à l'autre. Elle, pour le plaisir de recevoir un cadeau d'un homme, comme au temps de sa jeunesse, et lui parce qu'il paraît sa voisine du charme des vieilles princesses de comédie qu'il jouait avec ses marionnettes. Cérémonieusement, il sortit de sa poche, entre ses doigts pincés, quelques débris de tabac.

— Voici, princesse, fit-il.

Bien plus qu'une comédie de politesse, il y avait aussi dans leurs gestes, le besoin de se défendre de la misère, d'avoir l'air autres que ce qu'ils étaient.

A demi inclinée, elle reçut l'offrande sur la paume de sa main tendue.

— Merci, Seigneur.

Puis elle ajouta, toujours inclinée, parlant de la voix de gorge du théâtre classique :

— Vos pas vous conduisent-ils vers le jardin des dix mille pivoines ?

(A suivre.)

★

La semaine prochaine :

PETIT DRAGON NE PLEURERA PLUS

(*Suite de la page* 11.)

ment le sens de son effort : « Le socialisme, écrit-il, se fait jour après jour, en créant par des actes positifs le tissu organique d'un monde nouveau ».

LOGEMENT

Empiler des maisons

MEAUX avait un besoin urgent de 2.000 logements. Au lieu de songer à les construire selon les méthodes artisanales qui ont rangé la France au treizième rang des nations européennes en matière de reconstruction, il a été décidé de mettre en chantier, au printemps 1957, des « unités d'habitation » Le Corbusier. Dans une boucle de la Marne naîtra la future cité radieuse de Meaux.

Cinq unités sont prévues: elles abriteront une population évaluée à 10.000 habitants. Il s'agira d'une expérience remarquable dans la construction en grande série.

La ville radieuse de Meaux, construite avec les crédits H.L.M. dans le style « Nantes », prouvera que seules sont rentables les constructions massives, grâce aux économies (25 % environ) qu'elles assurent.

Deux hommes ont aidé au succès du « Mouvement Villes Radieuses » : le député-maire de Meaux, M. Barennes, et le sous-préfet, M. Gaignerot. Et ils n'ont pas seulement rendu service aux habitants de Meaux, mais également à ceux de Paris : ces « cinq » unités serviront de modèle pour une reconstruction éventuelle de la capitale.

L'adjoint de Le Corbusier, l'architecte André Wogenscky, a précisé, cette semaine, au cours d'une réunion publique, quels étaient les espoirs du « Mouvement Villes Radieuses » (200 membres, dont M. Claudius-Petit, Gérard Philippe, etc.), fondé au mois de novembre 1954.

Immédiatement après Meaux, les animateurs du « Mouvement Villes Radieuses » rêvent de s'attaquer à Paris. Coût de reconstruction de la capitale selon le plan Le Corbusier : 2.400 milliards, soit 800.000 francs par habitant.

— *Nous voulons nous attaquer aux îlots insalubres de Paris en nous servant des techniques modernes. Comment procéder ? Prendre quatre pâtés de maisons qui, en étant côte à côte, utilisent mal le terrain et les empiler les uns sur les autres. Il faut construire en hauteur pour assurer une forte densité d'habitations tout en n'occupant qu'une faible partie du sol.*

Pour donner un appartement aux 7 millions de mal-logés de France — 2 millions vivent dans des maisons vieilles de 150 ans — Le Corbusier propose de multiplier ses « unités d'habitations » hautes de 50 mètres, distantes de 300 mètres les unes des autres et situées dans des parcs (il existe déjà deux exemples : Marseille et Nantes).

— *Il faudrait voir grand, c'est la seule solution*, déclare Le Corbusier.

RAPPELÉS

Une situation « embarrassante »

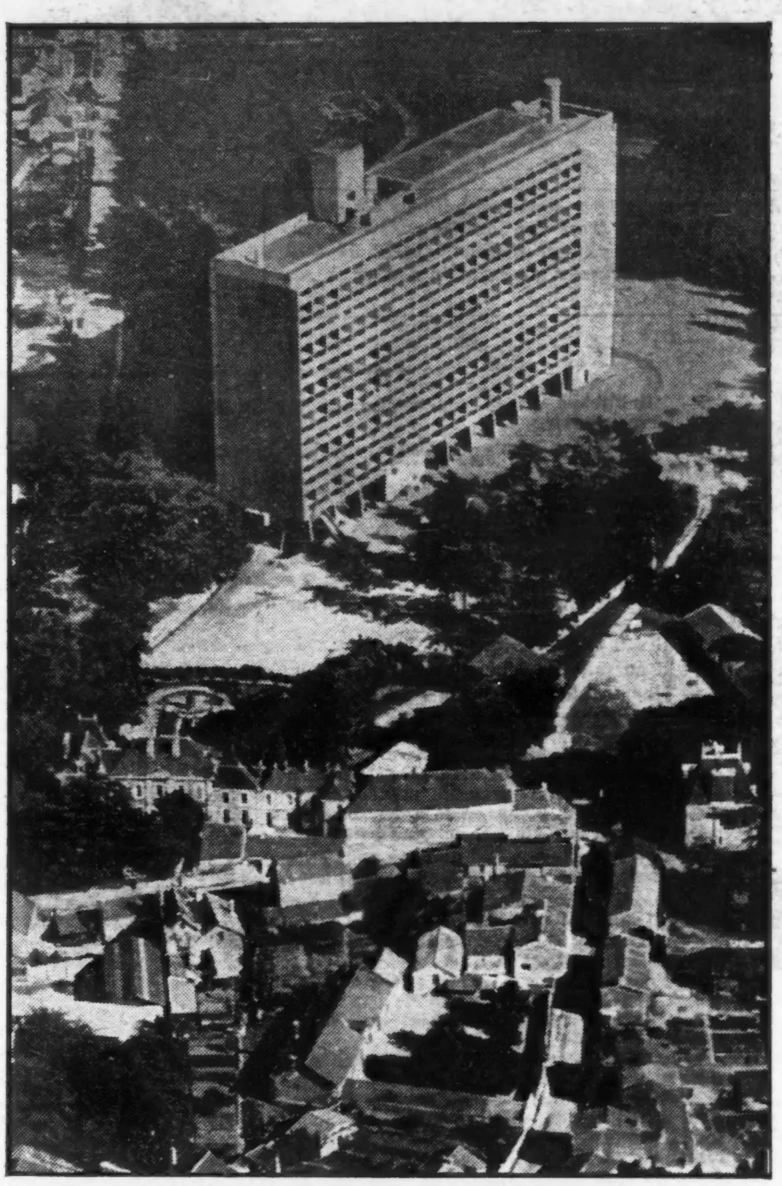
LES rappelés seront-ils punis d'avoir eu confiance dans l'avenir ?

Leur départ pose le problème du crédit qui leur a été consenti dans les dix derniers mois pour l'achat d'appareils ménagers, de voitures, etc.

Les jeunes gens rappelés sous les drapeaux se trouvent, en effet, le plus souvent dans l'impossibilité de payer les traites qu'ils ont signées (la plupart d'entre eux s'installaient à peine). Leur situation n'est, tout au moins pour l'instant pas dramatique : les établissements de crédit leur consentent tous de larges facilités. En attendant le texte de loi qui précisera les modalités de règlement de ces cas particuliers, les services de contentieux des établissements de crédit ont en effet reçu l'ordre d'accorder des délais très larges, allant jusqu'à six mois de report de traites sans frais.

Immobilisation

CETELEM (équipement ménager) accorde trois mois de report sans frais, et ensuite des reports avec frais.



L' « UNITÉ D'HABITATION » DE NANTES
A nous deux, Paris.

Pour obtenir un de ces reports il faut fournir la preuve de l'incorporation.

Chez COFICA (crédit automobile), la situation est considérée comme embarrassante. Beaucoup de clients sont des rappelés, et l'établissement possède en conséquence un paquet de traites inutilisables. La voiture ne doit pas être utilisée pour que les reports de traites soient concédés.

La règle générale chez DIAC (Renault) est d'attendre. Rien n'est demandé aux rappelés. Simplement d'immobiliser la voiture et de conserver l'assurance-incendie. Cependant beaucoup de clients doivent la valeur totale de leur voiture. Ces voitures se déprécient très rapidement, surtout celles qui ont été achetées d'occasion. DIAC envisage la possibilité de demander le remboursement des traites aux avalistes qui sont co-débiteurs. Il y a un précédent : en 1943, un arrêt de la cour a considéré comme responsables les avalistes des prisonniers de guerre.

D'ici que les rappelés soient traités comme de mauvais payeurs !

JUSTICE

Les amants de Vendôme, bien ou mal jugés

LE verdict rendu par la Cour d'Assises de Blois dans l'affaire des « amants de Vendôme » continue à provoquer des polémiques. De nombreuses personnalités ont été sollicitées par la presse de se faire jurés à leur tour et d'exprimer, après les chroniqueurs judiciaires, leur opinion sur le verdict.

Peu de divergences sur la culpabilité de Denise Labbé ni sur la peine qui l'a frappée (travaux forcés à perpétuité). Algarron (condamné à 20 ans de bagne) suscite plus de commentaires. Il est souvent considéré comme plus coupable que Denise Labbé. La plupart des femmes ne doutent pas qu'il ait été le véritable auteur du crime : pour elles, Algarron « explique » l'assassinat de la petite Catherine ; il est le « monstre » qui fut assez puissant pour détruire en Denise Labbé tout instinct et tout amour maternels.

Leur sévérité eût été plus grande pour Algarron

● *BEATRIX BECK :* Son crime est une crime de l'esprit. Un crime qui ne pardonne pas.

● *MARISE QUERLIN :* Il est à mon sens plus coupable s'il était lucide (...) Seul le degré de responsabilité mentale de ces deux êtres peut atténuer leur châtiment.

● *FRANÇOISE SAGAN :* La culpabilité d'Algarron me paraît supérieure à celle de Denise.

● *JEAN SCHLUMBERGER :* Je suis plus sévère pour Algarron que pour Denise Labbé (...) Le crime de ce petit don Juan infatué et cruel se dérobe à peu près aux prises légales.

● *PIERRE SCIZE :* Entre ses mains (d'Algarron), Denise Labbé n'était qu'un instrument passif. En cette année Corneille, dont on commence la célébration, on me permettra de citer Don Diègue : « Quand le bras faillit, on punit la tête ».

● *MADELEINE JACOB :* Il nous gêne de constater que la Cour d'Assises vient de dire en frappant moins sévèrement Algarron que Denise Labbé, que l'esprit du mal avait des droits et que, parce qu'il était l'esprit, il relevait d'une certaine indulgence. Ça aussi, c'est monstrueux...

Algarron n'est pas coupable

● *FRANÇOIS MAURIAC :* Si j'avais été juré, il y a beaucoup de chances que j'eusse acquitté Algarron.

● *COLETTE AUDRY :* Pour Algarron, j'aurais préféré qu'il fût inculpé de non-assistance à personne en danger de mort plutôt que de complicité.

● *MARCEL JOUHANDEAU :* Incitée ou non à le faire par un tiers, Denise Labbé eût tué aussi bien l'enfant pour n'importe quel garçon qui eût satisfait pleinement ses sens et l'eût socialement surclassée. Jacques Algarron n'est donc plus la cause du meurtre mais l'occasion.

Les jurés ont été trop doux

● *DANIEL-ROPS :* Puisque Denise Labbé est considérée comme coupable, les circonstances atténuantes sont incompréhensibles.

● *STANISLAS FUMET :* Les théories auxquelles ont obéi ces deux jeunes gens réclamaient de la Justice qu'on leur appliquât la loi de férocité qu'ils aiment.

● *GEORGES DUHAMEL :* Tout crime portant sur des enfants doit être châtié avec sévérité.

Les jurés ont été trop durs

● *JEAN COCTEAU :* Je suis du côté des accusés plutôt que de celui des juges. Je voudrais que personne ne fût jamais condamné.

● *LOUIS PAUWELS :* C'est la justice humaine. Elle se pose sur une idée pure et des moyens douteux.

● *JEAN CAYROL :* Comment dire quoi que ce soit sans l'entacher d'injustice, de parti pris, de fausses interprétations.

Il est satisfait

● *JULES ROMAINS :* Ce verdict me semble aussi raisonnable qu'on pouvait le souhaiter (...) J'y vois un indice très favorable du bon sens moyen des Français.

MARINE

Six milliards par an

LANCEE par la marquise de Vibraye, une bouteille de champagne se brisa sur l'étrave du navire qui se mit à glisser lentement vers les eaux grises du port de Dunkerque. La flotte marchande française comptait un « tanker » de plus.

Parce qu'il porte le nom de « Cheverny » — haut lieu de la vénerie — vingt sonneurs de trompes saluaient le lancement du nouveau navire, troisième pétrolier de la Société B.P. « parrainé » par un château de la Loire.

Le « Cheverny », sister-ship du « Chambord » et du « Chenonceaux » porte à 210.000 tonnes le tonnage de la flotte de la Société Française des pétroles B.P. Comme ses deux prédécesseurs, lancés l'an dernier, il peut transporter 30.000 tonnes à la vitesse moyenne de 16 nœuds. Il a été presque entièrement terminé sur cale, avant lancement, et peu de mois suffiront à compléter son aménagement.

Un quatrième pétrolier, de la même classe que le « Cheverny », est actuellement en construction aux « Ateliers et Chantiers de France ». Son entrée en ligne est prévue pour le début de 1958. Un autre, d'un tonnage supérieur (43.500 tonnes) vient d'être commandé par la Société Française des Pétroles. Il serait achevé dans le courant de 1960.

Le président directeur général de la Société Française des Pétroles B.P., M. Joseph Huré, a souligné dans son discours l'importance de cet effort : « Pendant les cinq dernières années, dit-il, notre société a investi chaque an en moyenne plus de six milliards et cette année ce sont huit milliards que nous consacrerons à nos investissements dans nos différents secteurs d'activité. »

SUZE
GENTIANE

LA SEMAINE

QUI ne s'imaginait écrivant ses Mémoires, parmi les invités triés sur le volet qui assistaient, au Châtelet, à la première représentation des ballets soviétiques ?

Enfin, on allait avoir à raconter « sa » soirée de ballets russes, au lieu d'entendre éternellement évoquer celle de 1912 où, sur la même scène du Châtelet, Serge Diaghilev bouleversait Paris.

Il y avait là les plus célèbres jambes françaises — Yvette Chauviré, Roland Petit et Zizi Jeanmaire, Lycette Darsonval, etc. — la politique, de M. Paul Reynaud à M. Emmanuel d'Astier, la diplomatie, les lettres, et même quelques jolies femmes.

Si le regard scrutateur de M. Vinogradov, ambassadeur d'U.R.S.S., perçut quelque restriction dans l'enthousiasme, c'est évidemment parce que cette salle, qui attendait une révolution, ne vit que d'excellents danseurs comme on en voit peu, mais comme elle en avait déjà vu (Antoine Goléa vous dit ci-dessous ce qu'il pense du spectacle) dans des costumes et des décors comme, heureusement, on n'en voit plus.

Elle fit néanmoins un beau succès à Mlle Violetta Bovt, cygne émérite, à ses partenaires et à quatre ravissants petits cygnes, d'une fraîche et pure beauté.

Mais les ballets russes avaient fait un malheureux. C'est le « marionnettiste » Georges Lafaye qui le même soir présentait son nouveau programme à la Fontaine des Quatre Saisons. La salle était à moitié vide. Et Lafaye avait raison d'en être un peu triste, car ses trois nouveaux sketches *Ni queue ni tête*, *Point et virgule*, *Strip-tease* constituent assurément un des spectacles les plus étonnants qu'on ait jamais vus. Il faut courir les voir.

Pour le chroniqueur théâtral, les vacances ont commencé. Plus de générales (à quelques exceptions près) jusqu'à la saison prochaine. Il reste néanmoins pour les curieux de théâtre étranger les présentations du Festival de Paris. Cette semaine, l'Autriche a été à l'honneur avec *L'Irrésolu* de Hofmannsthal (ci-dessous notre compte rendu).

Le cinéma prend lui aussi ses quartiers d'été. Deux grandes salles d'exclusivité ressortent un « classique » de Charlot, *La ruée vers l'or*, tandis que le film maudit d'Orson Welles, *Monsieur Arkadin*, profite du « creux » pour se glisser dans une salle des Champs-Elysées (voir nos critiques).

Bilan de la saison cinématographique qui s'achève : d'après notre confrère « Le Film français », quatre films ont fait plus de cent millions de recettes en exclusivité à Paris : *Les Grandes Manœuvres* (158), *Continent perdu* (147), *La main au collet* (124) et *Le monde du silence* (116).

THÉATRE

Opéras de chambre

L'HISTOIRE DU PETIT TAILLEUR

musique de Tibor Harsanyi.

L'HISTOIRE DU SOLDAT

texte de C.F. Ramuz, musique d'Igor Stravinsky.

IL se produit depuis quelque temps au Vieux-Colombier de curieuses confusions d'étages : des « attractions » qui plairaient peut-être dans la cave fameuse qui est sous le théâtre, ou dans tout autre cabaret sont présentées sur la scène où elles sont complètement dépaysées. Ainsi pour le spectacle précédent sur le thème des veuves. Ainsi pour l'histoire du petit tailleur présentée avec une récitante (Mlle Nadine Basile) et un dessinateur qui improvise à la craie lumineuse les principales scènes du conte de Grimm. Cela fait un dessin médiocrement animé et beaucoup trop long.

Quant à l'*Histoire du soldat*, si la réalisation plastique n'est pas beaucoup plus heureuse, l'essentiel subsiste, c'est-à-dire le texte du conte récrit par Ramuz (et dit par MM. Alain Mac Moy, Jacques Galipeau, Bernard Jenny, etc.) et surtout la musique de Stravinsky dont les connaisseurs en musique s'accordaient à approuver l'exécution par l'ensemble de M. Philippe Gondamin. Cela justifie l'heureuse idée du Vieux-Colombier de monter l'an prochain une partie du répertoire de l'opéra de poche.

VIOLETTA BOVT
Un cygne émérite.

★

Marionnettes viennoises

L'IRRÉSOLU

Comédie d'Hugo von Hofmannsthal. Mise en scène de Rudolf Steinboeck, par le Josefstädter Theater (Festival de Paris).

DES théâtres étrangers que nous présente le Festival de Paris aucun ne semble aussi attaché à nous montrer toutes ses particularités nationales que le théâtre autrichien. L'année dernière, ce fut d'abord Grillparzer, ancêtre des auteurs dramatiques de la monarchie des Habsbourg, suivi par Arthur Schnitzler, qui dès le début du siècle pressentait la décadence inévitable. Cette fois, c'est Hugo von Hofmannsthal, qui au lendemain de la première guerre mondiale chantait dans cette comédie amère et enjouée le chant du cygne d'un Empire plusieurs fois séculaire.

Au centre, le comte Buhl, l'irrésolu, symbole de l'homme autrichien. Sérieux et léger à la fois, profond et superficiel, il ne sait jamais choisir entre les dons multiples que la nature lui a donnés. Hofmannsthal l'entraîne dans un tourbillon mondain : au cours d'une soirée brillante qui réunit tous les grands noms de l'aristocratie autrichienne, il est chargé par une sœur abusive de convaincre une ravissante héritière d'épouser son vaurien de fils. Le comte s'acquitte le plus mal possible de cette tâche ; c'est finalement lui qui emportera la jeune fille tant convoitée.

Le prétexte est mince, mais dans cette comédie des erreurs, Hofmannsthal déploie tous les charmes de son art. Un style ironique, un dialogue farci de réminiscences françaises, mode d'expression favori de ces aristocrates, donnent une étrange densité à ce jeu de marionnettes dont tous les personnages, même dans leur fins défauts, gardent cette séduction lasse qui fit la réputation de Vienne. Une seule exception : un comte prussien caricature impitoyable, vengeance de l'Autriche contre ce nouveau pays de langue allemande qui allait la remplacer dans le concert des grandes puissances.

C'est le Josefstädter Theater, la scène de Max Reinhard, qui présente le spectacle. Un vrai spectacle dans la tradition du maître : étincelant et minutieusement réglé, avec des acteurs en pleine possession de leur métier, parmi lesquels se détachent M. Leopold Rudolf (l'irrésolu) et Mmes Elisabeth Markus et la belle Aglaja Schmid.

Peu d'écrivains étrangers furent aussi proches de la France que Hugo von Hofmannsthal. Son nom n'a cependant pas dépassé chez nous un cercle étroit d'amateurs de poésie. Souvent on ne le considère que comme le librettiste des plus célèbres opéras de Richard Strauss. Il serait juste qu'un théâtre parisien reprenne cette pièce, écrite dans l'esprit de Marivaux, pour rendre hommage au poète qui avait écrit que la France est le seul pays où « la littérature est l'espace spirituel de la nation ».

A voir :

● **Adorable Julia** (Adorable Madeleine Robinson) ● **L'Amour des quatre colonels** (les gaietés de l'occupation) ● **L'Amour fou** (cruel Roussin) ● **Histoire de rire** (on ne rit pas seulement) ● **Le Mal court** (savoureux Audiberti) ● **Les Oiseaux de lune** (Marcel Aymé poète) ● **Le Séducteur** (Don Juan a bon cœur) ● **La famille Arlequin** (Commedia dell'Arte) ● **Pygmalion** (Bernard Shaw) ● **A la monnaie du pape** (une pièce qui a cours) ● **L'homme, la bête et la vertu** (Pirandello chez Létraz) ● **Huis-clos** (Sartre au cirque) ● **Les Chaises** (déroutant Ionesco) ● **Soledad** (Amour et politique) ● **Spectacle Marcel Marceau** (un monde du silence) ● **En attendant Godot** (le « classique » de Beckett).

BALLETS

Un prince aimait un cygne

DU *Lac des Cygnes* de Tchaïkowsky, ballet en 4 actes, créé dans sa version définitive en 1895, à Saint-Pétersbourg, dans la chorégraphie de Petipa et Ivanov, on ne donne plus, en France, depuis plusieurs lustres que le deuxième acte. Diaghilev le présenta en France en 1912, dans ce même Châtelet où les Ballets Soviétiques du Théâtre Stanislavski viennent de le faire revivre. En Europe occidentale, l'Angleterre seule maintient la tradition des versions intégrales des grands ballets russes néo-romantiques : la Compagnie de Sadler's Wells et celle du London Festival Ballet s'y dévouent, mais dans un esprit très différent de celui des Ballets de Moscou.

Pour les Anglais, les quatre actes du *Lac des Cygnes* ou de *La Belle au Bois* ne sont qu'arguments joliment fanés où se trouvent prétextes à exalter la danse pure. Pour les Russes, l'histoire d'amour, de haine, de mort et de transfiguration du *Lac des Cygnes* est une histoire vivante, qui les concerne personnellement et à chaque instant de son déroulement. De pas en pas, de variation en variation, d'ensemble en ensemble, le drame de Siegfried, le jeune prince infidèle, et d'Odette, la jeune princesse métamorphosée en cygne, s'organise et progresse vers son point culminant.

Une œuvre fraîche

Des premières danseuses aux derniers quadrilles et mimes, chacun et chacune participent à ce drame et en dévoilent graduellement le sens. Il y a, dans les évolutions du corps de ballet, quelque chose de vibrant, de souple, de vivant (on en revient toujours à cette notion). On est loin de la discipline abstraite et purement spatiale des émules d'un Balanchine par exemple. Ici, chaque geste et chaque immobilité sont nourris d'un même sang, celui qui répand et concentre tour à tour les éléments du drame sur l'ensemble des interprètes et sur les protagonistes essentiels : Odette (Violetta Bovt), grande tragédienne, le bouffon, incarné par l'extraordinaire Vladimir Tchiguiriev, Siegfried (Sviatoslav Kouznietsov), athlète superbe. Danseurs classiques accomplis, par leur style et leur technique, tous mettent totalement leurs qualités et leurs possibilités au service d'une œuvre qui, pour eux, est une œuvre de théâtre aussi fraîche, aussi vraie, aussi puissante, que peut l'être pour l'Opéra de Vienne, une œuvre de Mozart, pour le Théâtre de Bayreuth, un drame musical de Wagner.

C'est un non-sens, que tant de chorégraphes et de danseurs franchissent, hélas ! de ne s'intéresser qu'à des « parcours », à des « adages » et à des « variations », à l'exclusion des motifs humains et dramatiques dont ils sont et dont ils doivent rester, à chaque instant, la transfiguration.

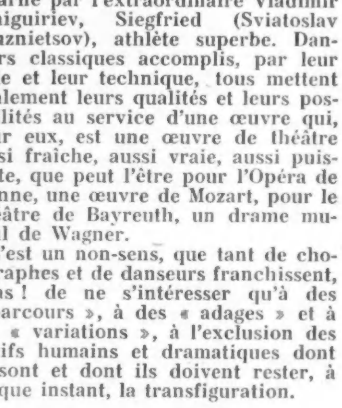
Sans grande importance

Jouée comme elle l'est actuellement au Châtelet par l'orchestre Pasdeloup (sous la direction de M. Edelmann ou de M. Rojdiestvenski ? le programme laisse subsister un doute à ce sujet), la partition de Tchaïkowsky, tour à tour lyrique, tragique, magique et passionnée, constitue un brillant support symphonique à la romantique histoire du prince et du cygne telle que les artistes la dansent et la vivent.

La mise en scène et la chorégraphie de M. Bourmeister sont cohérentes, et claires ; même les « divertissements » du troisième acte, dans lesquels Tchaïkowsky sacrifia à la mode de son temps, sont ici bien intégrés au drame.

On vous dira que certains costumes →

40e SALON des artistes décorateurs
GRAND PALAIS
Le cadre moderne de la vie féminine
Meubles et Ensembles
Objets d'art appliqué
Tous les jours : 10 h. à 19 h.


LES BATEAUX-MOUCHES
Restaurant - Promenades - Réceptions
Tél. : INV. 13-00 - SOL. 92-66
Embarcadère Pont Solférino (près Concorde)

LE DOSSIER SECRET D'ORSON WELLES

INCOMPREHENSIBLE, trépidant, irrespirable, bâclé, mais traversé d'éclairs de génie, Monsieur Arkadin (Dossier secret) (1) déconcertera la majorité des spectateurs, mai · fascinera en revanche les fervents d'Orson Welles. Il s'agit moins d'une œuvre, d'un objet qui puisse être goûté et jugé indépendamment de son auteur, que d'une nouvelle projection de Welles lui-même, de ses hantises, de ses éclats, de ses vertiges.

Comme Citizen Kane, son premier film, Monsieur Arkadin se présente comme une sorte d'enquête sur le passé d'un homme. Et comme Kane, Arkadin est un des puissants de ce monde, plus puissant encore que Kane, puisque son pouvoir ne s'étend pas seulement sur l'Amérique, mais sur les cinq continents. C'est un marchand de canons milliardaire pour qui chaque femme est une proie et à cause de qui tous les jours quelques hommes meurent de par le monde. Un monstre ; à l'extrême : Satan fait homme.

Ce n'est pas seulement pour le plaisir de s'affubler d'une barbe et de sourcils lucifériens, de rouler des yeux exorbités que Welles interprète le rôle d'Arkadin. N'en doutons pas, il s'agit là d'une manière d'exorcisme. Dans ce film, comme dans tous ceux qui l'ont précédé, Welles se délivre de cette obsession qui est la clé de son caractère : l'obsession de la puissance.

L'obsession de la puissance

C'est cette obsession qui le précipita, jeune géant au regard enfantin, gros ours mal léché, tête baissée, à la conquête de Hollywood. Le plus beau jour de sa vie fut celui où il prit possession des studios de la R.K.O. pour y tourner Citizen Kane. Jamais encore Hollywood n'avait signé un tel contrat à un réalisateur. Durant tout le temps du tournage, aucun des dirigeants de la société n'eut le droit de pénétrer sur le plateau.

Visitant pour la première fois les studios, Welles s'écria :

— Personne n'a jamais reçu un aussi beau train électrique !

Il avait vingt-cinq ans.

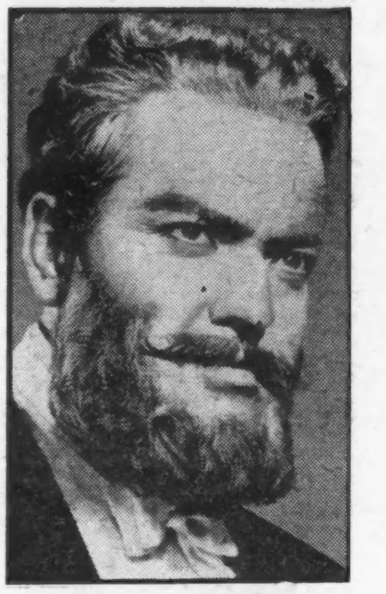
S'il n'a pas la puissance, il lui en faut au moins les apparences. C'est pour cela qu'il fume des gros cigares, comme un producteur, qu'il met les pieds sur les tables de restaurant, qu'il jette son chewing-gum sur les épaules des femmes en robe du soir. Il faut qu'à tout prix il choque, il irrite, il scandalise. Il y a beaucoup de puérilité là-dedans. Welles est puéril comme tous les enfants qui ont grandi trop vite.

C'est l'enfant prodigue de la jeune Amérique dont il allie la force barbare à la culture de la vieille Europe. A deux ans, il parlait anglais comme un adulte cultivé. A dix ans, il vivait comme une grande personne entre son père, un inventeur de machines à laver la vaisselle, et sa mère, une pianiste réputée. Il partageait leurs occupations et leurs distractions, leurs promenades aux quatre coins du monde. A quinze ans, parti en Europe, soi-disant pour étudier la peinture, il se faisait engager dans un théâtre anglais en se faisant passer pour un célèbre acteur américain.

Macbeth chez les nègres

A dix-sept ans, il faisait jouer Macbeth par des nègres. A vingt ans, il fondait le Mercury Theater et jouait Jules César en uniforme fasciste. A vingt-trois ans, il devenait célèbre, cette fois pour de vrai, avec une émission radiophonique sur les Martiens qui provoquait la panique à travers l'Amérique. Et à l'âge où l'on rêve de devenir assistant-metteur en scène, il donnait, avec Citizen Kane, un de ses monuments au cinéma américain.

Son goût du despotisme, son besoin de plier les êtres et les événements à sa guise, Orson Welles les a largement exercés sur les femmes. Marié à dix-neuf ans, il divorce six ans après et se fiance successivement avec presque toutes ses interprètes, à moins



ORSON WELLES
Une manière d'exorcisme.

qu'il ne fasse ses interprètes de ses fiancées. Il ruine la carrière de Rita Hayworth en lui faisant tourner son plus beau rôle dans La Dame de Shanghaï. Il l'épuise après quelques mois de mariage.

— On ne peut pas, dit-elle, vivre vingt-quatre heures sur vingt-quatre avec un génie.

Sa troisième femme, Paola Mori, une comtesse italienne aux yeux de biche, est aussi l'héroïne de Monsieur Arkadin. Il la demande en mariage sur le marchepied du train qui la ramenait en Italie après le tournage du film. Il ne supporte pas de vivre avec une femme, mais il a toujours peur de ne pas rencontrer la femme de sa vie.

L'indépendance avant tout

Grand enfant gâté, insupportable d'orgueil et de sans-gêne, Orson Welles possède une qualité qui rachète tous ses défauts : l'indépendance. Il est prêt à tout sacrifier pour faire et dire ce qu'il veut. Après les demi-succès de La splendeur des Amberson et de La Dame de Shanghaï, plutôt que de rentrer dans le rang, il a préféré claquer les portes des studios américains et commencer une vie de vagabondage.

S'il a souvent prostitué son talent d'acteur dans de médiocres productions comme Le Voyage au pays de la peur ou Le Criminel, il n'a jamais galvaudé son génie d'auteur. Faute d'argent, il a tourné Macbeth en vingt et un jours, sur un plateau désaffecté. Mais son adaptation du drame shakespearien est la plus personnelle et la plus étonnante qui soit. Par manque d'argent aussi, Monsieur Arkadin n'est qu'un brouillon du film que Welles aurait voulu faire. Il a été tourné au hasard de voyages en France, en Italie, en Allemagne et en Espagne, avec des acteurs de rencontre.

Un seul homme de cinéma a su jusqu'à présent ne pas payer par la pauvreté le prix de son indépendance. Il s'appelle Charles Chaplin.

(1) *Dossier Secret*. Film d'Orson Welles, avec Michel Redgrave, Patricia Medina, Akim Tamiroff, Suzanne Flon et Katina Paxinou (Biarritz).

---

sont fort laids, que les décors sont d'un style suranné, c'est vrai, mais sans grande importance : la danse, c'est la musique, et le geste qui la transcende.

MUSIQUE

Prague, Mozart et la politique

(*De notre envoyé spécial Antoine Golea.*)

A l'occasion du deux centième anniversaire de la naissance de Mozart, l'Union des Compositeurs Tchécoslovaques organisait, dans le cadre de l'annuel « Printemps de Prague », un congrès destiné, sous le couvert de la discussion de problèmes de musicologie mozartienne, à ouvrir les portes vers l'Occident aussi grand que possible.

Depuis 1949, la Tchécoslovaquie vivait en vase clos. Les frontières étaient aussi hermétiquement fermées du côté de l'Est que de l'Ouest. On vient, dans les deux sens, de les entrebâiller : il faut espérer que, sous la poussée de tous les Tchèques qui désirent échapper à l'asphyxie, les cadenas sauteront définitivement et que la circulation, non seulement des biens matériels, mais aussi des personnes et des biens « culturels » redeviendra ce qu'elle a été naguère, entre ce pays du centre de l'Europe, riche de beauté, d'art et de pensée, et tous les pays de grande tradition européenne, la France en particulier.

Ainsi, une semaine durant, des délégués de 26 pays occidentaux ou orientaux ont parlé de Mozart et aussi de musique et de politique.

Liberté grandissante

Pendant des années, sous prétexte de musique « pour le peuple », la Tchécoslovaquie a vécu une décadence artistique commandée par la politique.

« Si vous saviez la quantité de mauvaise musique que nous avons été obligés d'avaler !... »

Aujourd'hui, sans que les principes politiques et sociaux aient changé, il semble que l'art doive bénéficier d'une liberté grandissante. Il sera de nouveau permis de composer autrement qu'en 1860, autrement que selon les canons d'écriture les plus périmés, sans encourir l'accusation de « cosmopolitisme » et de « décadence ». Ces accusations, le régime hitlérien les avait lancées, lui aussi, contre les mêmes écoles musicales que celles qui ont été honnies en Tchécoslovaquie depuis 1949. Toutes les dictatures sont conformistes en matière d'art.

Nous n'avons pas entendu beaucoup de musique tchécoslovaque, durant notre séjour, sinon en privé. Alois Haba, l'illustre chercheur dans le domaine du quart de ton, continue pour l'instant encore dans l'isolement, de composer selon ses convictions intimes, sans se soucier du passé.

Ces convictions, il les a exprimées lors d'une séance du congrès, et ses paroles ont été écoutées dans un silence religieux et, à la fin, acclamées par tous les jeunes compositeurs tchèques présents.

Et puis, il y eut *Les Noces de Figaro* au théâtre où Mozart les a lui-même dirigées ; *La Fiancée vendue* de Smetana et une triomphale représentation de notre *Carmen*, à l'Opéra, sous la direction de Cluytens. Ce même Cluytens, deux soirs plus tôt, avait provoqué un véritable délire du public en dirigeant *Bacchus et Ariane* de Roussel.

★

Radio courageuse

LES nombreuses et souvent brillantes manifestations de cette fin de saison musicale ont ceci de commun que leurs programmes ne comportent jamais un élément imprévu. Il n'y a à Paris que la Radiodiffusion Française qui nous fasse entendre des œuvres peu ou pas jouées et c'est peut-être en cela que réside sa mission essentielle.

Cette semaine encore, elle n'a pas failli à sa tâche puisqu'elle nous conviait à entendre, outre des fragments d'*Hippolyte et Aricie* de Rameau, l'opéra *Phèdre* de Marcel Mihailovici, l'un des principaux représentants de cette « Ecole de Paris » qui a groupé plusieurs compositeurs de talent (établis en France depuis fort longtemps) et qui a été bien négligé chez nous au cours de ces dernières années.

L'œuvre contient des pages émouvantes et témoigne en général d'une solide facture. Le point faible réside dans l'écriture vocale qui ne permet pas toujours aux chanteurs de communiquer pleinement les intentions lyriques et dramatiques de l'auteur. Cependant une distribution brillante (Mmes Semser et Tangeman, MM. Rondelleux, Vessières et Peyron) et surtout la maîtrise et la ferveur de la direction de Manuel Rosenthal nous firent apprécier une soirée qui fut aussi un acte de courage.

★

Backhaus le « préféré »

WILLIAM BACKHAUS est, avec Gieseking, Horowitz et Rubinstein, l'un des plus grands pianistes d'aujourd'hui. Vouloir donner la préférence à l'un d'entre eux serait absurde et fallacieux, tous quatre possèdent les qualités pianistiques et musicales les plus rares et les plus élevées.

Il y a cependant chez Backhaus une qualité particulièrement attachante qui fait de lui le « préféré » de beaucoups de mélomanes : en l'écoutant jouer, on a l'impression qu'il est l'un des derniers représentants d'une tradition prestigieuse qui va de d'Albert et de Busoni, à Schnabel. Il y a dans son jeu une sobriété et une profondeur étonnantes qui ne nuisent en rien à la beauté sonore et à l'éclat de ses interprétations. On a pu le constater une fois de plus en l'entendant l'autre soir dans son récital Beethoven couronné par ces extraordinaires *Variations sur une Valse de Diabelli*.

CINÉMA

Adieu splendeur

LA COLLINE DE L'ADIEU

Film américain en cinémascope de Henry King, avec Jennifer Jones et William Holden (Ermitage, Max Linder, Vedettes, Images).

ENCORE une brève rencontre. A Hong-Kong cette fois. Elle, une jeune Eurasienne, docteur en médecine, que les Blancs traitent en Chinoise et que les Chinois renient, douce, pure, triste et dévouée. Lui, un correspondant de guerre américain, plein de charme et de vague à l'âme. Un instant leurs destins se confondent au clair d'une lune exemplaire. Mais, comme dit la romance, « la vie sépare ceux qui s'aiment » et la mort attend notre héros sur un champ de bataille de Corée.

Du beau roman autobiographique de Han Suyin, *Multiple splendeur*, les auteurs de *La colline de l'adieu* se sont surtout préoccupés de tirer tout ce qui était susceptible de faire venir les larmes aux yeux des spectatrices. Ils y ont réussi, avec l'aide de Jennifer Jones, toute pudeur et passion, et qui sait si joliment pleurer pliée en trois, comme le font les femmes sans défense et les enfants.

★

La ruée vers Charlot

LA RUEE VERS L'OR

Film américain de Charles Chaplin (Colisée, Marivaux)

L'ACCUEIL enthousiaste que fait le public parisien à la reprise de *La ruée vers l'or* ne plaide pas seulement en faveur du génie de Charles Chaplin. Il prouve qu'un film vieux de trente-cinq ans peut toucher les foules à l'instar de la dernière superproduction en cinémascope. Autrement dit, le cinéma n'est pas forcément un art périssable.

La cause est entendue : *La ruée vers l'or* restera dans les casiers des cinémathèques futures de la même fa-

Cabarets Dancings
BOULE BLANCHE
CLUB des CH.-ELYSEES Raymond LE SENECHAL
Thé tous les jours - Soirée jeudi, vendr., sam., dim.
LA VILLA Strip tease parade Revue nue
Restaurants
LIDO ELY. 11-61 LIDO ELY. 11-62 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "VOULEZ-VOUS?"
Revue de Guérin & Fradey

çon que *Candide* ou *Don Quichotte* ont pris place sur les rayons des bibliothèques. Son « classicisme » a même quelque chose, si l'on y songe, d'assez surprenant. Qu'est-ce, après tout, que trente-cinq ans dans l'histoire de la littérature ?

A quoi tient le « classicisme » de *La ruée vers l'or* ? Négativement, au fait que tout ce qui dans le film appartient à une époque (technique, costumes, maquillages...) est utilisé de façon si peu réaliste qu'aucun détail ne « date ». Charlot lui-même malgré son melon et sa jaquette n'est d'aucun temps. Il est l'éternel vagabond.

L'art de Chaplin d'autre part est d'un dépouillement rare au cinéma. Il méprise les intrigues compliquées souvent dictées par de fausses pudeurs. Il va droit au but, utilisant les moyens les plus directs pour inspirer ces sentiments simples que sont la pitié ou le rire. On ne filmera peut-être jamais de scènes aussi cruelles que celle qui dans *La ruée vers l'or* met aux prises deux hommes affamés. C'est la cruauté à l'état pur. Et c'est cela le classicisme.

★

Moulinerie galante

PAR DESSUS LES MOULINS

Cinémascope italien de Marco Camerini avec Sophia Loren et Vittorio de Sica (Normandie, Rex. Moulin-Rouge).

POUR se reposer — et vous reposer — du néo-réalisme, les Italiens aiment verser dans l'historique. Ici, la bergerie, ou plutôt la moulinerie galante, mêlant allégrement les siècles et les accents : dans la version française, les Italiens parlent comme des personnages de Pagnol et les Espagnols ont l'accent italien, sans doute pour « faire étranger ».

Naples est en effet terre espagnole. D'un côté, les occupants ; de l'autre, humiliés, pressurés d'impôts, les occupés ; dans l'entre-deux les collaborateurs ; parmi ceux-ci le meunier qui profite des charmes vertigineux de la belle meunière (air connu) pour transformer le malheur de ses compatriotes en agrément personnel.

Le thème de l'occupation nous avait valu la toujours savoureuse *Kermesse héroïque*. De l'eau — une eau sanglante — a coulé depuis sous les ponts. Peut-être ne peut-on plus traiter pareil sujet sur le mode satirique ? Dans *Par dessus les moulins*, une curieuse pudeur transforme très vite l'estampe galante en bluette moralisatrice : la Belle Meunière se contente d'aguicher; le gentil meunier, touché par la grâce, s'ouvre au malheur de ses concitoyens ; le gouverneur espagnol, dupé par la meunière et travaillé par son épouse, Dolorès au noble cœur espagnol, finit adoré de ses sujets : la souriante cruauté de la *Kermesse héroïque* était préférable.

Mais aucune importance : il s'agit d'une farce assez lourde. Enfarinades, cascades de coups, chemise de nuit et quiproquos : on eût aimé retrouver le bondissement, la fantaisie de la «commedia dell'arte». Vittorio de Sica, gouverneur espagnol coureur de jupes et gâteaux, charge son rôle à plaisir. Une séance de balançoire et une lessive près d'une rivière permettent à Mme Loren de nous dévoiler son vrai talent.

A voir :

En exclusivité :

● **Le Mystère Picasso** (le secret du peintre) ● **Nuit et Brouillard** (un témoignage bouleversant) ● **Dossier secret** (pour les fervents de Welles) ● **Lifeboat** (Hitchcock en guerre) ● **Mais qui a tué Harry ?** (humour macabre) ● **Place au cinémara** (une attraction).

Nous vous rappelons :

● **La ruée vers l'or** (Marivaux, Colisée) ● **Les bas-fonds** (Studio 43) ● **Les Enfants du paradis** (Studio 28) ● **Le Monde du silence** (Royale, Cinémonde Opéra, Royal Haussmann, Scarlett) ● **Tueurs de dames** (Ursulines, Agriculteurs) ● **Boulevard du crépuscule** (Champollion) ● **L'homme tranquille** (Pagode) ● **M. Smith au Sénat** (Studio Bertrand) ● **Il bidone** (Studio Raspail) ● **La Red** (Acacias).

PAN
G. MILLETRE
Premier Prix du Conservatoire
VOUS OFFRE UN
DISQUE MICROSILLON
17 cm. (915 fr.)
DE VOTRE CHOIX
(600 titres en classique, jazz et variétés)
POUR TOUT ACHAT DE 5.000 FR.
(un disque 30 cm. A pour 15.000 francs)
Disques - Electrophones
11, rue Jacob - DAN. 18-25
Ouvert de 10 h. 30 à 20 heures
SAINT-GERMAIN-DES-PRES

DISQUES

Le droit au progrès

IL arrive de plus en plus souvent que les qualités techniques d'un disque soient trop raffinées pour la majorité des électrophones et pick-ups. D'où ce paradoxe : incomplètement reproduit à l'audition, un enregistrement splendidement réussi sera moins satisfaisant qu'une version moins subtilement réalisée.

Or, un appareil de haute précision ne peut en aucun cas coûter moins de 120.000 francs.

Il devient donc indispensable de prévoir la construction d'appareils à prix modérés dont la qualité corresponde cependant à celle des enregistrements actuels. C'est ce que l'on est en train de réaliser aux Etats-Unis et aussi en Allemagne.

D'une manière générale, les industries européennes hésitent à investir des capitaux considérables avant que d'importantes demandes ne viennent justifier la création de chaînes nouvelles de fabrication. Et, il faut bien en convenir, la curiosité du public est pratiquement inexistante dans ce domaine.

SOPHIA LOREN
Meunier, tu dors...

JENNIFER JONES
Au clair d'une lune exemplaire.

Vieilles habitudes

Les amateurs s'intéressent aux disques bien plus qu'aux appareils ; beaucoup cherchent à retrouver, même sur une chaîne perfectionnée, les anciennes habitudes contractées en écoutant la radio et en allant au cinéma. De plus, certains enregistrements, moins « avancés » au point de vue technique, sont cependant pleinement acceptables au point de vue artistique... et peuvent procurer des joies aussi réelles que substantielles. Il est bon qu'il en soit ainsi ; ce n'est cependant pas une raison pour arrêter le progrès ni pour en priver une large partie de ceux qui sont en droit d'en bénéficier.

Il faudrait donc commencer par créer un mouvement d'intérêt autour des dernières acquisitions en matière de « haute fidélité » (le terme est inexact mais immédiatement compréhensible). On pourrait envisager ensuite le lancement, sur le marché, d'appareils perfectionnés à des prix accessibles. Pour risquée qu'elle soit, l'entreprise devrait se révéler finalement des plus fructueuses.

Tout passe, tout casse, tout lasse
Tout,
Sauf
La Revue des Folies-Bergère

★

Le choix de la semaine

MOZART

Messe en ut mineur K. 427. Stich-Randall, Rössel-Majdan, Kmentt, Ranninger, le Wiener Kammerchor, les Wiener Symphoniker, dir. R. Moralt (2 d. 25 cm. 33 t. A 00762/3 R).

VOICI un ouvrage profond, puissant qui est comme un trait d'union entre la Messe en si de Bach et celle en ré de Beethoven. Mozart avait fait le vœu de l'écrire s'il devenait le mari de Constance Weber. Il épousa Constance mais n'acheva pas l'œuvre commencée.

D'excellents chanteurs (Theresa Stich-Randall est proprement admirable) viennent de l'enregistrer. Rudolf Moralt dirige avec intelligence et pondération. Des extraits de la Messe K. 267 complètent ce disque qui, techniquement aussi, est une bien belle réussite.

EXPOSITIONS

Sur la lagune

(De notre envoyé spécial J.-F. CHABRUN)

L'ORIENT-EXPRESS qui est arrivé dimanche dernier à Venise, venant de Paris, n'était pas un train comme les autres.

Imperturbables, douaniers et contrôleurs circulaient parmi une foule de peintres, de marchands et de critiques, au milieu de laquelle s'étaient égarés quelques-uns de ces riches collectionneurs dont les noms ne se murmurent que de bouche à oreille.

A la gare, les gondoliers se partagèrent artistes et critiques (ceux qui se saluent et ceux qui ne se saluent pas), pour les mener à leurs hôtels respectifs.

Le lendemain matin, sous une pluie battante, ils se retrouvaient pour visiter ensemble la 28e Biennale de Peinture.

De l'Afrique du Sud à la Tchécoslovaquie, en passant par l'Inde, l'Islande, le Japon et le Venezuela, tous les pays du monde exposent à Venise cette année, y compris l'U.R.S.S. dont les peintres officiels suscitent plus de curiosité que d'enthousiasme.

La participation de l'Italie est bien entendu la plus importante et prouve encore une fois que, dans ce pays, la peinture, sous ses formes les plus diverses, est un art national bien vivant comme la course de taureaux en Espagne.

La Belgique expose notamment des toiles d'Anne Bonnet, remarquables par la composition et le bonheur de leurs couleurs, tandis que la Grande-Bretagne présente un curieux sculpteur, Lynn Chadwick. Bien que plus classiques, les animaux en fer forgé de ce dernier ne sont pas sans analogie avec ceux de César dont les formes agressivement hasardeuses sont exposées au pavillon français, dans la salle consacrée à Bernard Buffet.

Villon

Sans être accusé de chauvinisme, on peut affirmer que ce pavillon est probablement le plus considérable de la biennale. Pour la peinture, Tal Coat et Dunoyer de Segonzac y font pendant à Buffet. Pour la sculpture, les spéculations volumineuses d'Etienne Martin contrebalancent les fascinantes et hiératiques figurines de Giacometti.

Mais c'est au doyen de ces peintres d'avant-garde que la France devra sans doute de recevoir samedi, le prix de la Biennale. Un ensemble des œuvres de Jacques Villon est en effet présenté, qui prouve que ce peintre, âgé de plus de 80 ans, est non seulement le plus discret, mais probablement le plus original et l'un des plus grands artistes de ce temps. En le couronnant, la Biennale de Venise réparerait un oubli qui constitue l'une des injustices majeures de l'Histoire de l'art contemporain.

★

Sens du vertige

MATTA

Galerie du Dragon, rue du Dragon Juin-juillet.

APRES avoir longtemps partagé son existence entre l'Amérique et l'Italie, le peintre Matta s'est finalement fixé à Paris où les surréalistes le « lancèrent » avant la guerre.

L'importante exposition de ses œuvres réunies à la Galerie du Dragon prouve que Matta est resté fidèle à sa formule, telle qu'on avait pu s'en faire une idée, dès 1938, par les reproductions du « Minotaure » ou d'autres revues d'art malheureusement disparues aujourd'hui.

Plus encore que les formes vagues qui lui servent à les définir, ce sont les espaces et les volumes exprimés « à plat » sur ses toiles qui donnent la mesure du singulier talent de leur auteur.

Poète du vertige tout autant que peintre, il ne manque à Matta qu'un sens plus raffiné des couleurs pour s'inscrire, en bonne place, dans la grande tradition de la peinture romantique, dont l'origine remonterait — dit-on — à Jérôme Bosch.

LES EXPOSITIONS
GALERIE LOUIS CARRÉ
GROMAIRE
"PARIS"
10 AVENUE DE MESSINE

Galerie MAEGHT
MIRO ARTIGAS
Terres de grand feu
Vernissage le 15 juin 1956

Galerie RIVE GAUCHE, 44, rue de Fleurus
CASTRO

SAINT-PLACIDE - 41, rue Saint-Placide
VOGLIS
« A la cave » GUY KROHG
Vernissage le 15 juin - Jusqu'au 28 inclus

MONIQUE DE GROOTE, 20, av. Kléber
STEFA BRILLDUIN
Vernissage le 18 juin - Jusqu'au 15 juillet

LA SEMAINE

SORANA GURIAN vient de mourir, à 39 ans, du cancer dont elle décrivait avec simplicité l'évolution dans ce *Récit d'un combat* publié cette année.

La jeune romancière malade évoquait, dans ce pathétique témoignage, « *ces êtres assoiffés de pureté qui apprennent soudain comment vivre au moment même où il leur faut mourir* ».

Le moment est venu très vite.

André Gide disait : « *Je n'aime que les livres qui traitent de ce dont l'auteur a failli mourir* ». Sorana Gurian n'a pas failli : elle est morte.

Ce n'est pas le même genre de témoignage que l'Académie Française propose à notre admiration.

Décerné par quelques naïfs immortels, le Prix du Roman est venu couronner les démêlés de M. Paul Guth avec ses élèves (*Le Naïf aux quarante enfants*) et avec sa concierge (*Le Naïf locataire*).

Quant à son Grand Prix de Littérature, c'est à M. Henri Clouard, auteur d'une *Histoire de la Littérature Française du symbolisme à nos jours*, juré du Prix des Critiques, qu'il revient.

Ici, l'Académie a été fidèle à sa conception conservatrice de la littérature.

L'humour a été, lui, récompensé par le Prix Courteline décerné à l'excellent journaliste Pierre Macaigne, pour son *Smoking de rigueur*.

BIOGRAPHIE

Monsieur K : de l'encre et du cœur

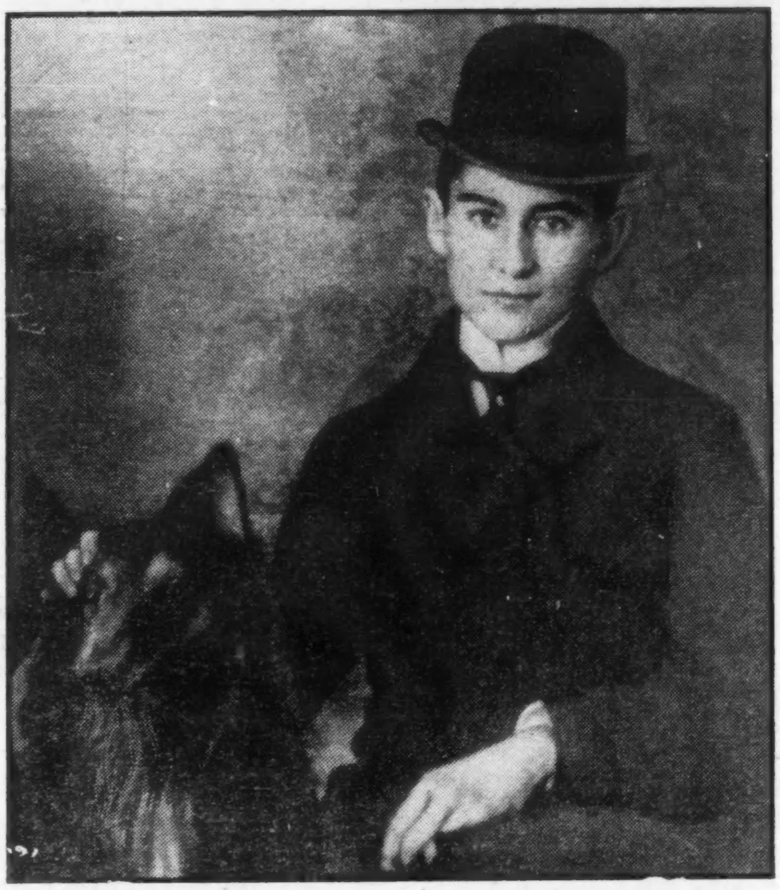
« A*H ! Si je pouvais être morte sans être obligée de mourir !* » Peu de temps après avoir prononcé ces mots expirait au camp de concentration de Ravensbrük, le 17 mai 1944, une femme qui n'eut jamais d'autre nom qu'un prénom et qui sera toujours Milena, ou seulement M., parce qu'elle aima un homme qui, lui, ne cessera d'être K., et fut aimée de lui. M. ne mourra pas plus que K. dans la mémoire des hommes où un amour déchiré les unit et les trouble encore.

Milena mourut, à quelques jours près, 20 ans après Kafka, elle dans le camp de la mort, lui dans la clinique des tuberculeux où toute vie n'est qu'illusion. Et il est étrange que la dernière parole de M. réponde si exactement à celle que K., sans la prononcer, paraphrasa avec acharnement d'un bout à l'autre de son existence : « *Si je pouvais être vivant sans être obligé de vivre !* ». LES LETTRES A MILENA publiées aujourd'hui par Alexandre Vialatte (1) montrent que cette peine de mourir et cette peine de vivre s'épousèrent dans une peine d'aimer qu'aucun être au monde n'a mieux exprimée. Et elles montrent encore ceci : que l'actualité de Kafka n'a pas de fin. *Ecce Homo*, il est l'homme.

Fête d'aviation à Brescia

Septembre 1909 : la ville italienne de Brescia reçoit une foule venue de Ligurie, de Rome, de France, d'Angleterre et même d'Amérique. Plus de cent mille personnes qui n'ont jamais vu un aéroplane piétinent des papiers gras et une herbe jaune sur le terrain d'aviation de Montechiari. Gabriele d'Annunzio sautille d'énervement ; la princesse Borghese teud son visage couleur de raisin mûr ; Puccini montre un nez de buveur. Curtiss couvre 50 kilomètres en 49'24" et remporte les 30.000 lires du Grand Prix de Brescia. Blériot échoue dix fois, monte à vingt mètres. Cent mille soupirs de regret l'accompagnent.

Dans la foule, un jeune homme de Prague prend des notes et la *Bohemia* de fin septembre 1909 publie un article intitulé « Fête d'aviation à Brescia ». L'auteur n'est pas un journaliste. Il a écrit l'article parce que son meilleur ami connait un rédacteur du journal. A vrai dire, une phrase du papier indique sa profession : « *Le pesant appareil se jette maintenant dans les airs. Rougier est assis du milieu de ses leviers comme un directeur à son bureau.* » L'auteur est employé de bureau à la compagnie d'assurances de Prague « Arbeiter-Unfallversicherungsanstalt ». Son nom : Franz Kafka.



FRANZ KAFKA
Ainsi sont les employés de bureau.

Kafka, âgé alors de 26 ans, ressemble à des millions d'autres employés de bureau qui, à Paris ou à Londres, travaillent dans des pièces qui sentent la poussière, dont la lumière est jaune et les plafonds bas. Docteur en droit depuis le 18 juin 1906, il s'est battu pour devenir rédacteur dans l' « établissement d'assurances ouvrières contre les accidents pour le royaume de Bohême ». C'est donc que le poste l'intéresse ? Il le dégoûte. Mais il l'a choisi et obtenu à force d'acharnement parce qu'il veut à tout prix une occupation « à service réduit ». Le bureau depuis le matin jusqu'à 2 ou 3 heures de l'après-midi, ensuite, la liberté ; la vie numéro 1 et la vie numéro 2.

En quoi ce bureaucrate tchèque réalise le désir de plusieurs millions d'autres bureaucrates qui pensent comme lui que le travail entre quatre murs et quatre registres n'est pas tout à fait celui d'un homme. Franz ne montre ni son dégoût ni son mépris à ses collègues. Devant eux, il est gai, dévoué, un peu naïf — « l'enfant gâté du service » dira un chef de bureau.

Il joue donc la comédie ou, si l'on veut, il s'est fait deux visages. Le second ne regarde personne. Mais le premier est aussi humain. Que le compte rendu du procès de Marie Abraham, âgée de vingt-trois ans et qui, souffrant de la faim, étrangle son enfant avec une cravate d'homme qui lui sert de jarretière, que ce compte rendu lui tombe sous les yeux, entre la loi de 1889 sur les assurances ouvrières et le rapport du 27 avril sur le cas 2203, et l'employé Franz sanglote.

Sensible, le docteur en droit. Rêveur aussi. C'est sur un papier de la Compagnie d'assurances qu'il trace le plan d'une « Communauté ouvrière de non-possédants » (« ne posséder ni accepter aucun argent ni objet de valeur... n'assurer son existence que par le travail... ne manger que le strict nécessaire... considérer les relations avec le patron comme un rapport de confiance... Durée maximum du travail : six heures... Limite extrême : 500 hommes », etc.).

Ainsi sont les employés de bureau : leur odeur d'encre fait croire qu'ils n'ont pas de cœur et les lettres qu'ils écrivent ou dictent aux secrétaires, qu'ils ne savent pas rêver. Or les utopies les plus nombreuses et les plus hautes sont crayonnées sur des buvards publicitaires et des papiers à en-tête. Les bureaucrates sont des fuyards, des ouvreurs de fenêtres, des vagabonds, des réformateurs. Ils sont en arrière ? Ils vivent en avant.

Cinq femmes l'ont aimé

Ainsi Franz, employé modèle et homme moderne. Né en 1883, l'année où de Dion-Bouton lance sa première auto, adulte avec les premiers meetings d'aviation, sportif, végétarien, naturiste, sioniste à l'époque des cols à manger de la tarte, des estomacs traditionnels et des religions endormies, Kafka tourne vers son travail le côté de son âme qui l'engage le moins. L'autre côté est tourné vers l'intérieur. Expérience est faite une fois de plus qu'on peut vivre à deux dans une même peau.

L'autre Kafka est inconnu. Les collègues ne sauront pas dix ans après sa mort, qui était ce garçon dont ils entendaient grincer la plume six heures par jour. Il y a plus, il y a beaucoup plus. Il faut plusieurs années à l'ami intime de Franz pour apprendre qu'il est autre chose qu'un docteur en droit au service d'une Compagnie d'Assurances. Et d'une façon générale, les deux Kafka sont deux aux yeux mêmes de Kafka.

Il dit qu'il parle mal, avouant qu'il bégaie : beau parleur, remarquable lecteur et récitant, disent ceux qui le connaissent. Je suis laid, mal vêtu, note-t-il : bien taillé, tête d'Egyptien, yeux gris d'un éclat surprenant, cheveux d'un noir d'ébène, élégant dans ses costumes bleu sombre, proclament d'autres que lui. Et que l'on interroge quatre ou cinq femmes qui l'ont aimé...

Un jour, un directeur de la Compagnie convoque les rédacteurs, leur tient un discours onctueux, solennel et qui n'en finit plus. Eclate alors dans les rangs déférents un rire, un rire qui monte, hoquette et ne peut s'arrêter : c'est Franz.

Un autre jour, le même Franz lit à des amis le début d'un manuscrit qui a pour titre LE PROCÈS — et de rire aux larmes, entraînant tout le monde. Or cet homme a donné de lui, à travers ses livres, une image de glace, sombre et désespérée, il a communiqué au monde la plus forte angoisse qui ait jamais été donnée à partager.

Onze livres vendus

Car Franz Kafka écrivait. L'employé de bureau faisait des livres. Et nul, d'abord, ne le savait. On l'apprenait peu à peu. Lorsque son premier ouvrage, BETRACHTUNG, parut chez Wolff, il dit à Rudolf Fuchs : *Onze livres ont été vendus. J'en ai acheté dix moi-même. Je voudrais bien savoir qui a le onzième.* »

Ecrivain, non homme de lettres. Son ami Max Brod le força un peu à écrire, s'occupa beaucoup de le faire éditer. Est-il beaucoup d'écrivains qui aient reçu d'un éditeur une lettre semblable à celle que reçut Kafka le 3 novembre 1921 : « *Aucun des auteurs avec lesquels nous sommes en relations n'a aussi rarement que vous des vœux ou des demandes à nous adresser, aucun ne nous donne à tel point le sentiment que le sort matériel des œuvres publiées lui est indifférent... Tout manuscrit que vous vous déciderez à nous envoyer sera le bienvenu...* »

Il disait : « *ma mission* », « *mon mandat* », « *rien ne m'intéresse que la littérature* ». Et il le disait, peut-être, comme un orphelin qui cherche le lieu du monde ou de l'esprit où il sera, à lui seul, père et mère de quelque chose lui appartenant en propre et dont nul autre que lui ne se trouvera responsable. Pourtant Franz ne fut ni orphelin (son père et sa mère moururent après lui) ni un homme réellement solitaire. Mais il y avait quelque chose en lui qui ne supportait ni parents ni amis et, là encore, il se servit de la « technique employé de bureau » : sourire extérieur, angoisse en profondeur.

Julie Kafka, sa mère, est bonne et douce mais tenue éloignée de lui. Le soir, elle joue aux cartes au lieu de s'occuper du petit Franz et elle joue aux cartes parce que son mari l'exige. Hermann Kafka, parti de rien, devenu propriétaire d'un magasin d'articles de fantaisie, a une mentalité d'arrivé : sûr de lui, autoritaire, sans douceur.

Cher père

Il n'est pourtant pas cet oiseau choucas à grosse tête (c'est le sens du mot tchèque kafka) qu'on pressent à lire ce qu'écrit Kafka de lui. Un peu indifférent, peut-être, avec des duretés subites et, sûrement, la tête exactement remplie par une idée de la vie précise, définitive, arrêtée une fois pour toutes. Et, toujours, cette exclamation à la bouche : « *Personne n'a souffert ce que j'ai souffert ! Un enfant ne peut pas comprendre !* »

Malheureux père : son fils souffre plus que lui mais d'une autre manière qu'il ne pourra jamais, lui, comprendre si peu que ce soit. Malheureux Hermann qui était fait pour avoir un fils homme d'affaires et qui n'a qu'un garçon bizarre. Pourtant, non, Franz

(1) Franz Kafka. *Lettres à Milena*. Traduites de l'allemand par Alexandre Vialatte. Ed. Gallimard. 278 pages, 590 francs.

LE CRAPOUILLOT
publie le tome II (G-Z) de son
DICTIONNAIRE DE LA CONVERSATION

Anthologie des épitaphes et des mots historiques - **La Légion d'honneur** - **Etymologie des noms de famille**, par J. GALTIER-BOISSIERE - **Grandville**, par ROBERT REY - **Humour noir** - **Jarry** - **Kafka** - **Le Surréalisme**, par Charles BLANCHARD - **Noms des rues de Paris**, par R. POIRIER - **Dialectique marxiste**, par Jean BERNIER - **Musique concrète**, par J. BRUYR - **Les « Nabis »**, par J.-M. CAMPAGNE - **Les Prix littéraires**, par KLEBER HAEDENS - **La Pêche au lancer**, par Tony BURNAND - **Les Relais gastronomiques** - **Les Vins de pays**, par le Dr RAMAIN - **Sade**, par P. DOMINIQUE - **Septième Art**, par François VINNEUIL - **Télévision**, par G. GUILLEMINAULT - **Tour de France**, par Armand LANOUX - **T.S.F.**, par Henri JEANSON - **Vedettes nouvelles**, par J. TEXCIER, Christian MEGRET et SERGE - **Jules Verne**, par LABRACHERIE - **Voyages à travers le Monde**, par Michel PERRIN, etc.

Définition et explication des mots nouveaux : *hibernation, infarctus, métabolisme basal, relaxation* (Dr Aman-Jean), *parapsychologie* (R. Amadou), *résistantialisme, rewriting, hygroma, etc...*

Le numéro illustré : 400 francs
Edition de luxe numérotée sur couché, les numéros I et II (ensemble) : 1.500 francs

LA JEUNE PARQUE
1, rue Caumartin - PARIS-IXe

n'est pas bizarre. Il pense, c'est tout. Le père ne pense pas, lui. D'où le drame, celui d'une absence d'explication. Toutefois, voilà qui change tout : ce drame de toute une vie n'existe que pour une seule personne, qui est Franz.

La seule fois où le fils veut mettre les pieds dans le plat et tirer tout au clair — il écrit une LETTRE A SON PÈRE de plus de cent pages qui commence ainsi : « *Cher père, tu m'as demandé un jour pourquoi je prétends avoir peur de toi* » — qu'il charge sa mère de remettre au destinataire mais qui n'a jamais été transmise — c'est un fiasco complet. Silence sur le drame. Rien de tel pour faire fermenter les paroles non prononcées. Dans la tête de Kafka, le père prend forme d'une haute barrière à l'ombre de laquelle il n'a plus qu'à vivre, s'il peut. Franz fuit cette ombre. Il le tente. Ne va-t-il pas jusqu'à demander à Swift cette idée selon laquelle les enfants doivent être éduqués en dehors de leur famille ? Ne va-t-il pas, surtout, jusqu'à exclure de son esprit tout germe de révolte ?

Le voici écrasé d'humilité, prêtant à son père des paroles adressées à lui : « *Tu n'es pas à la mesure de la vie ; mais afin de pouvoir mener une existence confortable, insouciante et exempte de remords, tu établis que je t'ai privé de toute aptitude à la vie, que je te l'ai dérobée.* »

Le voici inventant le sentiment de culpabilité ; projetant de donner à son œuvre un titre général : « Tentative d'évasion hors de la sphère paternelle », fuyant dans le judaïsme, loin d'Hermann et invinciblement retenu par lui, détaché et collé à lui — collé par une aimantation que Franz est seul à produire.

Le mariage, tâche noble

Le fils dédie au père l'un de ses livres, LE MÉDECIN DE CAMPAGNE, et, un soir, le lui apporte. « *Pose-le sur la table de nuit* » dit le père. Il n'y aura jamais d'autre commentaire, jamais. Or, Franz vécut toute sa vie chez ses parents. Il essaya d'aller vivre à Berlin mais, invinciblement attiré et lié, il revint à Prague. Quand il quitta la maison paternelle, ce fut pour mourir.

Comme il prend les décors du PROCÈS à sa Compagnie d'assurances, c'est son père qui lui donne le sujet du VERDICT, nouvelle écrite dans la nuit du 22 au 23 septembre 1912, écrite à la Pascal, avec la rapidité d'une déchirure. L'une des dernières phrases du VERDICT lance un appel bouleversant : « *Chers parents, je vous ai pourtant toujours aimés* ». En appelant ainsi, le personnage se suicide. Mais Franz, impénétrable, dit à son ami Max Brod : « *Sais-tu ce que signifie la phrase finale ? J'ai pensé en l'écrivant à une forte éjaculation.* » Et cette phrase finale dit : « *A ce moment, il y avait sur le port une circulation littéralement folle.* »

Il y a aussi des femmes, dans son œuvre. Il ne les a pas inventées, bien qu'elles apparaissent floues. A Prague, Franz fréquente les cafés-concerts et les tavernes à jolies filles. Il tombe amoureux de Hansi dont il dit que des régiments entiers lui sont passés sur le corps ; d'une femme inconnue, rencontrée à Zuckmantel; d'une jeune Suissesse de Riva. Et, pour lui, tomber amoureux signifie tomber malheureux. En outre se marier lui paraît « la tâche la plus élevée qui puisse réussir à un homme ». Contre quoi se jette du plus profond de sa mémoire « la vue des chemises de nuit sur le lit de mes parents prêts pour la nuit ».

13 août 1912, K. rencontre F. Amour et première lettre : « *Oubliez vite le fantôme que je suis* ». 18 août 1913, il demande la main de la jeune fille à ses parents. Septembre 1913, il écrit : « *L'idée d'un voyage de noces me cause de l'effroi.* » L'année suivante, il loue un appartement, fête ses fiançailles, les rompt. En 1915, il revoit F., se fiance de nouveau en 1917 et de nouveau rompt. Le tout assorti d'accusations qu'il porte contre lui-même. Celle-ci revient souvent : « *vices bureaucratiques de la faiblesse, de la parcimonie, de l'indécision, du calcul, de la prévoyance* ». L'employé de bureau sort de son territoire réservé et se venge sur le fiancé qui le tenait enfermé.

Août 1917 : premier crachement de sang. En septembre, le médecin diagnostique un catarrhe pulmonaire. On l'envoie à la campagne : il y écrit le CHATEAU. Sa Compagnie le met à la retraite. Revenu à Prague, il y fait du jardinage et de l'hébreu.

Magie noire

En 1920, vivait à Vienne une femme dure et froide, d'une lucidité un peu effrayante et dévorée de passion, capable de la plus grande bonté et, l'instant d'après, de la fureur la plus implacable. Nous dirions aujourd'hui : un tempérament. Stendhal dirait : un génie. Il advint qu'elle eut à établir la version tchèque de certaines des œuvres de Kafka.

Kafka lui écrivit donc. Correspondance professionnelle, polie. Presque tout de suite cette correspondance-là s'arrête. Ou, si l'on veut, elle prend feu. Bientôt, Milena et Franz sont ensemble à Merano: lui, soignant ses poumons et elle, lui ravageant le cœur. Le cœur, ce n'est pas assez dire. Tout l'être de K. flambe. Non, ce n'est pas une nouvelle aventure. Il n'y a point d'aventure dans la vie de Kafka. Il n'y a que de grandes tentatives terminées sur de grands échecs. Mais Milena est mariée et Kafka lié à ses propres tortures. Aussi restera-t-il de cet amour un tas de cendres brûlantes. Et encore ce fait que Milena est la seule femme à qui Kafka ait donné à lire ses notes et carnets intimes, la seule femme qu'il ait appelée « maman », la seule à propos de qui il ait parlé de « magie noire » en songeant aux choses du sexe, la seule qui lui ait fait écrire : « *Ou le monde est bien petit, ou nous sommes gigantesques, en tout cas nous le remplissons.* »

Au cours de l'été 1923, Franz se repose sur une plage de la Baltique. Un jour, il remarque une jeune fille vidant des poissons. « *Des mains si délicates pour un travail aussi sanglant !* » dit-il. Banalité de l'amour. En juillet, il s'installe à Berlin avec Dora Dymant, Berlin capitale de l'inflation, de la misère et du marché noir. Or, il est heureux.

Les médecins le voient malade. Sanatorium Wiener Wald, clinique viennoise : tuberculose du larynx. « *Ma tête* — observe Kafka — *a comploté avec mon poumon derrière mon dos.* » Dora est là. Lui et elle vivent, au seuil de la mort, comme au seuil d'une nouvelle vie. Au sanatorium de Klosterneuburg, tout est sauvé : l'homme K. a tué en lui l'employé de bureau et le fils Franz est devenu un peu père puisqu'il est presque un mari. Tout est sauvé, tout, plus d'angoisse, plus de malheur, la vie est belle, Tout, sauf ce corps épuisé et qui ne le sait pas encore. Chaque soir, une chouette apparait à la fenêtre. Dora sent la mort venir. Franz, qui peut à peine parler, est trop occupé : il fait l'apprentissage du bonheur.

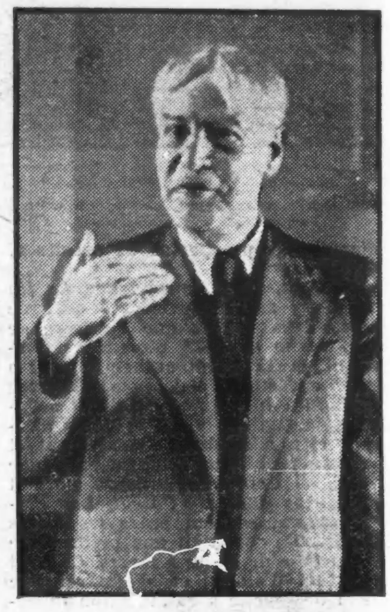
→

SA VIGILANCE VA MANQUER

LA mort, à 89 ans, de Julien Benda, est passée pratiquement inaperçue. Il y avait déjà plusieurs années que cet Alceste de la Raison avait pris retraite et l'on s'étonnait qu'il survécût aux « Byzantins » qui lui avaient servi de cible : Gide, Claudel, Valéry, Barrès, Alain, Giraudoux.

Toute sa vie il avait lutté contre l'esthétique qui se donne pour morale, la littérature qui se prétend philosophie, la sensibilité qui se présente comme Pensée. Romantisme, néo-romantisme, symbolisme, surréalisme, mysticisme, bergsonisme, existentialisme — ce ne sont, pour Benda, que les formes diverses et fallacieusement nouvelles sous lesquelles se manifestent les atteintes à la Raison et aux Valeurs éternelles.

Le Dieu de Benda, c'est évidemment Descartes, dont il avait tendance à croire qu'il était le seul à bien le comprendre. Il poussait le goût de la clarté jusqu'à la manie et déclarait « féminin » ou — injure plus grave — « sensible », tout ce qui prétendait être ineffable, indicible. Le « je ne sais quoi » lui faisait horreur. Il disait : « Si vous ne savez quoi, alors taisez-vous ». Tout l'arsenal moderne de la poésie : vers libres, anacoluthes, cris, associations d'idées irrationnelles, bref tout ce qui prétend opposer *l'esprit* à la *raison* lui paraissait relever d'une escroquerie pour laquelle, «hélas !» le Français était bon public, et le responsable : Bergson. L'anti-bergsonisme a été pour Benda une obsession féconde, son système négatif, sa référence hargneuse. Il a dépisté avec une opiniâtreté d'atrabilaire le bergsonisme de ses ennemis — et celui aussi de ses « amis » : quand il ne le trouvait pas, il l'y mettait.



JULIEN BENDA

La passion contre les passions.

L'affaire Dreyfus

Il a entendu toute sa vie être un *clerc*, c'est-à-dire selon lui, une sorte d'ascète voué au culte de la Raison, du *spirituel*, par opposition aux êtres « engagés », soumis aux contingences du temporel, aux fluctuations de la sensibilité. Il a reproché aux clercs de son époque de trahir. Le spirituel se mettait au service du temporel, la Nécessité cédait le pas et la Contingence faisait loi. Si le clerc ne fait pas respecter l'éternité des valeurs, qui s'en chargera ? disait Benda. Si le clerc ne crie pas l'innocence de Dreyfus, au nom de la justice éternelle et ne dénonce pas « la raison d'Etat », au nom de la Raison tout court, qui le fera ? L'Affaire Dreyfus a été la seconde obsession de Benda. Il voulait la retrouver dans toutes les situations, il invitait ses contemporains à faire d'elle la règle d'or.

Chaque fois qu'il s'est « engagé » et qu'il est, en apparence, sorti de sa « cléricature », ce fut pour défendre la Démocratie — régime qui permet le mieux aux clercs de défendre la raison. Il voulait la démocratie forte et désirait pour elle une armature qui autorise les contre-attaques. Contre le fascisme, le nazisme, le marxisme, il a pris position en ne choisissant chaque fois ni ses amis, ni ses ennemis.

On l'a vu en même temps dénoncer le totalitarisme fasciste aux côtés d'André Gide et de Malraux au Congrès des Ecrivains de 1937 et dénoncer dans des journaux de droite, les atteintes au cartésianisme que constituait à ses yeux le marxisme. En fait, par sa liberté d'esprit, il incarnait parfaitement l'esprit « N. R. F. » d'avant-guerre — celui où l'on ne jugeait les gens que sur la personnalité et le talent. Paulhan ne craignait pas alors que, dans la même livraison, Jean Grenier, Alain et Julien Benda écrivissent des choses contradictoires.

Cette ère est close et l'on s'est étonné dans les années récentes que Benda pût à la fois collaborer au « Monde » et aux « Lettres Françaises », dénonçant ici le marxisme prôné là — par d'autres il est vrai. Mais il faut rendre cette justice à Benda qu'il ne s'est laissé annexer par personne. Personne n'y songeait, il est vrai, tant le rapport avec lui était difficile : armé pour le pamphlet, il ne prenait pas son parti des éloges et c'était toujours contre lui qu'on le louait. Lorsqu'il disait : « Un jeune docteur d'*Action Française* veut bien me reconnaître, etc. ». Il s'agissait neuf fois sur dix de Thierry Maulnier et c'était pour rendre l'éreintement plus définitif.

Un misogyne

Car Benda s'était construit un univers d'orgueilleuse solitude dont la règle était de déplaire. Il avait écrit que « le clerc loué par des séculiers est traître à sa fonction ». Il se voulait impopulaire, mais ses références n'étaient pas modestes : « Il existe un critérium très sûr pour savoir si le clerc qui agit publiquement le fait conformément à son office ; s'il le fait il est immédiatement honni par le laïc dont il gène l'intérêt (Socrate, Jésus) ».

Il aurait tout donné pour avoir été Zola témoignant en faveur de Dreyfus. Etre « l'officiant de la Justice terrestre ». Mais un Zola inhumain, abstrait, ne combattant pas pour l'homme, mais pour l'idée, ne s'intéressant pas au malheur mais à l'injustice. La seule passion que Benda a voulu flatter en lui est sa passion contre les passions. Cet homme a passé toute sa vie à se vouloir sec, insensible, méfiant, ombrageux, et par-dessus tout, méprisant. Il a fini par se fabriquer une silhouette de misanthrope original, un peu à la Léautaud, désirant etre à tout prix seul dans ses jugements et dans ses réflexes.

Il a fallu que sa cousine Mme Simone, née Benda, le conduise à la radio pour qu'il consente à livrer, à 80 ans, ses « faiblesses » : son goût pour Wagner et les romans policiers, pour Napoléon, Jeanne d'Arc et Clemenceau, mais aussi pour des femmes. Ce misogyne a « avoué », honteux, admirer Simone de Beauvoir, Madeleine Renaud et Marian Anderson.

Contre les imposteurs

Un petit livre « *Le songe d'Eleuthère* » révèle ce dont Benda était capable lorsqu'il consentait à se laisser aller à la littérature pure — celle dont il se méfiait. Ne pouvant être un grand philosophe et renouveler le rationalisme comme l'avaient fait ses maîtres Renouvier et Hamelin, tenté cependant par la rigueur des mathématiques qui le conduisaient à un scientisme parfois primaire, mais essentiellement littérateur, Benda s'est résigné à n'être que le démystificateur des impostures de la littérature.

Comme il a dit avoir étouffé en lui le grand pianiste qu'il croyait pouvoir être, il s'est fermé l'accès aux aventures littéraires. Doué pour le beau, il cherchait le vrai et refusait qu'il pût y avoir jamais confusion entre les deux. Maître à penser ? Non pas. Quel jeune homme aujourd'hui pourrait se retrouver dans ce penseur qui mettait des majuscules à Raison, Justice, Valeur ? Quel jeune artiste admettrait que la clarté s'obtienne par la mutilation et l'appauvrissement ?

Benda n'a trouvé son équilibre que dans l'essai dénonciateur. Mais on peut dire de lui, et probablement avec plus de justesse, ce que Sartre a dit de Gide : « Sa vigilance va manquer ». Ceux qu'irritait le plus son aridité opiniâtre comptaient avec sa critique hargneuse. Benda permettait les écarts puisqu'il était là pour les dénoncer et rétablir l'équilibre. En partant, il laisse les intellectuels français moins libres : il faudra qu'ils se surveillent.

Jean DANIEL.

E/R

vient de paraître

QUESTION PERSONNELLE

roman par

JEAN KANAPA

1 volume de 400 pages : 800 F.

LES ÉDITEURS FRANÇAIS RÉUNIS

Le lundi 2 juin 1924, il rit, mange des fraises et a tant envie de boire de la bière interdite, qu'il demande qu'on en boive devant lui.

Parfois la terrible douleur. Alors Kafka : « *Docteur, tuez-moi ou vous êtes un assassin.* » Le 3 juin, c'en est fait, l'ancien employé de bureau, l'ancien fils obsédé par son père, l'un et l'autre libérés par l'amour, meurent en même temps réunis dans le corps d'un homme souffrant et heureux. Auparavant, K. avait arraché son pneumothorax et l'avait lancé dans la chambre.

Alors commence la vie d'un K. qui n'est plus qu'un écrivain — une vie, une carrière, un désespoir, une gloire.

G. V.

COLETTE
Maginot et crèmes de beauté.

SOUVENIRS

Le mari d'une académicienne

PRÈS DE COLETTE

par Maurice Goudeket, Ed. Flammarion, 284 pages, 550 francs.

BOULEVARD Suchet, un charretier frappe son cheval. Alors une femme en peignoir sort d'un immeuble, injurie la brute et finit par lui crier : « *Tu m'entends, tu vas crever bientôt, et dans une autre vie, ce sera toi le cheval.* » La chienne Souci ment. Sa maîtresse, qui la vouvoie, lui parle français « *et non pas susucre* », murmure : « *J'entends ce que vous pensez.* » Et la chienne avoue, baisse la tête, se retire en son fauteuil.

Voilà Colette. Ce ne peut être qu'elle. Reconnaissable d'aussi loin que porte le souvenir. Celui qui raconte cela, qui avait déclaré à l'âge de quinze ans : « *J'épouserai cette femme* », qui l'épousa en effet trente ans plus tard et vécut avec elle un tiers de siècle, Maurice Goudeket enfin, donne à croire qu'il ne saurait désobéir au personnage en écrivant sur la femme. Aucune de ses images ne va contre l'image que nous nous sommes faite de Colette en la lisant. Aucune de ses scènes croquées en la vivant n'est différente de l'écrivain. Colette quotidienne égale Colette tout court. Il n'y a pas, comme pour les robes, celle du dimanche et celle de tous les jours. Le livre du mari — d'abord tendre, appliqué, distingué, un peu trop joliment, et puis envahi par la tendresse, c'est-à-dire tour à tour infiniment gai et infiniment triste — montre que l'académicienne Goncourt n'a pas de coulisses, pas de revers, pas d'ombre, pas de double.

Livre où l'indiscrétion ne saurait être un charme puisqu'elle n'est pas même un risque et qui porte l'anecdote à la hauteur de ce que Maurice Goudeket appelle la « *courtoisie conjugale* ».

Ici Colette se fait piquer, exprès, par un frelon ; mange des gousses d'ail crues ; fabrique et vend des produits de beauté sur le conseil d'André Maginot ; rédige les modes d'emploi et prospectus de crèmes et poudres.

Ailleurs, nous saurons que *La fin de Chéri* parut d'abord tronquée de trente-deux pages ; que l'histoire de *Gigi* écrite en 1942, racontée à Goudeket en 1926, est authentique et a pour cadre réel Valescure, faubourg de Saint-Raphaël ; que Gide fit à Colette une unique visite et qu'ils n'eurent rien à se dire, s'ennuyèrent et se saluèrent avec soulagement ; que l'étui de livre en maroquin portant en lettres dorées « *Pascal, Les Provinciales* », souvent entre les mains de Colette, contenait une petite glace et un tube de rouge à lèvres. Ce n'est pas tout d'aimer et d'admirer. Le mari de Colette a l'admiration défensive. Parle-t-il de la pudeur de sa femme, il prévoit trop hâtivement une improbable objection : vous oubliez qu'elle a été danseuse nue ? « *D'abord, cette nudité s'est limitée, au pire ou au mieux, à l'exhibition d'un seul sein dont, au surplus, il n'y avait pas lieu de rougir.* » Bien sûr, ce sein, c'est aussi Colette.

CORRESPONDANCE

Avant le téléphone

LETTRES A REYNALDO HAHN

par Marcel Proust. Ed. Gallimard, 264 pages, 650 francs.

PRINTEMPS 1894 : le jeune Marcel Proust (il a vingt-deux ans) rencontre le jeune Reynaldo Hahn (il a dix-neuf ans). C'est le coup de foudre. Ils passent ensemble les mois de septembre et d'octobre 95 à Beg-Meil, en Bretagne ; le premier y ébauche *Jean Santeuil*, le second y compose un trio et un chœur breton. Dans le livre de Proust, Reynaldo Hahn s'appelle tour à tour Marquis de Poitiers, Henri de Réveillon, Daltozzi, « Dieu déguisé » trois fois.

Les deux amis s'écrivirent de nombreuses lettres entre 1894 et 1915, dont beaucoup se sont égarées, entre autres toutes celles des années 1897 à 1903. On pourrait faire l'histoire de cette correspondance en alignant,

MARCEL PROUST
En pantoufles.

dans leur ordre chronologique, les façons successives qu'a Proust de désigner Hahn : « *Cher Monsieur* », « *Cher Maître* », « *My little Master* », « *Mon cher ami* », « *Mon cher petit* », « *Mon petit Maître* », « *Mon enfant* », « *Mon petit Reynaldo* », « *Cher Mossieur de Binibuls* », « *Mon cher Genstil* », « *Mon petit Bunibuls chersi* », « *Mon bon Buncht* ». Telle est la courbe de cette amitié, qui commence à une sorte de déférence et finit à une espèce de puérilité secrète. La plupart des lettres comportent des dessins, des traits d'humour enfantin et, à partir de la lettre XLIV, des « *bininulseries* », idiome inventé par Hahn et repris par Proust, « *lansgage* » où l'on trouve « *faschcolère* » pour colère, « *cela est Frey !* » pour cela m'agace et des mots ou expressions tels que « *hasdieu* », « *vous Hexpliqueraihhh* », « *moschante crise* ». Ceux qui, depuis vingt ans, *expliquent* l'œuvre de Proust par la constitution de sa phrase trouveront une nouvelle pâture dans cette correspondance : « *Croyais que viendrez pour parler Hesther. Sousfrant, incertain si pourrai ou si pas.* » — « *Si dois vous voir bientôt ne vous hescrirai pas moschancetés sur et sur, mais si pas, oui et oui.* »

De quoi parlait Proust en cet idiome ? De tout et de rien, de musique surtout et parfois de Proust (Reynaldo était tenu au courant du progrès d'*A la recherche du Temps perdu*, ce fut lui qui prit contact avec Grasset et se chargea de la publicité). Il est possible de piquer, de temps en temps, un excellent pastiche, une phrase admirable, un morceau de roi. Mais, le plus souvent, c'est Proust écrivant en pantoufles — on a envie de dire : avec des pantoufles. Si les deux amis avaient eu le téléphone, nous n'aurions pas à lire ce volume.

TRADUCTIONS

Le fantastique est vrai

HISTOIRES IMPOSSIBLES

par Ambrose Bierce. Traduction de Jacques Papy - Grasset - 254 p. - 540 fr.

LE nom d'Ambrose Gwinnet Bierce, conteur américain né en 1842, disparu en 1913 alors qu'il combattait au Mexique dans les troupes de Pancho Villa, est peu connu en France, malgré la récente parution de son *Dictionnaire du Diable*.

On ne manquera pas de regretter sa relative obscurité à la lecture de quelques-uns des contes qui, sous le titre *Histoires impossibles*, nous sont proposés aujourd'hui.

Les dix premiers exploitent le surnaturel sur le mode sérieux. Leurs thèmes sont classiques : cas de possession, transfert de personnalité, phénomènes de voyance, etc.

L'auteur s'y révèle un conteur de bonne race, habile à susciter l'étrange avec sobriété, mais le caractère fictif du fait divers lui ôte beaucoup de son intérêt. Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable, mais le fantastique doit l'être, s'il ne renonce pas à se faire prendre au sérieux. Ou alors il faut que le conteur soit en même temps un poète. Mais ce n'est pas le cas de Bierce.

On s'en aperçoit bien à la lecture des quatre dernières histoires du recueil réunies sous le titre de « Club des Parenticides ». Abandonnant le domaine du fantastique, l'auteur entreprend de conter, dans chacune de ses nouvelles, le meurtre d'un de ses proches parents — père, mère ou oncle. L'effrayant pessimisme de Bierce, sa hantise de la mort qu'il s'efforce de conjurer par l'exercice d'une ironie cruelle, font de ces pages, d'un accent curieusement contemporain, un chef-d'œuvre de l'humour noir.

Il faut noter que l'élégante et pure traduction de M. Jacques Papy sert admirablement ce joli livre.

Pris à leur propre jeu

- « L'histoire de Maria, je le dis à ma honte, m'a fait pleurer presque autant que la mort de ma mère. » (MICHELET.)
- « ...La faculté que j'ai de m'émouvoir par la plume. » (FLAUBERT.)
- « Il n'est pas de chagrin dont une heure de lecture ne m'ait consolé. » (MONTESQUIEU.)
- On trouve Diderot en larmes. — Ce que j'ai — répond-il — je me désole d'un conte que je me fais. »
- « Pour moi les hautes montagnes sont un état d'âme. » (BYRON.)
- Mme BEECHER-STOWE écrivant La Case de l'Oncle Tom éprouve une si forte émotion qu'elle doit s'aliter.
- « ...en écrivant la fin d'Emma Bovary, Flaubert se sentait la bouche envahie par la saburre du poison... » (LA VARENDE.)

PRIX DES CRITIQUES
MICHEL LEIRIS
FOURBIS
(LA RÈGLE DU JEU I)
rappel
BIFFURES
(LA RÈGLE DU JEU II)
nrf

La collection littéraire la moins chère du Monde

La Bibliothèque Mondiale vient de battre un record de prix et de goût, elle édite, sous une présentation raffinée, les meilleurs ouvrages des écrivains classiques et contemporains et vous les livre à domicile au prix moyen de 125 francs.

Écrivez à la Bibliothèque Mondiale, 8, rue de Berri, PARIS (8e) Serv. E.X.19. Contre trois timbres de 15 francs, vous recevrez un ouvrage de 250 pages de cette collection et une documentation détaillée des volumes parus et à paraître.

Communiqué.

TEST - Etes-vous capable d'initiatives ?

LE test des phrases en désordre a d'abord été étudié aux Etats-Unis. Il faisait partie du célèbre teste composite « army alpha » qui servit à la sélection de toute l'armée américaine pendant la guerre 1914-1918.

Il a été repris en France par M. Goguelin au cours d'études sur certains métiers intellectuels de sécurité exigeant des réponses rapides et parfaitement adaptées à une situation complexe dont les composantes sont données en désordre. M. Goguelin a bien voulu nous le communiquer.

Les résultats de ce test sont en liaison forte avec les possibilités d'initiative : l'initiative étant la capacité à réagir spontanément et de façon correcte devant une situation non prévue. Il convient de bien insister sur le fait qu'un bon résultat ne prouve pas que le sujet prendra des initiatives mais qu'il est capable de prendre généralement de bonnes initiatives.

Maintenant, prenez votre montre, lisez attentivement les consignes qui suivent. Lorsque vous aurez terminé, vous commencerez le test et vous arrêterez au bout de cinq minutes.

CONSIGNES : Les mots « une mange vache l'herbe de » dans cet ordre sont mélangés et ne forment pas une phrase, mais ils en formeraient une s'ils étaient remis dans l'ordre : « une vache mange de l'herbe » et ceci est vrai.

De même, les mots « les chevaux des plumes ont tous » feraient une phrase s'ils étaient mis dans l'ordre : « tous les chevaux ont des plumes », mais cette phrase est fausse.

Voici cinquante phrases mélangées, les unes sont vraies, les autres fausses. Prenez chaque phrase une à une. Pensez à ce que chacune voudrait dire si les mots étaient remis dans le bon ordre, mais ne l'écrivez pas vous-même. Ensuite, si ce qu'elle voudrait dire est vrai, faites une croix dans la case correspondante de la colonne vrai ; si ce qu'elle voudrait dire est faux, faites une croix dans la case correspondante de la colonne faux. Si vous n'êtes pas sûr, devinez. Les deux premiers exemples sont déjà écrits comme il faut. Commencez au n° 1 et travaillez le plus rapidement possible. ARRETEZ-VOUS AU BOUT DE CINQ MINUTES EXACTEMENT et corrigez-vous vous-même. Si vous n'êtes pas allé jusqu'au bout et si cela vous a amusé, terminez-le après vous être corrigé.

Maintenant, déclenchez votre chronomètre et bonne chance !

Exemples :

	Vrai	Faux
Une mange vache l'herbe de	×	
Les chevaux des plumes ont tous		×

	Vrai	Faux
1) Transparents arbres les sont		
2) Une ronde est bille		
3) Côtés chaque a triangle quatre		
4) Un hommes et nez ont deux les yeux		
5) Mensonge de la vérité le inverse l'est		
6) Fendre la pluie pierre tombait à		
7) Attrapent les chat le souris		
8) Jeudis dans quatre semaine la souvent il y a		
9) Ne pas manger sont les bonnes assiettes à		
10) Ne les pois avirons à servent ramer les pas		
11) Plus deux nains n'ont les jambes de pas		
12) Mois les mois sont les plus d'été longs les		
13) L'aiguille par le fil de passe le chas		
14) Qu'une plus vite bicyclette le train va		
15) Six matins se lève tous les heures à le soleil		
16) Madrid Portugal capitale n'est du pas la		
17) Henri IV la poule inventée par pot au fut		
18) Mondiale commencé guerre 1939 la dernière en a		
19) Les devoirs mauvais les difficiles aiment élèves		
20) Novembre les pommiers à la fin fleurissent		
21) Les mammifères et les poissons des lézards sont		
22) Au feuilles des printemps les arbres poussent		
23) De trente jours et un mois il y a janvier au		
24) Herbivores animaux ne sont tous pas les		
25) De la lune autour la terre et tournent le soleil		
26) Au premiers jours d'avril j'aime les printemps du mois ..		
27) Ecrase de coups le chien ses puces à grands queue		
28) Le tour la terre un an du soleil fait en		
29) De bière et de vin le cidre un mélange est		
30) Protéger les melons des coups ne servent pas à chapeaux		
31) En vie il était encore mort avant un quart d'heure sa		
32) Les bois sont le sapin et les deux plus durs l'ébène		
33) La houille de la distillation un sous-produit de le gaz est		
34) Le long des six grands fleuves est la Seine plus français		
35) Ni masculin bœuf ni féminin un nom est		
36) Côtés égaux qui a six figures est une un hexagone		
37) Le goudron compresseur sur les routes étale le rouleau ..		
38) Les plus longs à la fin les jours de juin se situent du mois		
39) D'études d'ingénieurs plusieurs diplômes nécessitent les années		
40) Un violon pour Victor Hugo fut le dessin d'Ingres		
41) Propager la presse est de les fausses nouvelles de la principale utilité		
42) Du Nord de l'Auvergne une des plus riches la France n'est pas provinces		
43) Rarement à trois couper un canard pattes on peut		
44) Les égoutiers permettent rapidement aux égouts de se déplacer d'un point à un autre		
45) Les bateaux à voile sur petits utilisée la navigation n'est plus que		
46) Pour faire reluire la cire les chauves de leurs crânes emploient d'abeille		
47) Et le poignet les articulations de sont deux la jambe le genou		
48) Le fleuve du point de rencontre confluent appelle et on de la rivière		
49) Le plus court point est d'un chemin la ligne à un autre droite		
50) Pour gagner le sixième étage du garçon sauta par la fenêtre du temps		

PÊCHE

Le fil à attraper les poissons

LE samedi 16 juin, une demi-heure avant le lever du soleil, la pêche sera ouverte en France, sur toutes les rivières formant la deuxième catégorie, c'est-à-dire celles où les salmonidés (truites, ombres et saumons) sont en minorité. Cela fera du bonheur pour plusieurs centaines de milliers de Français dont c'est le sport favori et qu'il ne faut pas obligatoirement se représenter ventripotents, affalés sur un pliant et endormis sous un vaste chapeau de paille.

Le pêcheur, en France, est obligé de se démener beaucoup et de se déplacer assez loin, s'il veut prendre du poisson. En outre, le progrès technique l'oblige souvent à acheter un matériel extrêmement bien conçu, et... toujours assez coûteux. Un très beau moulinet, de marque, il est vrai, américain, vaut 10.000 fr. Un excellent moulinet de pêche en mer, fignolé par un artisan français qui travaille à la perfection, vaut environ 12.000 fr. Or, pour l'un comme pour l'autre, il y a toujours plus de commandes qu'ils ne peuvent en fournir...

Une des principales causes de cet engouement pour la pêche, outre toutes sortes de considérations sociales bien connues, et qui vont de pair avec le camping et le jardinage, c'est l'invention du nylon. Ce fil magique sert toute l'année, sans souffrir du froid, de la chaleur ou de la sécheresse. Il est imputrescible, insensible au sel marin, d'une résistance étonnante, tout en conservant une certaine souplesse, presque invisible dans l'eau grâce à sa minceur et relativement facile à monter.

La consommation du fil de nylon, en France, dont une seule usine a l'exclusivité, est de l'ordre de 10 mètres par Français. En considérant qu'un Français sur dix va à la pêche, nous arrivons à 100 mètres par pêcheur. Or, on peut penser que chaque pêcheur capture à peu près un kilo de poisson par an, malgré tout ce qu'une telle estimation peut comporter d'imprécision. On voit, par là, que ce petit poisson annuel de deux livres coûte vraiment cher en nylon, sans compter bien d'autres accessoires, à chacun de ceux qui, parmi nous, vont régulièrement à la pêche...

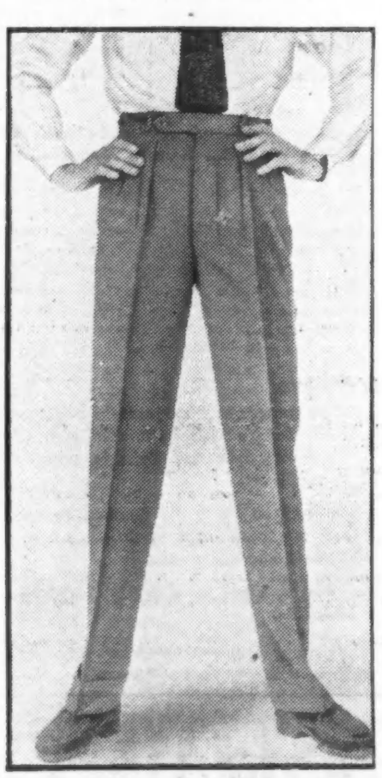
Trop de monde

Et pour répondre à la question que tout pêcheur pose immédiatement à tout autre pêcheur qu'il rencontre, il y aura du poisson, oui, sûrement, mais à une condition : ne restez pas les uns sur les autres. Essayez d'aller pêcher où il n'y a pas trop de monde. Il existe encore de jolis coins, parcourus par de belles rivières où la densité des poissons est supérieure à celle des pêcheurs, et vos vacances sont faites pour vous y rendre.

Non pas du tout que cette abondance de pêcheurs soit la cause directe de la raréfaction des poissons : au contraire, même, peut-être. Seulement chacun d'entre nous se croyant obligé d'appâter le coup toujours un peu plus que ses deux voisins, il se trouve que le poisson a tellement de quoi se gaver qu'il ne s'intéresse plus le moins du monde à l'esche qui l'attend, enfilée à l'hameçon perfide.

Enfin, Jojo le Mérou, du film du commandant Cousteau « Le Monde du Silence », ainsi que les requins chassés par Bernard Gorsky, auteur du « Tour du Monde de la Chasse sous-marine », nous ont bien fait comprendre que les poissons n'étaient pas tout à fait les êtres stupides que l'on pourrait croire. Alors, quand pendant des mois et des années, les truites se piquent le museau à nos cuillères, devons et autres leurres, ne croyez-vous pas qu'il serait temps de leur offrir, quelques fois, les sauterelles et les grillons vivants qui nous ont fait remplir tant de paniers, durant notre jeunesse.

Quitte à revenir aux cuillères à palette tournante quand les truites bouderont les insectes...



PAS CHER

Cette semaine, Madame Express, démoralisée par les vitrines ruisselantes où grelottaient maillots de bain et robes imprimées, a couru les magasins d'hommes. Elle a trouvé ce pantalon en toile de laine, léger, infroissable et très bien coupé, dont tous les hommes ont besoin en été.

Deux coloris : gris clair, gris foncé à 4.900 fr., il n'est « pas cher » (Holmès, avenue Victor-Hugo).

RECETTE

Le riz aux fraises

(Pour trois personnes.)

1/2 livre de fraises. — 100 grs de riz. — 1/2 citron. — 1/2 tasse à thé de sucre en poudre. — 1/3 de verre d'eau. — 1 orange.

● Râper le zest d'une orange ● Presser le jus d'un demi-citron ● Faire cuire le riz recouvert d'eau, et additionné du jus de citron et du zest ● Nettoyer les fraises, les laver et les débarrasser de leurs queues ● Le riz, une fois cuit, doit être égoutté et mis à refroidir ● Préparer un sirop avec dix fraises, bien écrasées, 1/3 de verre d'eau et le sucre en poudre. Le laisser refroidir. ● 1/2 heure avant de servir, dresser le riz dans une coupe, en couches alternées avec des couches de fraises ● Couvrir le tout avec le sirop.

GLACIER - CONFISEUR
SALON DE THE
Vivier
2, avenue de Châtillon, 2
91, rue d'Alésia, 91
PARIS - 14e
Tél. : VAU. 16-05
SPECIALITES POUR LUNCHS ET COCKTAILS
Personnel et matériel complet pour réceptions
LIVRAISON PARIS-BANLIEUE

« CONCORDIA »
22, rue Saint-Augustin - PARIS (boîte 603)
Mariages Grande Classe

Assurance de goût et de qualité
Art-Décor
CADEAUX DECORATION
INSTALLATION COMPLETE D'INTERIEURS
INSCRIPTION POUR LISTES DE MARIAGE
54, avenue Victor-Hugo - PASsy 76-16

TEST - solution

Voici les phrases en désordre remises en ordre et suivies de la mention « Vrai » ou « Faux ».

	Vrai	Faux
1) Les arbres sont transparents		×
2) Une bille est ronde	×	
3) Chaque triangle a quatre côtés		×
4) Les hommes ont un nez et deux yeux	×	
5) Le mensonge est l'inverse de la vérité	×	
6) La pluie tombait à pierre fendre		×
7) Les souris attrapent le chat		×
8) Il y a souvent quatre jeudis dans la semaine		×
9) Les assiettes ne sont pas bonnes à manger	×	
10) Les avirons ne servent pas à ramer les pois	×	
11) Les nains n'ont pas plus de deux jambes	×	
12) Les mois d'été sont les mois les plus longs		×
13) Le fil passe par le chas de l'aiguille	×	
14) Le train va plus vite qu'une bicyclette	×	
15) Le soleil se lève tous les matins à six heures		×
16) Madrid n'est pas la capitale du Portugal	×	
17) La poule au pot fut inventée par Henri IV		×
18) La dernière guerre mondiale a commencé en 1939	×	
19) Les mauvais élèves aiment les devoirs difficiles		×
20) Les pommiers fleurissent à la fin novembre		×
21) Les lézards et les poissons sont des mammifères		×
22) Les feuilles des arbres poussent au printemps	×	
23) Il y a trente et un jours au mois de janvier	×	
24) Tous les animaux ne sont pas herbivores	×	
25) La lune et le soleil tournent autour de la terre		×
26) J'aime les premiers jours du printemps au mois d'avril		×
27) Le chien écrase ses puces à grands coups de queue		×
28) La terre fait le tour du soleil en un an	×	
29) Le vin est un mélange de bière et de cidre		×
30) Les chapeaux melons ne servent pas à protéger des coups	×	
31) Un quart d'heure avant sa mort il était encore en vie	×	
32) Le sapin et l'ébène sont les deux bois les plus durs		×
33) Le gaz est un sous-produit de la distillation de la houille	×	
34) La Seine est le plus long des six grands fleuves français		×
35) Bœuf est un nom ni masculin ni féminin		×
36) Un hexagone est une figure qui a six côtés égaux		×
37) Le rouleau compresseur étale le goudron sur les routes		×
38) Les jours les plus longs se situent à la fin du mois de juin	×	
39) Les diplômes d'ingénieurs nécessitent plusieurs années d'études	×	
40) Le dessin fut un violon d'Ingres pour Victor Hugo	×	
41) La principale utilité de la presse est de propager les fausses nouvelles		×
42) L'Auvergne n'est pas une des plus riches provinces du Nord de la France	×	
43) On peut rarement couper trois pattes à un canard	×	
44) Les égouts permettent aux égoutiers de se déplacer rapidement d'un point à un autre		×
45) La navigation à voile n'est plus utilisée que sur les petits bateaux	×	
46) Pour faire reluire leurs crânes, les chauves emploient de la cire d'abeille		×
47) Le genou et le poignet sont les deux articulations de la jambe		×
48) On appelle confluent le point de rencontre du fleuve et de la rivière	×	
49) La ligne droite est le plus court chemin d'un point à un autre	×	
50) Le garçon sauta par la fenêtre du sixième étage pour gagner du temps		×

Comptez le nombre de vos bonnes réponses et le nombre de vos réponses erronées. Retranchez le nombre des erreurs de celui des bonnes réponses et vous aurez votre note :

— De 0 à 10, votre résultat est faible.
— De 11 à 15, » » médiocre.
— De 16 à 20, » » moyen.
— De 21 à 25, » » assez bon.
— De 26 à 30, » » bon.
— De 31 à 35, » » très bon.
— De 36 à 40, » » excellent.
— De 41 à 50, » » exceptionnel.

Ceci étant grossièrement valable pour la population moyenne française. Mais si vous avez un poste de responsabilité (cadre technique, administratif ou de direction), il vous faudra plus de 35 points pour être dans le premier quart, plus de 45 pour être dans les 10 % meilleurs.

Si votre nombre d'erreurs est supérieur à 10 ou 15 % du nombre de vos points, demandez-vous si parfois vous n'avez pas tendance à vouloir comprendre trop vite... Ce n'est peut-être pas sûr, mais surveillez-vous.

(Ce test est une forme parallèle d'un test existant et a été bâti spécialement pour « L'Express ». Reproduction interdite.)

MAISON

La tête à l'ombre

« LES stores dans une maison, c'est un luxe ! » disent tous ceux qui n'ont pas à travailler toute la journée dans une pièce en plein soleil. En réalité, dès que les fenêtres d'une maison ou d'un appartement sont orientées plein sud, il est presque indispensable de se protéger de la lumière par les stores soit intérieurs, soit extérieurs.

Il s'agit en général d'une dépense assez importante.

La commande

A l'exception des stores de bois tissé de dimensions très courantes qui se trouvent dans tous les grands magasins, tous les stores se font « sur mesures ».

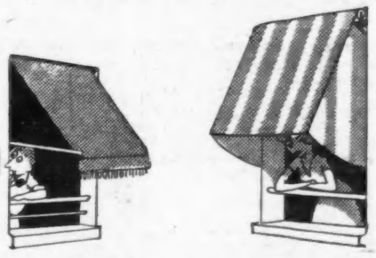
Les maisons spécialisées envoient, sur demande du client, un technicien qui examine sur place : l'architecture générale de la façade, le style des fenêtres, et leur genre de volets, l'orientation des ouvertures à couvrir, les dimensions des baies.

Le client choisit alors un coutil, et le fabricant établit son devis. Les délais d'exécution peuvent varier d'une semaine à deux mois, les années de fortes chaleurs. Il est donc sage de s'y prendre de bonne heure, l'établissement d'un devis n'engageant en rien le client éventuel.

Les différents modèles

LES STORES EN COUTIL : il existe six modèles différents.

● Stores à l'italienne : ce sont les plus couramment employés. Ce système permet à la toile, suivant les nécessités, de prendre une projection oblique ou verticale. Suivant les cas : baie sans volets ni persiennes, baie munie de persiennes à lames brisées se repliant, baie rectangulaire ou cintrée à grande élévation, les ferrures sont différentes. Seul un spécialiste peut déterminer le système à utiliser.



STORES A L'ITALIENNE
Sans joues. *Avec joues.*

● Stores à l'italienne avec joues: c'est un store à l'italienne muni d'un accrochage sur lequel viennent se fixer des joues mobiles en même tissu que le store. Ces joues sont destinées à protéger des rayons obliques du soleil.

● Stores à l'italienne brisés : surtout utilisé pour les fenêtres cintrées, ce genre de store combine un système à l'italienne, avec un écran de même coutil démontable ou non, qui vient épouser parfaitement le gabarit de la fenêtre.

● Les bannes : sont des stores relevant du principe dit « à l'italienne », mais de très grandes dimensions, et destinées aux terrasses, magasins, etc.

● Les stores à capotes à arceaux : très à la mode, ils peuvent être soit à côtes de melon, soit à anse de panier, selon le profil de la partie cintrée.

Ils présentent le maximum d'efficacité, puisqu'ils interceptent, grâce à leur forme même, les rayons du soleil directs ou indirects.

Ces cinq types de stores peuvent finir tout droit, ou être enjolivés par un lambrequin, droit, frangé, à dents, garni de pompons, etc.

● Les stores droits : également en coutil, se déroulent simplement dans le plan vertical à l'emplacement à couvrir. Ils obturent purement et simplement la fenêtre.

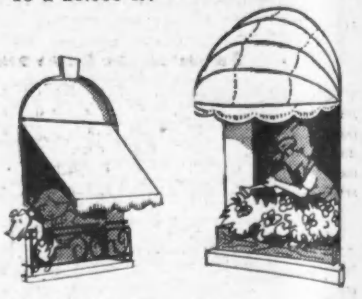
Les prix

Il est très difficile de donner le prix de stores en coutil, étant donné la diversité des fenêtres qui existent en France. On peut prendre pour base :

Fenêtre de 130 cm : store à l'italienne simple : 10 à 12.000 fr. ;

Fenêtre de 130 cm : store à l'italienne brisé : 12 à 15.000 fr. ;

Fenêtre de 130 cm : store capote : 18 à 20.000 fr.



Store à l'italienne brisé. *Store à capote ou à arceaux.*

Ces prix s'entendent en très belle qualité de coutil, pose comprise, et sont sujets à variations s'il y a lieu de garnir plusieurs fenêtres.

STORES EN BOIS : ils peuvent être de deux sortes : ou petites lattes de bois séparées les unes des autres par quelques millimètres. Peuvent se trouver « en confection » dans les grands magasins.

Ce sont des stores droits, destinés à remplacer les persiennes dans les baies où elles font défaut. Elles garantissent de la vue l'intérieur des pièces même éclairées.

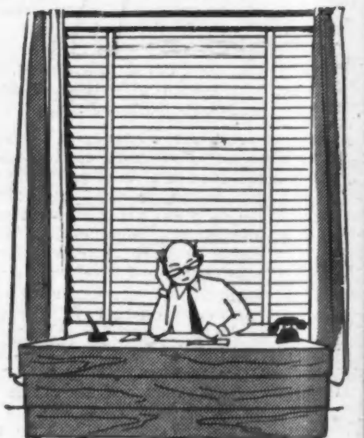
Sur mesure, pour une fenêtre de 130, de 6 à 8.000 fr. posés.

● Les jalousies : composées de lattes de bois orientables montées sur tasseaux, sont manœuvrées par un système de chainettes galvanisées.

STORES INTERIEURS :

● Le store vénitien : qui s'apparente à la jalousie par son principe, peut également se poser à l'extérieur, en cas de besoin absolu.

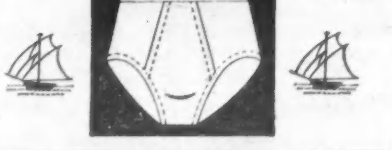
Les « Venitian-Blinds » sont composés de lames d'aluminium traité ou de plastique maintenues par une dou-



STORE VÉNITIEN
La jalousie en mieux.

PETIT-BATEAU

Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.



SENSATION DANS LE MEUBLE DE RANGEMENT

Les usines **EFA** viennent de mettre au point des éléments de rangement d'une conception entièrement nouvelle. Les chaînes de fabrication permettent déjà la production en grande série de nouveaux modèles, dont une penderie qui sera vendue à **54.200 francs** (le même volume de rangement de conception traditionnelle se vend couramment de 80 à 120.000 francs).

UNE IMPORTANTE GAMME DE BIBLIOTHEQUES
MEUBLES DE LIVING-ROOM
PLACARDS
est réalisée à partir des mêmes éléments

MAGASINS D'EXPOSITION

A PARIS : 66, rue de Rennes (entre rues du Four et du Vieux-Colombier)
NICE : 32, rue Hôtel-des-Postes
USINE : 92, route de Turin - NICE

ble sangle. L'inclinaison de ces lames est très variable puisqu'elle va de l'horizontale à la verticale, en laissant filtrer plus ou moins de lumière.

Léger et esthétique, le store vénitien se prête à des combinaisons décoratives diverses, ses lames pouvant être unies ou de différentes couleurs. Prix : 3 à 3.600 fr. le mètre carré posé.

STORES EN TOILE : ils s'enroulent à la façon des stores de chemin de fer, et se font surtout en noir, dans les pièces où l'on désire obtenir une obscurité totale ou partielle.

Offrent l'avantage, dans les chambres à coucher, d'empêcher la lumière de filtrer même si la fenêtre reste ouverte. Pour des raisons d'esthétique, ils doivent être dissimulés hors service dans une boîte à rideaux ou sous un volant.

Prix : environ 2.000 fr. le mètre carré posé.

Ce qu'il faut savoir

- Les trois tons les plus heureux sont le rouge, le jaune et le coq de roche, unis ou rayés de blanc, pour les stores de coutil. Ces tons créent une ambiance lumineuse agréable, et seyante, à l'encontre des stores verts très décoratifs, mais qui donnent mauvaise mine aux habitants du logis.
- Le prix de la main-d'œuvre et des ferrures entrant pour la plus grande part dans le prix d'un store, on a toujours grand intérêt à choisir un coutil de très belle qualité.
- Un store étant beaucoup plus regardé de l'intérieur que de l'extérieur, placer l'échantillon du tissu en transparence avant de fixer son choix sur un coloris.
- Le « Storal » est une toile de coton protégée sur les deux faces par un revêtement vinylique « Sobral » qui le garantit indécolorable, imperméable, lavable, imputrescible.
- Une fois repliés, les stores posés en façade peuvent être mis à l'abri des intempéries par des auvents de protection en tôle peinte.

BUDGET

Une seule issue : s'endetter

« EN janvier 1956, j'ai dépensé 31.000 fr. de nourriture pour la famille. Nous sommes deux, avec deux enfants. En mai, j'en suis à 38.000 fr. En janvier 1955, je m'en étais sortie avec 28.000 fr. Or, nos ressources n'ont pas augmenté depuis un an. Où voulez-vous que nous prenions la différence ? »

A cette question angoissante que posent et se posent en ce moment tant de femmes, l'Union Nationale des Associations Familiales (U.N.A.F.) répond, par la voix de sa spécialiste des problèmes budgétaires, Mme Augras :

« Il n'y a pas de solution. Dans la plupart des familles de salariés à revenus fixes, les petites économies ont été englouties. Les femmes ont réduit au plus juste leurs propres dépenses. Elles commencent toujours par se priver elles-mêmes.

On mange, oui, mais à quel prix ! Les familles n'ont plus qu'une issue : s'endetter. »

Et sur la base de ses enquêtes, de ses travaux, l'U.N.A.F. jette un cri d'alarme. Laissera-t-on les budgets des familles françaises « éclater » ?

« Mangez des oranges »

Chaque mois, l'U.N.A.F. établit un budget type pour une famille de la région parisienne : le père, la mère, deux enfants. Ce budget était en mai 1952 de 61.774 fr. par mois ; en mai 1953 de 61.813 fr. ; en mai 1954 de 66.026 fr. ; en mai 1955 de 65.996 fr. ; en mai 1956 de 73.278 fr. !

« Et dans le métro, dit Mme Augras, *on voit des affiches : Mangez des oranges !... »*

A qui sont-elles destinées ? Les oranges sont trop chères. Il n'est pas question de manger des oranges, dans une famille où le père de deux enfants gagne 70.000 fr. par mois (plus les Allocations familiales, moins les assurances sociales et les impôts).

Ce que l'on appelle une gentille situation.

En chiffres, elle se traduit ainsi : 2.850 calories par jour pour les parents, 2.000 seulement pour les enfants (6 et 10 ans). Pour le père : une paire de chaussures tous les deux ans, un pardessus tous les six ans, un complet tous les trois ans. La mère et les enfants ne grèvent pas davantage le budget avec leur habillement. L'amortissement d'un logis neuf y figure (1.100 fr. par mois) mais il n'est pas question d'équipement ménager, de vaisselle par exemple que l'on n'a pas le droit de casser sous peine de ne plus pouvoir acheter de cigarettes.

C'est-à-dire qu'il s'agit bien d'un budget modeste.

Même en comprimant au maximum les dépenses, il devient impossible d'« éponger » l'augmentation de la nourriture qui a atteint, en mai, 37.268 fr. contre 31.538 en mai 1955.

Mois par mois, six cents familles tiennent l'U.N.A.F. au courant de leur « façon de s'en sortir », et au début de l'année prochaine cet organisme aura réuni tous les éléments d'une grande enquête sur les budgets réels, sur le « prix de revient » d'un enfant à un âge donné, sur la façon dont les familles réagissent en cas de chômage ou de « coups durs ».

Cette enquête fournira de précieux renseignements, mais ne donnera pas, hélas, la solution à l'angoissant problème de la « fin de mois ».

Sept étages fleuris chez Dior.

Quatre étages rayés chez Aurore.

MODE

Le secret des étages

LA première quinzaine de juin a été consternante... C'est sur les imperméables et les chandails que l'on s'est précipité... Mais le jour où le soleil se souviendra que nous sommes en été, c'est sur les jupes et les robes de cotonnade à plusieurs étages que l'on se jettera.

Parce que c'est la mode, chez les couturiers comme dans les petites boutiques (voir nos photos).

Pour les réussir soi-même, il y a deux secrets :

1. — LE METRAGE.

« Le premier étage » doit être égal à une fois et demie le tour de hanches. Le second, une fois et demie le premier et ainsi de suite.

C'est-à-dire qu'avec 92 cm de tour de hanches, une jupe faite de 4 étages comprendra une bande longue de 1 m 40, une deuxième de 2 m 10, une troisième de 3 m 15 et la dernière enfin de 4 m 75.

Il faut 3 m. 50 de tissu en 90 pour faire une jupe.

2. — LE CRIN.

Pour qu'une jupe à étages ait un joli mouvement, il faut poser à l'intérieur, sur chacune des coutures reliant entre eux les étages de tissu, une bande de crin de 2 à 3 cm de large. Ces bandes sont en vente dans les grands magasins.

☆

La semaine prochaine, Madame Express passera au banc d'essai :
Un produit de beauté.
Un produit d'entretien.
Un produit alimentaire et vous dira franchement ce qu'ils valent.

VISONS A FOISON !
JULES SACK
FOURREUR
22, RUE ROYALE
OPE. 29-77

POUR LA TABLE ET LA MAISON
POUR VOUS... POUR VOS AMIS
CADEAUX
JACQUES
FRANCK
LE DECORATEUR DE LA TABLE
372, RUE SAINT-HONORE
CATALOGUE « E » SUR DEMANDE

LE SILENCE DES COMMUNISTES

par François MAURIAC

de l'Académie Française.

A mesure que nous avançons dans le rapport secret de M. Kroutchev, le silence des communistes français nous paraît moins supportable. Staline a pris place pour jamais dans ce sénat de monstres qui est le musée Grévin de l'Histoire. C'est trop facile vraiment que de désavouer du bout des lèvres « le culte de la personnalité ». Un monstre n'est plus une personne.

Les hommes qui, tant qu'il a vécu, lui ont brûlé de l'encens au mufle, et le pire des encens : l'outrage aux victimes, qu'attendent-ils pour se délivrer enfin dans un cri ?

Qu'ils crient n'importe quoi : nous saurons qu'ils ont fini d'être envoûtés. Qu'ils reconnaissent qu'une page est tournée de cette histoire immonde, et qu'un autre chapitre s'ouvre.

☆

Ce n'est pas en ennemi que je les interpelle. Je cherche si peu à triompher de leur désarroi que je tiens ici à me séparer expressément des âmes sensibles de la droite qu'indigne le sang versé par les autres.

Staline en a sans doute beaucoup plus répandu que l'Assemblée de 1848, aux jours de Juin, beaucoup plus même que celle de Versailles en 1871. Mais Hitler, Mussolini, ce n'est pas assez dire qu'ils n'inspiraient aucune horreur à la plupart des indignés qui aujourd'hui se voilent la face. Quant à Franco, il traînait tous les cœurs après soi. Combien étions-nous, à droite, à pleurer les morts de Guernica et les prêtres basques fusillés ? Parmi ces contempteurs des crimes de Staline, s'en trouva-t-il beaucoup pour s'agenouiller avec Bernanos sur les fosses où les corps de tant de victimes non vengées ne reposent pas ?

Une nouvelle affaire Dreyfus, après cinquante ans, verrait s'affronter les deux mêmes familles d'esprits. Nous pourrions désigner d'avance ceux qui, aujourd'hui, défendraient la cause de l'innocent et ceux qui le voueraient au supplice. L'aveu de Bourget à Paléologue : « La justice ? Je me moque bien de la justice ! » C'est le cri du cœur, si l'on peut dire, que la plupart refoulent, mais qui quelquefois s'échappe de leurs lèvres dans un hoquet.

Quel vide autour de l'homme dont les yeux se sont ouverts et qui a eu connaissance de certains dossiers ! Quel agacement il suscite, quelle irritation mal réprimée chez d'honnêtes gens qui se croient tenus de manifester des sentiments humains, mais qui estiment qu'il faut laisser les protecteurs de l'ordre établi pratiquer, selon des méthodes éprouvées, leur métier un peu rude.

Oh ! bien sûr, toutes leurs raisons ne sont pas mauvaises et je ne jette la pierre à personne. En fait, chacun de nous ne persévère dans l'être, n'obéit à l'appel du bonheur, que grâce à une indifférence, à une ignorance consentie et entretenue avec soin. La réprobation temporelle d'une si grande part de l'espèce humaine ne touche que le nombre très restreint des êtres dont on dit qu'ils ont « la vocation ». Une fille de la Charité, une petite sœur des Pauvres ou de l'Assomption, un frère de saint Jean de Dieu, mais aussi un agitateur révolutionnaire comme était Trotsky, un militant communiste ont ceci en commun de ne pas pouvoir être heureux dans ce monde tel qu'il est.

Les autres s'en moquent et jouent des coudes. Je serais mal venu de les accabler. Mais il faut sourire de leur indignation devant les crimes de l'adversaire politique, eux qui montrent tant d'indifférence et quelquefois tant de complaisance à tous les crimes qui les servent.

☆

Je me retourne vers les communistes : qu'ils agissent enfin en hommes libres maintenant qu'ils en ont reçu la permission ! Je me rappelle quand j'étais enfant, ce vieux merle captif qui me faisait pitié et dont j'avais ouvert la cage. Mais il refusa de s'envoler. Pourquoi nous regardez-vous toujours à travers des barreaux, puisque votre cage n'est plus fermée ?

L'usage de la liberté, cela se retrouve. Essayez donc de faire un mouvement. Oserai-je dire ce que je redoute ? Je me résignerais à voir vos chefs réduits par trente ans de stalinisme, à traîner jusqu'à la mort, rivé à leur cheville, un morceau de l'idole déboulonnée. Mais ma crainte est que, chez nous, toute une génération communiste paye ce malheur d'avoir été spirituellement domestiquée, et qu'elle soit pareille à ces femmes qui ne peuvent plus mettre au monde que des enfants morts.

Ne vous irritez pas. Ne nous dites pas que nous nous mêlons de ce qui ne saurait nous concerner. Cela nous touche d'aussi près que possible, au contraire, parce que les conjonctures de l'Histoire vont peut-être nous obliger à faire de nouveau route avec vous, comme aux jours de la guerre d'Espagne et de la Résistance.

Ce compagnonnage ne correspondrait de notre part ni à un choix, ni à un vœu. Aucun complot ne l'aura préparé. C'est sans en avoir été prévenu et sans l'avoir désiré que je vais me trouver assis auprès de quelques-uns d'entre vous au Comité pour la révision du procès des Fuites. Cette amorce de Front Populaire est le fruit, comme il arrive toujours, des manœuvres de la droite qui souvent excelle à la tactique ; mais ses tacticiens ne sont pas des stratèges et elle n'a jamais gagné dans l'immédiat que pour mieux se faire battre à long terme.

Staline vivant, par l'horreur qu'il inspirait, fut son plus sûr appui. Staline abattu, son ombre hideuse fait peur encore. Mais c'est l'affaire d'un peu de temps. Déjà la politique étrangère française commence de bouger : c'est que la droite française a perdu son épouvantail.

Même si leurs chefs staliniens s'obstinent à demeurer, la plume hérissée, au fond d'une vieille cage démantibulée, nous mettons notre espoir dans les communistes encore jeunes chez qui l'usage de la pensée, la fréquentation des grandes œuvres ont sauvegardé la vertu des esprits libres, des hommes du type de Claude Roy. Pierre Hervé les précède sur cette route qui fut celle que Tito a suivie alors qu'il y allait de la vie pour lui-même et pour son peuple. Il a risqué, joué, gagné. Du faîte où il est parvenu, que ses insulteurs parisiens de naguère doivent lui paraître petits ! Son destin est beau, qui se confond avec celui de sa patrie et du socialisme universel. Jeunes communistes de France, voilà l'exemple que je vous propose et l'inspirateur que je vous souhaite.

Ce n'est pas qu'il soit mon homme, ce marxiste anti-chrétien, vous ne le voudriez pas ! Mais tout bien pesé, j'aimerais assez qu'il fût le vôtre.

F. M.

(Copyright « L'Express »).

Sensationnel !
TOURNE-DISQUES !
PORTATIF, 3 VITESSES
HAUTE FIDÉLITÉ
EN VALISE DE LUXE
6.900 f

Simplement branché sur votre ★ poste de radio, cet appareil sensationnel vous permettra de jouer tous les disques de votre choix (78, 45 et 33 ⅓ tours) de toutes dimensions (17 à 30 cm.)

Moteur asynchrone 110/220 volts ★ 2 pointes en saphir véritable (une pour les microsillons, l'autre pour les disques ordinaires) ★ Cellule Piezo réversible avec protection des saphirs ★ Bras extra-léger en plastique moulé (10 gr.) ★ Changement de vitesses (78, 45 et 33 ⅓ tours) et réglage de pression pour chaque vitesse ★ Plateau équilibré de précision, friction caoutchouc, etc, etc. - **Guilde Internationale du Disque : 4, rue de Vienne - 222, rue de Rivoli - 49, rue Vivienne, PARIS - 9, place de Béthune, LILLE.**

★ Si vous n'avez pas de poste de radio, demandez-nous une documentation sur notre ELECTROPHONE : prix également sensationnel !

BON DE COMMANDE
Guilde Internationale du Disque - 222, rue de Rivoli, Paris
Envoyez-moi le tourne-disques, étant bien entendu que si après essai, je n'en suis pas entièrement satisfait j'aurai le droit de vous le renvoyer 5 jours après réception et serai immédiatement remboursé.
Veuillez trouver ci-joint 7.400 fr. (6.900 fr. + 500 fr. de frais d'envoi) par ☐ chèque ☐ mandat-lettre ☐ chèque postal à C.C.P. 7.120.00 Paris.
☒ Cocher le mode de règlement choisi
NOM
ADRESSE EX 6-2

André Pignarre reçoit bien au

RESTAURANT "En Plein Ciel" DE LA TOUR EIFFEL
● Déjeuners d'affaires
● Dîners en musique avec Jan Dranow
● Salle pour banquets
● Parc pour voitures
INV. 19-59 et 44-67
Ambiance incomparable

L'EXPRESS

AU NUMERO :

France .... 50 fr.
Belgique .... 10 »
Suisse .... 1 »

★

ABONNEMENTS
(Un an)

France, U. F. .... 2.000 fr.
Etranger .... 2.300 »

PAR AVION

2.700 fr. — Algérie, Tunisie, Maroc.

3.100 fr. — Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande - Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.

3 600 fr. — A.-E. F., A.-O. F.

4.200 fr. — Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Libye, Syrie.

Vente.
Abonnements pour les Etats-Unis :
L'EXPRESS
New York Office
15 West 44th St.
New York 36, N. Y.
Oxford 7-36 49
1 an, par voie normale : $6,75
1 an, par voie aérienne : $17,75

4.700 fr. — Congo belge, Ethiopie.

5.200 fr. — Guadeloupe, Guyane française, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie, Afrique du Sud.

6.200 fr. — Canada, Etats-Unis.
7.000 fr. — Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatémala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.

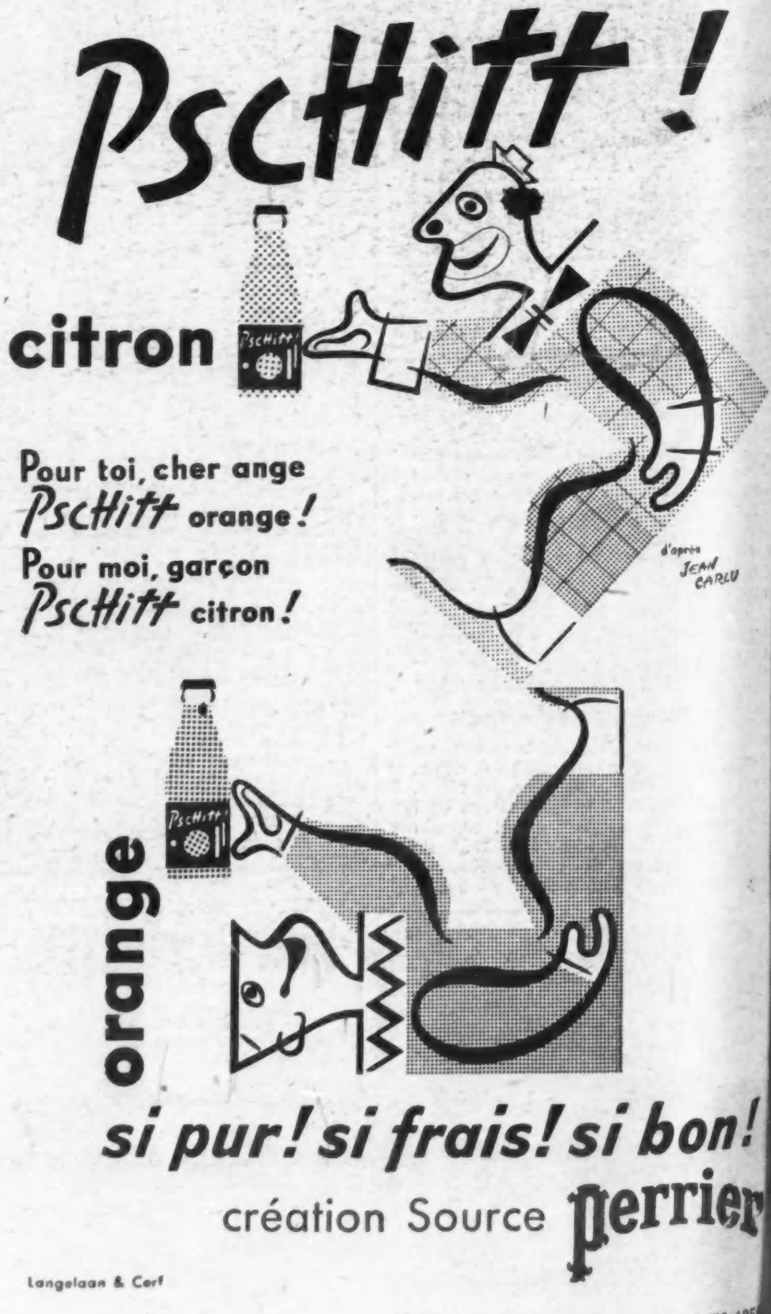
9.300 fr. — Australie, Nouvelle-Zélande.

Etudiants : 1 an, 1.600 fr.

Règlement par chèque bancaire ou C. C. P. 73-78-19 Paris.

★

REDACTION
91, av. des Champs-Elysées, 91
PARIS (8e)
Tél. : ELY. 88-61

ABONNEMENTS
VENTE — PUBLICITE
37, av. des Champs-Elysées, 37
PARIS (8e)
Tél. : BAL. 69-20 et 19-68
(28 lignes groupées)

ADMINISTRATEUR :
J. F. COBLENCE